

THÈSE DE
PARIS,
1892
N°. 11.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DU

DÉVELOPPEMENT PARALLÈLE DE LA REPRÉSENTATION

DANS

les Instances Judiciaires

ET DANS

LES ACTES JURIDIQUES.

ECONOMIE POLITIQUE

DE LA CONTRACTION MONÉTAIRE

ET DE SES CONSÉQUENCES

Thèse présentée et soutenue le Lundi 23 Mai 1892

PAR

VICTOR BEAUREGARD

Avocat à la Cour d'appel

Composition du Jury :

Président.....	M. ALGLAVE.
Professeurs.....	MM. FAURE.
	LARNAUDE.
Agrégé.....	M. LE POITEVIN.

PARIS

IMPRIMERIE A. DAVY

52, rue Madame. — Téléphone.

1892

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DU

DÉVELOPPEMENT PARALLÈLE DE LA REPRÉSENTATION

DANS

les Instances Judiciaires

ET DANS

LES ACTES JURIDIQUES

ECONOMIE POLITIQUE

DE LA CONTRACTION MONÉTAIRE

ET DE SES CONSÉQUENCES

ACAD.
UGD. BAT.
BIBL.

Thèse présentée et soutenue le Lundi 23 Mai 1892

PAR

VICTOR BEAUREGARD

Avocat à la Cour d'appel

Composition du Jury :

Président.....	M. ALGLAVE.
Professeurs.....	MM. FAURE.
	LARNAUDE.
Agrégé	M. LE POITEVIN.

PARIS

IMPRIMERIE A. DAVY

52, rue Madame. — Téléphone.

1892

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE

A MES FRÈRES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DROIT ROMAIN

DU

DÉVELOPPEMENT PARALLÈLE DE LA REPRÉSENTATION

DANS LES

INSTANCES JUDICIAIRES

ET DANS LES

ACTES JURIDIQUES

INTRODUCTION.

Au cours de son évolution, toute société transforme sa législation, peu à peu, à mesure que l'état moral et intellectuel des individus s'affine, à mesure que des besoins nouveaux surgissent et que des devoirs imprévus s'imposent. Ces modifications progressives et comme insensibles sont le résultat, non de dispositions législatives, qui ne font que les sanctionner, mais d'un courant d'idées général, qui en rend l'établissement nécessaire. Toute loi, même la loi écrite, découle, en réalité, de l'usage, et, le législateur qui l'impose n'est que le mandataire de la volonté sociale.

L'étude de la représentation en droit romain nous offre

les exemples les plus curieux de ce parallélisme d'évolution entre la civilisation et la législation.

A la vérité, jamais le principe de la représentation ne fut franchement reconnu par les lois romaines; mais le progrès des mœurs, les nécessités sociales introduisirent des adoucissements successifs à cette règle rigide, et, sous Justinien, les expédients pratiques ont tellement envahi le domaine de la théorie, qu'il est devenu bien difficile de la dégager.

Doit-on considérer ce principe de la non-représentation comme une infériorité de la législation romaine ?

Non, cette conséquence découlait nécessairement du formalisme de la loi des XII Tables, et s'appuyait sur la réalité des faits. Logiquement, on ne doit pas admettre que l'acte accompli par Primus produise ses effets dans la personne de Secundus. Cette action réflexe est antinaturelle, aussi, dans toutes les législations qui l'admettent est-elle basée sur une fiction. Cette conception de la représentation repose sur la décomposition d'un acte juridique qui, de sa nature, est unique et entier, et, Von Ihering, dans son *Traité de l'esprit du droit romain*, en donne une analyse fort juste lorsqu'il s'exprime ainsi : « Au fond, le principe de la représentation n'est pas autre chose que la séparation de la cause et de l'effet de l'acte ; la cause concerne la personne du représentant ; l'effet concerne le représenté. Il y a donc là une séparation artificielle de ce qui, dans l'état naturel du rapport, est un. »

C'est donc sur des prémisses parfaitement logiques qu'était basée la théorie romaine de la non-représentation. Nous étudierons au cours de ce travail les modifications

que subit ce droit initial, et les raisons qui nécessitèrent ces modifications.

Ce qui en droit romain constituait le plus sérieux obstacle à l'introduction de la représentation, c'était l'existence des formalités religieuses, des actions, des paroles solennelles et sacrées, imposées au citoyen, dans presque tous les actes juridiques ; actes et paroles que lui seul pouvait exécuter ou prononcer.

M. de Savigny a, sur cette question de la représentation, exposé une théorie intéressante, quoique rejetée par la plupart des auteurs. Il distingue deux formes de représentation : 1^o celle dans laquelle le représentant traite en son nom personnel, acquiert la propriété ou les droits de créance pour lui-même, quitte à transmettre plus tard les droits acquis par lui au mandant. M. de Savigny laisse ce cas de côté, son système ne s'applique qu'à l'hypothèse inverse, lorsque le représentant a traité, non pour lui même, vis-à-vis des tiers, mais pour le représenté, de telle façon, que les effets de ses actes se réalisent directement dans la personne du mandant.

L'auteur du *Droit des Obligations* distingue alors, suivant que le représentant a accompli un acte solennel, tel que la mancipation, la stipulation, etc., ou un acte non solennel, comme la tradition et la vente. Dans le premier cas, d'après M. de Savigny, l'ancien principe de la non-représentation s'appliquait dans toute sa rigueur, le représentant devenait lui-même propriétaire, créancier ou débiteur et ne pouvait que transmettre, après coup, les droits et les charges résultant de l'acte, à son mandant. Si, au contraire, l'acte accompli par le représentant n'exigeait

aucune formalité, la représentation était admise entièrement, avec les caractères dont elle est revêtue à notre époque, c'est-à-dire, avec effacement complet de la personnalité du mandataire, les actes faits par lui réagissant immédiatement dans la personne du mandant seul. Cette théorie trouve un premier appui dans ce fait, que l'une des causes principales de l'exclusion de la représentation en droit romain, fut le formalisme qui caractérisait la législation primitive. La représentation aurait donc gagné du terrain à mesure que le formalisme en perdait, et, finalement, le vieux principe de la non-représentation n'aurait plus eu, comme dernier asile, que les quelques actes solennels existant encore à l'époque du droit classique.

M. de Savigny s'appuie, d'autre part, sur différents textes, dont le principal est la loi 53 D. *de adquir. rerum dominio*, 41.4. — *Ea quæ civiliter adquiruntur per eos qui in potestate nostra sunt, adquirimus veluti stipulationem : quod naturaliter acquiritur, sicuti est possessio, per quemlibet volentibus nobis possidere adquirimus.*

Ce texte, on le voit, oppose nettement la *civilis acquisitio* à la *naturalis acquisitio*, c'est-à-dire, les droits dont l'acquisition exige des solennités, et, comme exemple, il indique l'obligation qui naît de la stipulation, aux droits dont l'acquisition n'exige pas de solennités, parmi lesquels il cite la possession.

On pourrait, il est vrai, objecter que la stipulation n'est pas un droit, qu'elle est un acte juridique produisant des droits; mais la loi 15 § 3, D. 49, 17, la loi 7, pr. D. liv. 26. 8, nous parlent de stipulation *alicui adquisita*.

C'est sur ce texte que M. de Savigny a basé son système :

Pour les droits dont l'acquisition exige des formes solennelles, nous ne pouvons les acquérir que par les personnes soumises à notre puissance. Pour ceux, au contraire, qui peuvent se transmettre sans solennité, ils nous peuvent être acquis *per quemlibet*, la loi cite la possession simplement comme exemple, de même que plus haut la stipulation.

M. de Savigny se base encore, sur ce fait, que l'élément principal des contrats, et autres actes non solennels, est le consentement des parties ; or, le consentement d'un intéressé peut être porté à la connaissance de l'autre par un *nuntius*, par un messenger complètement étranger à l'affaire, et qui fait l'office d'une lettre. « Ainsi après des pourparlers avec une personne qui avait mis sa maison en vente pour la somme de 100, je me décide à l'acheter et je lui envoie un messenger pour lui faire connaître ma volonté. La vente est aussi parfaite que si j'étais allé moi-même trouver le vendeur, et ce n'est pas violer la règle que nul ne peut devenir créancier ni débiteur *per extraneam personam*. Si on suppose, maintenant, que j'aie dit au *nuntius* de tâcher d'obtenir un prix inférieur à 100, celui de 90 par exemple, tout en l'autorisant à acheter pour 100, si le vendeur ne veut pas accorder des conditions meilleures, le *nuntius* ne sera encore qu'un simple porteur de ma volonté, car il importe peu qu'il n'ait qu'à faire connaître une volonté unique ou qu'il ait à choisir entre deux décisions que j'ai prises. Allons plus loin. Je sais qu'une personne a mis des chevaux en vente, à des prix différents. Moi qui ne me connais pas en chevaux, je charge quelqu'un de m'en choisir un pour un prix que

je détermine. Quand il a fait ce choix il n'est encore qu'un *nuntius* : il a choisi comme tout à l'heure entre différentes résolutions qui toutes émanaient de ma volonté. De son côté, le tiers n'a traité qu'en considération de moi ; il est donc logique que les actions produites ordinairement par le contrat naissent entre nous deux directement. » Dans le système de M. de Savigny, le représentant ne serait donc pas autre chose qu'un *nuntius*. Mais on peut opposer bien des objections à cette théorie. D'abord, beaucoup de textes la contredisent, par exemple : loi 1. C. 4. 27. « *Excepta possessionis causa, per liberam personam, quæ alterius juri non est subdita, nihil acquiri posse indubita si juris est.* »

De même, L. 126 § 2, D. 43.1 ; L. 11, D. 44.7. D'ailleurs, une pareille réforme aurait été développée dans tous les commentateurs, il est peut-être bien téméraire de chercher la preuve d'une semblable révolution dans quatre lignes du Digeste. L'insistance que l'on met à signaler la réforme accomplie en matière d'acquisition de la possession en est une preuve.

D'autre part, le formalisme n'était pas l'unique cause du principe de la non-représentation, et son abolition ne devait pas nécessairement amener la destruction du vieux principe.

Le droit romain, qui repoussait la représentation d'une façon si sévère, l'admettait cependant en cas de testament, alors qu'en pareille matière nous-mêmes ne l'autorisons pas. La substitution pupillaire permettait au père de faire d'avance le testament de son fils. Mais, c'est dans la constitution particulière de la famille romaine que l'on doit chercher l'explication de cette dérogation.

CHAPITRE PREMIER.

La Représentation sous le vieux droit romain.

§ 1^{er}.

*Le principe de la non-représentation et les actes juridiques
sous la Loi des XII Tables.*

Plus nous remontons vers les origines du droit romain et plus le principe de la non-représentation s'affirme. Gaius s'occupant de l'acquisition des droits réels, pose cette règle : « *per liberos homines nulla ex causa nobis adquiri posse* (1) ». Quant aux droits de créance, il peuvent être acquis, « *non solum per nosmetipsos, sed etiam per eas personas quæ in nostrapotestate, manu, mancipiove sunt* (2) ». Donc, *a contrario*, l'acquisition d'une créance est impossible par l'intermédiaire d'une personne qui n'est pas sous notre puissance.

Afin d'échapper aux inconvénients pratiques soulevés par cette règle de la non-représentation, les Romains imaginèrent le mandat. Mais cette innovation n'a nullement un caractère représentatif. C'est le mandat primitif, sans

(1) Gaius. *Commentaire* II, § 95.

(2) Gaius. *Commentaire* III, § 163.

fiction, entièrement de fait. Les actes accomplis par le mandataire ne produisaient leurs effets qu'en lui. Seul, il devenait débiteur ou créancier, seul, il acquérait la propriété. Il fallait pour mettre le mandant en cause, que le mandataire lui transportât les droits acquis par lui, et ce transport n'était garanti que par l'action *mandati directa*. Le mandataire, de son côté, pouvait obliger le mandant à se charger des obligations contractées sur son ordre, à l'aide de l'action *mandati contraria*.

La procédure formulaire, en admettant la représentation en justice, fournit au mandataire un procédé pour transmettre ses actions au mandant. Ce procédé, c'était la *procuratio in rem suam*. Le représentant donnait, à son tour, mandat au représentant, à l'effet de poursuivre le débiteur et le dispensait de rendre compte.

Malheureusement, la législation ne fixait définitivement le droit de poursuivre dans la personne du *procurator*. qu'à partir de la *litis contestatio*. Le mandataire venait-il à mourir avant ce moment, la *procuratio* tombait, car elle s'éteignait par la mort du mandant. Elle devenait même entièrement impossible, si le mandataire décédait sans laisser d'héritier. La conséquence était la même en cas d'insolvabilité de l'un ou de l'autre.

La règle, excluant la représentation, s'appliquait également dans toute sa rigidité en matière de tutelle. Si le tuteur se contentait d'autoriser le pupille à faire un acte quelconque, il n'était pas lié personnellement, et les effets de l'opération se réalisaient entièrement dans la personne du mineur. Que si, au contraire, le tuteur gérait lui-même la fortune du pupille et accomplissait personnellement les

actes nécessaires à cette administration, les effets de ces actes se réalisaient dans la personne du tuteur seul, et, le mineur n'acquerrait les droits actifs et passifs, ainsi obtenus, que lors de la reddition des comptes de tutelle. Il fallait alors, que le tuteur transportât au pupille les créances et les droits réels acquis en son nom. Mais, il pouvait arriver qu'à cette époque le tuteur fût insolvable, et, dans ce cas, le mineur supportait une perte irréparable.

La situation se compliquait d'autant plus que le tuteur, à cette époque, n'avait aucun recours contre le mineur pour ses actes de gestion, c'était un mandataire exposé à l'action *mandati directa* sans avoir à sa disposition l'action *mandati contraria*. Aussi, pour éviter d'être acculés à cette situation périlleuse, les tuteurs romains de cette époque prirent le parti de ne faire personnellement aucun acte de gestion pour le pupille, et se contentèrent de lui donner leur autorisation. Sous la législation des XII Tables, ce principe de la non-représentation, appliqué à la tutelle produisait des effets d'autants plus gênants, que l'addition d'hérédité exigeait absolument l'intervention de l'héritier lui-même, le tuteur ne pouvant pas accepter pour son compte, et que, d'autre part, le pupille *infans* était incapable d'accomplir aucun acte juridique, et, par conséquent, dans l'impossibilité d'accepter ou de répudier lui-même l'hérédité.

Ces inconvénients ne se faisaient pas sentir lorsque l'hérédité recueillie par l'*infans* était celle de son père, il était alors héritier nécessaire. Mais, si la succession venait d'une autre personne, on devait recourir aux expédients : le testateur instituait héritier un esclave de l'*infans*,

et l'addition d'hérédité était faite par cet esclave sur l'ordre du tuteur.

§ 2.

La non-représentation dans les legis actiones.

Nous avons, dans le paragraphe précédent, étudié le principe de la non-représentation tel que l'avait posé la loi des XII Tables, et nous en avons examiné l'application aux actes juridiques ordinaires, sans nous occuper des exceptions qui dès cette époque en adoucissaient les conséquences trop gênantes. Il nous reste, maintenant, à examiner brièvement les effets du même principe dans une autre catégorie d'actes que nous qualifieront de judiciaires, pour les distinguer des précédents, quoique la dénomination d'actes juridiques leur soit également applicable.

En ce qui concerne les procès, la première période, celle de l'empire absolu et sans modifications de la loi des XII Tables, est l'époque des *legis actiones*. A ce moment, de même que pour les autres actes juridiques, la règle excluant la représentation est absolue en matière judiciaire : « *Nemo alieno nomine lege agere potest* », dit Gaius au paragraphe 2 du commentaire IV. Et, ici, le principe est d'autant plus impitoyable, que l'on n'admet pas le mandat comme dans les contrats. Dans la *legis actio*, la partie intéressée doit nécessairement figurer elle-même au procès, il ne serait même pas possible à un mandataire d'obtenir un jugement à son profit, sauf à en retransférer le bénéfice au mandant. Cette exclusion de la représentation en

matière judiciaire, tient au caractère même de la procédure romaine. Chaque procès, à cette époque, tient du pari, forme inspirée par l'influence religieuse, et du combat, procédure primitive commune à toutes les civilisations naissantes. Cette double influence se retrouve dans le jugement de Dieu, du moyen âge. Donc, la *legis actio* est un pari qui a remplacé la lutte d'autrefois. Chaque partie doit affirmer son droit publiquement et dans des formes consacrées. Dans ces conditions, étant donné le faible développement de l'esprit romain à cette époque, on conçoit que la représentation était impossible, et d'ailleurs inutile, étant donné le petit nombre des citoyens, et le peu de besoins créés par la vie agricole. L'intéressé seul, pouvait, dans les termes consacrés, affirmer contradictoirement sa propriété sur tel ou tel bien ; la prononciation de ces paroles sacrées par un autre eût été, en quelque sorte, un sacrilège. Lui seul, pouvait frapper l'esclave qu'il revendiquait de sa lance, car il devait figurer en personne dans le combat judiciaire des temps antérieurs.

Par le fait même que la représentation était absolument exclue de tous les actes judiciaires à l'époque des *legis actiones*, la transmission de la propriété des choses *mancipi*, qui s'acquéraient par l'accomplissement de formalités consacrées, simulant un procès, et accomplies devant le juge, cette transmission, dis-je, n'était possible que par l'intervention des parties elles-mêmes. Nul ne pouvait acquérir ou transmettre par un tiers, fût-ce un mandataire, dans l'*in jure cessio*.

§ 3.

Des premières exceptions au principe de la non-représentation dans les procès.

Cette règle si raide de la non-représentation n'était pas, malgré le faible développement économique et juridique de la Rome primitive, sans entraîner des inconvénients pratiques nombreuses. Aussi, dès l'origine, ce principe nous apparaît adouci par diverses dérogations, amenées, soit simplement par la nécessité, soit par l'application de certaines règles particulières à l'organisation sociale des Romains.

D'abord, la règle « *memo alieno nomine lege agere potest* » a reçu de tous temps certaines exceptions dans un but pratique. On pouvait plaider pour autrui dans 4 cas :

1° *Pro populo*, c'est-à-dire dans un procès intéressant tout le peuple.

2° *Pro libertate*. La loi des XII Tables interdisait aux esclaves le droit de figurer dans les procès. Aussi, le défendeur à la *causa liberalis* devait-il être représenté par un *assertor libertatis*, citoyen libre qui accomplissait à sa place les formalités de la *legis actio*.

3° *Pro tutela*. Malgré les controverses qui se sont élevées sur le cas visé par cette troisième exception, que les Institutes se contentent de citer, il semble certain aujourd'hui, qu'elle consistait dans le droit pour le tuteur

de plaider au nom de son pupille, quand celui-ci était absent ou *infans*.

4° La dernière exception est peu connue. Elle fut l'objet d'une loi *Hostilia* dont la date même est incertaine. Elle permettait à toute personne d'intenter l'action *furti*, au nom d'un citoyen absent pour le service de l'État, qui aurait été victime d'un vol.

Telles étaient les 4 exceptions au principe de la non-représentation en justice qui, dès l'origine, furent admises en droit romain. Examinons maintenant les dérogations que subissait le même principe en matière de contrats et dans les modes d'acquérir les droits réels sous la législation primitive.

§ 4.

Des premières exceptions au principe de la non-représentation dans les actes juridiques.

La constitution de la famille romaine contenait en elle-même le germe d'une exception au principe de la non-représentation. En vertu de cette puissance du père de famille, qui réunissait sur sa tête tous les droits des personnes à lui soumises, les acquisitions de ces individus *in potestate*, étaient considérées comme ayant été faites par le *paterfamilias* lui-même, et rentraient, même à son insu, dans son patrimoine. L'esclave en stipulant pour son maître, rendait celui-ci créancier et lui donnait l'exercice de l'action *ex stipulatu*.

L'esclave soumis à un droit d'usufruit, acquérait, en principe, pour le maître qui en avait la nue propriété. Cependant, les acquisitions *ex operis servi*, c'est-à-dire celles provenant du travail de l'esclave et les acquisitions *ex re fructuarii* (celles qu'il recueille en considération de l'usufruitier), revenaient au maître qui avait la jouissance de l'esclave.

Lorsque l'esclave était indivis entre plusieurs maîtres, ses acquisitions revenaient, sauf exceptions, à chacun de ses propriétaires, proportionnellement à leur droit.

L'esclave acquérait encore pour son maître, lorsqu'il avait été institué héritier par un tiers, à condition que le *de cujus* eût la *factio testamenti* avec le propriétaire, et que celui-ci autorisât son esclave à faire l'adition. Il en était de même, sauf quelques exceptions insignifiantes, des acquisitions ou des stipulations du fils de famille. Leurs effets se réalisaient dans la personne du père qui devenait propriétaire ou créancier par l'intermédiaire de son fils.

Enfin, dernière et grave dérogation au principe de la non-représentation, l'acquisition de la possession put toujours être obtenue à l'aide du *corpus* d'un tiers, même libre, pourvu que l'on conservât l'*animus*. C'est-à-dire, qu'en ordonnant à un homme libre d'appréhender en votre nom tel immeuble, vous usucapiez personnellement, à la condition d'en avoir la volonté.

Telle était la situation à l'époque de la loi des XII Tables. — En principe, non-représentation partout. Mais, déjà, les nécessités pratiques commencent à briser la rigide uniformité de la règle. En ce qui concerne les con-

trats et l'acquisition des droits réels, la puissance paternelle rapporte au maître les effets des actes accomplis par les *alieni juris* à lui soumis. La possession, chose plus grave, peut même être acquise par l'intermédiaire d'un homme libre. Nous verrons, au cours de cette étude, que c'est par cette dernière issue, que la représentation se glissa peu à peu dans les modes d'acquisition romains. En matière judiciaire, les actions *pro populo*, *pro libertate*, *pro tutela*, *furti* dans l'hypothèse de la loi *Hostilia*, sont autant d'exceptions à la règle primitive. Mais ici, la représentation du maître par l'esclave n'existe pas comme dans les modes d'acquérir les droits réels. L'homme libre, seul, peut accomplir la *legis actio*, seul, il peut paraître *in jure*, l'esclave n'en a pas le droit. Et, nous voyons cette conséquence retentir, même sur l'acquisition des choses *mancipi* par l'esclave. Celui-ci ne pourra pas, en effet, recevoir la propriété de ces biens pour son maître, par l'*in jure cessio*, car les solennités qu'exige ce mode de transmission, sont accomplies au prétoire, et la loi en interdit formellement l'entrée aux personnes non libres.

Maintenant, que nous avons établi les caractères et les applications de la règle de la non-représentation dans le droit romain ancien, nous allons examiner les diverses modifications apportées, au cours des siècles, à cet état de choses.

CHAPITRE II.

Règles postérieures qui modifièrent le principe de la non-représentation en matière de transmission de la propriété et en matière de contrats.

Le principe de la non-représentation absolue, étroit et logique, était d'une application naturelle et facile dans une civilisation peu avancée comme la société romaine des premiers siècles. A cette époque, les besoins étaient rares, comme ils le sont toujours chez un peuple jeune, adonné à l'agriculture. La population était peu nombreuse, et l'institution de l'esclavage, transformant chaque maison en atelier de famille, rendait les transactions commerciales peu fréquentes. Mais, le progrès des idées, les débouchés nombreux ouverts par les conquêtes, les besoins de bien-être et de luxe rapportés de pays plus civilisés, et entretenus par les richesses ravies aux quatre coins du monde, eurent bientôt dégoûté les nouveaux Romains des vertus âpres et grossières de leurs ancêtres.

Les financiers commencèrent à se répandre dans les provinces conquises pour les exploiter ; d'autre part, un nombre considérable de citoyens, était par profession obligé de séjourner à l'étranger, soit comme soldats, soit comme fonctionnaires, soit comme commerçants, forcés de sur-

veiller leurs transactions lointaines. Pour tous ces absents, la règle de la non-représentation était particulièrement gênante. Quant à l'acquisition des droits réels et aux contrats, les esclaves, il est vrai, suppléaient leur maître, mais cette garantie était bien insuffisante. Et d'ailleurs, ils ne pouvaient le représenter dans les procès, qu'il avait à intenter ou à soutenir. Des réformes étaient nécessaires, et elles ne se firent pas attendre. Nous nous proposons, dans les paragraphes suivants, de les étudier méthodiquement.

§ 1.

Acquisition de la possession.

C'est ici, qu'en matière d'acquisition des droits réels, se place le premier vestige de représentation. Dès l'origine, il avait été admis que la possession nous pouvait être acquise par un tiers, même libre, pourvu qu'il gardât le *corpus* et que nous eussions l'*animus*. Cette dérogation au droit commun est mentionnée pour la première fois par Nératius (L. 41, *De usurp et usuc.*) jurisconsulte du II^e siècle. Mais, quoique ce texte nous présente cette doctrine comme généralement admise, il résulte des commentaires de Gaius, que la discussion n'était pas encore éteinte de son temps : « *Tantum de possessione quaeritur an per liberam personam nobis adquiritur.* » (Gaius, § 95. c. 2.) Les empereurs Septime Sévère et Caracalla mirent fin au

débat en consacrant cette dérogation par une constitution mentionnée au Digeste et au Code. (L. 11 § 56, *De pign. ach.*, XIII, 7. — L. 1, c., *De acq. vel ret. poss.*, VII, 32.) Justinien dans ses Institutes (L. II, tit. IX, § 55), nous présente ce rescrit comme une innovation ; mais, il suffit de le lire attentivement pour se convaincre qu'il n'a fait que trancher une controverse beaucoup plus théorique que pratique. « *Tam ratione utilitatis quam jurisprudentia receptum est.* » C'est donc sur une raison d'utilité pratique et sur une raison de droit qu'est basée cette dérogation. Cependant, certains manuscrits remplacent le mot *jurisprudentia* par ces deux autres : *juris pridem*, et certains auteurs donnent la préférence à cette dernière leçon, car *ratione juris* forme une opposition beaucoup plus directe à *ratione utilitatis*, que *jurisprudentia*.

La raison de droit invoquée par la constitution, est peut-être, dit M. Accarias, la suivante, qu'indique Paul (L. 1 § 20, *De acq. vel amitt. poss.*) : La possession transmise à un mandataire par un tiers ne peut pas appartenir au premier, puisqu'il n'a pas l'intention de l'acquérir pour son propre compte, elle a également cessé d'appartenir au *tradens*, puisqu'il s'en est dépouillé, il faut donc qu'elle soit acquise au mandant. Nous disions plus haut, que malgré les termes employés par Justinien, on ne doit pas considérer le rescrit de Septime Sévère et Caracalla comme renfermant une innovation. On pourrait objecter la phrase d'Ulpien : « *Constitutum est ab imperatore nostro per liberam personam possessionem adquiri.* »

Mais, ce texte ne va pas à l'encontre de l'opinion soutenue par nous, il signifie que cette constitution a formulé

en texte de loi, un principe déjà admis dans la pratique.

Il y a donc ici représentation complète et juridiquement établie ; mais à quelles conditions était-elle possible ?

1° Il faut que la volonté du tiers représentant soit de rendre le représenté possesseur de la chose qu'il détient. Il doit avoir conscience de son acte, savoir qu'il ne produira pas ses effets en sa propre personne. Aussi, le *furiosus* et l'*infans* seront-ils hors d'état d'acquérir la possession à un tiers.

2° La deuxième condition n'était exigée que dans certains cas. Il fallait que le représenté sût que son représentant détenait la chose, dans le but de lui en acquérir la possession. *Ignoranti possessio non adquiratur*.

3° Il faut qu'un lien juridique rattache le représentant au représenté. Il faut qu'il y ait eu mandat tacite ou expresse, ordonnant au tiers d'appréhender la chose dans l'intérêt du mandant. Le gérant d'affaires pourrait acquérir la possession au géré, mais ce dernier ne l'obtiendrait, définitivement, qu'à partir de sa ratification.

Malgré les controverses que cette question a soulevées, nous pensons qu'il en serait de même du *procurator universorum bonorum*, malgré la généralité de son mandat.

Dans ces cas, on le voit, la représentation est absolue, et, dès cette époque, les Romains se sont formés, de cette fiction juridique, une idée très précise et très fine, basée sur la même conception que notre représentation moderne.

Aussi, la simple présence d'un colon, d'un fermier, d'un dépositaire ou d'un commodataire, d'un détenteur précaire quelconque, en un mot, suffisait-elle pour con-

server la possession au maître. Seuls, certains actes du détenteur pouvaient l'en priver : d'abord, il était possible que le détenteur voulût posséder pour lui-même. Mais, il fallait alors, s'il s'agissait d'un immeuble, que le représenté sût ses intentions. Et, s'il s'agissait d'un meuble, il fallait que les manœuvres du détenteur fussent telles qu'elles constituassent un *furtum*. La possession était également enlevée au représenté, si le détenteur perdait, lui-même, le *corpus*, involontairement, et, probablement, même volontairement, malgré la controverse qui s'est élevée à ce sujet.

Cette solution fut modifiée par Justinien, qui décida que l'abandon volontaire ou involontaire de la chose par le représentant, n'enlèverait plus la possession au représenté.

§ 2.

On le voit donc, de très bonne heure, la règle de la non-représentation ne fut plus vraie en matière de possession. Ce fait a la plus grande importance, car les innovations des préteurs, en matière de propriété bonitaire, firent tomber en désuétude les modes solennels d'acquisition de la propriété, tels que la *mancipatio* et l'*in jure cessio*, qui étaient incompatibles avec la représentation. Il ne restait donc plus, comme modes d'acquérir la propriété, que l'occupation et la tradition. Or tous deux étaient fondés sur la possession. Le préteur considérait, comme propriétaire, celui qui avait reçu la tradition de la possession

d'une chose, avec la volonté de l'acquérir, le *tradens* ayant lui-même celle d'aliéner. L'occupation, également, ne consistait que dans l'appréhension d'une chose sans maître, avec la volonté d'en devenir propriétaire.

Dans ces deux cas, la représentation fut bientôt admise, et, cette conséquence était logique, puisque la règle *nihil per extraneam personam nobis adquiritur*, ne s'appliquait pas en matière de possession, et, que la tradition et l'occupation ne donnaient en réalité qu'une possession privilégiée, du moins, en ce qui concernait les *res Mancipi*. Et, lorsque, sous Justinien, la mancipation et l'*in jure cessio* eurent complètement disparu de la législation, on peut dire qu'en matière d'acquisition des droits réels la règle de la non-représentation n'a plus d'objet. Mais, suivant le procédé romain, qui consistait à maintenir, en théorie, les règles primitives, les Institutes mentionnent encore la formule antique.

Du jour où la propriété bonitaire fut introduite par le préteur, lorsqu'un Romain chargeait un mandataire d'acquérir un bien quelconque par un mode non solennel, les résultats de l'acte accompli par ce dernier se réalisaient directement dans la personne de son mandant. On put également, par la tradition, aliéner la chose d'autrui.

Le mandataire, en vertu de la volonté expresse du mandant, l'esclave, le créancier gagiste ou hypothécaire, en vertu du consentement tacite du propriétaire, purent aliéner la chose d'autrui.

Les biens des mineurs, des fous et des prodiges purent également être vendus par leurs tuteurs et curateurs, en vertu du droit d'administration dont ils sont investis.

Exception à noter : l'aliénation de la chose du *paterfamilias* par le fils ou l'esclave, pouvait être faite, non seulement par la tradition, mais encore, par la *mancipatio* et l'*in jure cessio*, si l'aliénateur était le fils de famille, par la *mancipatio*, seule, si la chose était vendue par un esclave. C'était une dérogation à la règle qui interdisait les modes solennels à ceux qui aliénaient la chose d'autrui. Cette exception au droit commun, dont bénéficiaient les fils de famille et même les esclaves, se déduisait de la conception romaine, qui établissait une sorte de copropriété entre tous les membres de la famille.

Une autre raison explique cette dérogation. Dans un but politique, la famille romaine fut organisée, essentiellement, dans l'intérêt du *pater*, et non comme la famille germanique, dans un but de protection mutuelle. Les fils et les esclaves ne sont que des instruments destinés à consolider et à accroître le pouvoir et la fortune du maître, tel est leur rôle politique et social. Et, c'est parce qu'ils remplissent ce rôle, que l'on valide les actes faits par eux, lorsqu'ils ont pour résultat de rendre meilleure la condition du père.

L'introduction de la représentation dans la transmission des droits réels, eut des résultats considérables en matière de gage. Auparavant, la vente de la chose d'autrui n'étant pas valable vis-à-vis du propriétaire, le débiteur ne pouvait donner une sûreté réelle à son créancier, qu'en lui transférant la propriété d'un bien que celui-ci vendait en cas de non-paiement. Avec la nouvelle législation, au contraire, il suffit que le débiteur remette la chose donnée en gage entre les mains du créancier. Cette remise ne le

dépouille pas de son droit de propriété sur le *pignus*, mais, elle investit le créancier du droit de vendre la chose engagée, s'il n'est pas payé à l'échéance, et, cette aliénation sera justifiée par le consentement tacite du débiteur. Les effets de la vente se produiront, par conséquent, dans la personne de ce dernier, sinon d'une façon absolue, du moins en grande partie, et l'acheteur évincé pourra recourir contre lui, d'abord, grâce à l'action *pigneratitia contraria* que le créancier devait lui céder, et même, à l'aide d'actions utiles que l'on finit par accorder.

§ 3.

Nous avons vu par quel mouvement d'idées logique et lent, la règle de la non-représentation fut écartée, sinon en droit, du moins en fait, de la législation romaine, touchant l'acquisition des droits réels et leur aliénation.

Voyons maintenant ce que devint ce même principe en matière de contrats. Le développement économique de l'Etat romain eut bientôt rendu une réforme nécessaire. La représentation par les personnes *alieni juris* était fort insuffisante. C'est le droit prétorien qui, tout en laissant subsister les principes de l'ancienne législation, en modifia l'application et plia les règles rigides de la loi des XII Tables aux exigences d'une civilisation plus avancée. L'instrument dont se servit le préteur pour atteindre ce but, fut les actions utiles. Grâce à elles, il perfectionna la représentation, déjà établie, du père de famille par ses fils et ses esclaves. D'après les règles de l'ancien droit

civil, ceux-ci pouvaient enrichir le maître, mais non le rendre débiteur. C'était rendre la représentation par les *alieni juris* à peu près impraticable dans les contrats. C'est pour parer à cet inconvénient que le préteur imagina les actions *adjectivæ qualitatis*. Ces actions utiles étaient données au tiers contre le père de famille, dont le fils ou l'esclave s'était engagé. Ces actions étaient, dans l'ordre où Gaius et Justinien nous les présentent (ordre probablement chronologique) : 1^o l'action *quod jussu* ; 2^o l'action exercitoire ; 3^o l'action institoire ; 4^o l'action *de in rem verso* ; 5^o l'action *de peculio* ; 6^o l'action tributoire. Nous allons examiner rapidement les diverses hypothèses auxquelles ces actions s'appliquent.

1^o Action *quod jussu*. Cette voie de recours était accordée au créancier, par le préteur, contre le père de famille, lorsque celui-ci avait donné l'ordre à son fils ou à son esclave de contracter avec le tiers qui la réclame. Observation fort importante, il semble que l'action *quod jussu* était également accordée, lorsque l'ordre avait été donné, non seulement à une personne soumise à la puissance du maître, mais même à une personne libre et *sui juris*, à un mandataire ordinaire. C'est, du moins, ce qui semble résulter de la loi 4 § 1, 45.4 : *Quod voles cum Stichoservo meo negotium gerere periculo meo*.

Si cette déduction est exacte, le mandat, dès l'innovation de l'action *quod jussu*, prend un caractère tout nouveau. Il devient véritablement représentatif, puisque l'acte du mandataire produira ses effets directement dans la personne du mandant, et qu'il pourra être poursuivi, pour exécuter l'obligation promise, en son nom, par un tiers.

L'action donnée en ce cas n'est, il est vrai, qu'une action utile, mais, d'abord, elle a une importance capitale, puisqu'elle est reconnue par tous les magistrats, et, de plus, son existence montre bien le progrès des idées en matière de représentation. Malheureusement, ce texte est loin d'être décisif, car on peut objecter que dans cette hypothèse le *jussus* est donné, non au tiers, mais à l'esclave Stichus. Toute affirmation est donc interdite sur ce point.

2° *L'action exercitoire*. — Les besoins particuliers du commerce maritime furent l'origine de cette seconde action. De tout temps, les capitaines de navire ont dû être pourvus d'un crédit bien assis et assez considérable. Les sinistres, les avaries, la fréquence et le haut prix des réparations nécessaires à leurs bâtiments, et d'autres causes encore, font qu'ils doivent être en état, dans les ports lointains, de trouver les vivres ou les marchandises qui leur manquent, des ouvriers et des matériaux pour se réparer. Pour obtenir ce résultat, le seul moyen consiste à leur donner un crédit suffisant pour inspirer confiance.

A Rome, où les capitaines des navires marchands étaient le plus souvent des esclaves, la règle d'après laquelle un *alieni juris* ne pouvait pas rendre son maître débiteur, compromettait, très fâcheusement, le crédit du *magister navis* en servitude. S'il était libre, le principe qui localisait les effets du contrat dans la seule personne du mandataire, lui enlevait également la plus grande partie de son crédit financier. Voulant faire cesser cette situation, le préteur imagina l'action exercitoire. Elle permettait aux tiers qui avaient traité avec le *magister navis*, esclave

ou libre, et, pourvu que ce dernier eût agi dans les limites de ses pouvoirs, de recourir contre l'armateur (*exercitor*) par l'action même qui était née du contrat conclu avec le conducteur du navire ; seulement, il est probable que l'on modifiait la formule. *L'intentio* était au nom du capitaine. et la *condemnatio* au nom de l'armateur. C'est pourquoi l'on désigne tout ce groupe d'actions, sous la dénomination *d'actiones adjectitiæ qualitatis*.

3° *Action institorie*. — Cette nouvelle voie de recours, est une généralisation de l'action exercitoire. Elle est donnée contre le maître ou le mandant de l'individu, esclave ou libre, qui est à la tête d'une entreprise quelconque, à raison des engagements contractés par ce dernier dans l'exercice de sa profession. *L'institor*, comme le *magister navis*, s'oblige lui-même, en même temps que son mandant, quand il n'est pas esclave.

4° *Action de peculio et de in rem verso*. — Cette action a pour but d'armer le tiers, créancier d'un esclave ou d'un fils de famille, contre le maître ou le père de son débiteur, dans tous les cas où les circonstances sont telles, qu'il ne peut user ni de l'action *quod jussu* ni des actions exercitoires ou institoires. Il faut supposer que l'esclave ne dirigeant ni navire ni commerce quelconque, a contracté avec un tiers sans en avoir reçu l'ordre de son maître. Il était possible que le contrat passé par l'esclave, eût profité à son propriétaire, et le cas le plus fréquent était celui où l'argent emprunté tombait dans le pécule de l'esclave. Il y avait, dans ce cas, bénéfice évident pour le maître, puisque ce pécule faisait partie de son patrimoine. Aussi, le prêteur donna-t-il au créancier de l'esclave l'action *de peculio et de*

in rem verso, qui lui permettait de poursuivre le maître jusqu'à concurrence du profit qu'il avait retiré de l'acte de son serviteur, et, si ce profit est inférieur au montant de la dette, jusqu'à concurrence du pécule de l'esclave.

Le procédé employé ici par le prêteur est fort ingénieux. L'action intentée par le créancier est unique, mais elle est pourvue de deux *condemnationes*. Le juge devra d'abord examiner si l'acte de l'esclave a profité au maître ou si le bénéfice retiré est inférieur au montant de la dette : « *si aliquid consumpsit servus ut aut meliorem rem dominus habuerit, aut non deteriores* ». (L. 3 § 2, 15.3). Lorsque l'on se trouvera dans le second cas seulement, il devra se livrer à l'évaluation du pécule, en y comprenant les créances naturelles que l'esclave pourrait avoir contre son maître ou des tiers, et en retranchant toutes ses dettes envers le *dominus*.

Mais, ici s'élève une objection : De deux choses l'une, dira-t-on, ou bien, le maître n'a pas profité de l'acte, et, dès lors, il y a lieu à l'action *de peculio* ; ou bien, l'acte a enrichi le maître, et, l'esclave se trouvant créancier du montant du profit, le pécule sera augmenté d'autant, et là encore l'action *de peculio* sera suffisante. Quand donc sera-t-il utile d'agir *de in rem verso* ?

Dans bien des cas : Si l'esclave venait à être affranchi, ou s'il mourait, l'action *de peculio* ne pouvait plus être intentée que dans l'année qui suivait le décès ou l'affranchissement ; mais, après ce délai, il restait encore au créancier la ressource de l'action *de in rem verso*, contre le propriétaire de son débiteur. Elle restait également la seule voie de recours possible, lorsque le maître avait retiré, de bonne foi, le pécule à son esclave.

Cette action *de peculio* marque une conquête considérable de l'idée de représentation en droit romain. La demande du créancier ne pouvait porter que sur le pécule actuel de l'esclave ; mais, si, plus tard, des acquisitions nouvelles enrichissaient de nouveau ce même pécule l'action pouvait être encore intentée, dans les mêmes conditions, si la dette n'avait pas été complètement éteinte.

La représentation du maître par ses esclaves devient donc absolue, puisque tout acte accompli par ces derniers retentit immédiatement dans la personne et le patrimoine de leur propriétaire, et que, même en principe, le maître est débiteur de la totalité de la dette contractée par les personnes soumises à sa puissance.

§° *Action tributoire*. — Elle complète le système établi par la création des actions précédentes. Il faut supposer qu'un esclave fait le commerce au su de son maître, mais non sur ses ordres, avec les marchandises composant son pécule. Ces marchandises forment alors le gage de ses créanciers ; et, lorsqu'ils viendront se les partager, c'est le maître qui fera entre eux le partage. L'action tributoire est accordée, par le prêteur, contre le maître au créancier qui prétend que le partage n'a pas été fait proportionnellement.

Une difficulté a été soulevée par une phrase des Institutes de Justinien, qui suit l'énumération des actions *adjectivæ qualitatis*, et, dans laquelle, il déclare que la *condictio* appartient au tiers, qui a traité avec un esclave, contre le maître de son débiteur. Si l'on s'attache au sens apparent de cette phrase, on en conclura que l'existence de cette *condictio*, action civile, rend absolument inutiles les

actions prétoriennes que nous avons étudiées plus haut. Cette opinion s'appuie sur de nombreux textes, entre autres : L. 29, D. 12. *Si institorem servum dominus habuerit, posse dici Julianus ait etiam eicondici posse quasi jussu ejus contrahatur a quo præpositus sit.* Bien des solutions ont été proposées, en vue d'éclaircir ce problème. Pour les uns, ces textes prouvent simplement que la doctrine sanctionnée par les actions *adjectitiæ qualitatis*, finit par passer du droit honoraire dans le droit civil, et, que, sous Justilien, la *condictio* avait remplacé, dans la législation, les action prétoriennes, désormais, sans objet.

Une seconde opinion, défendue par M. de Savigny, prétend expliquer ces textes contradictoires, en soutenant que l'emploi de la *condictio* était restreint au cas où l'esclave était devenu débiteur dans un *mutuum* et sur l'ordre de son maître. La base de cette argumentation est le § 8 des *Institutes* : « *Directo possea patre domino se condici, tanquam si principaliter cum ipso negotium gestum esset.* »

A cette dernière opinion on peut opposer la loi 84, D. 17, 2. « *Quoties jussu alicujus, vel cum filio ejus, vel cum extraneo societas coitur, directo cum illius persona agi posse, cujus persona in contrahenda societate spectata sit.* »

Donc, lorsqu'un homme a ordonné à son fils ou à son mandataire de s'associer avec un tiers, ce dernier a contre le mandant une action directe, et, tout porte à croire, que cette action est la *condictio*. Et, cependant, la société quoique étant un contrat de bonne foi, ne donne pas naissance elle-même à une *condictio*.

Enfin la meilleure preuve réside dans les termes mêmes du § 8, liv. 4, tit. 7 des *Institutes* : « *Illud in summa admo-*

mendi sumus, id quod jussu patris dominive contractum fuerit, quodque in rem ejus versum erit, directo quoque posse a patre dominove condici, tanquam si principaliter cum ipso negotium gestum esset. Ei quoque qui vel exercitoria, vel institoria actione tenetur, directo posse condici placet : quia hujus quoque jussu contractum intelligitur. »

Nous concluons donc en disant que la *condictio* était donnée contre le maître, non seulement, à raison du *mutuum* reçu avec son consentement par son esclave, mais, à raison de toute obligation contractée par ce dernier. Maintenant, doit-on admettre qu'à l'époque où furent écrites les Institutes, l'action prétorienne avait disparu et cédé la place à la *condictio* ?

Nous nous rallions, au contraire, à l'opinion plus récente qui admet la coexistence de l'action civile directe et de l'action prétorienne. A l'époque classique, la *condictio* était donnée dans deux cas :

1° Lorsqu'une personne avait acquis sur une chose un droit de propriété qu'elle ne devait pas conserver. C'est en vertu de ce principe, qu'on donna au tiers la *condictio* contre le maître qui avait profité des contrats de ses esclaves, indépendamment de l'action *de in rem verso* qu'ils possédaient déjà.

2° Lorsqu'une personne avait, dans un contrat, suivi la foi d'une autre. C'est par extension de ce principe, que la *condictio* fut accordée aux tiers munis des actions *exercitoria* et *institoria*, car ils avaient contracté avec l'esclave, en considération du maître.

Cette intervention de la *condictio* en pareille matière s'explique donc par le développement de cette voie de

droit, et par son application à toutes les hypothèses qui rentraient dans les deux principes posés primitivement.

Ce qu'il importe de noter dans l'apparition de cette *condictio*, c'est le progrès considérable qu'elle trahit en matière de représentation. Elle équivalait à une reconnaissance effective de ce principe, puisque la législation civile elle-même le consacre, en fait.

Et, ce n'est pas seulement la représentation du père par ses enfants ou ses esclaves qui est ainsi reconnue, c'est également la représentation par un tiers, homme libre, car les actions *quod jussu*, exercitoires, institoires, et dans certains cas la *condictio*, étaient opposables au mandant à raison des contrats passés par le mandataire.

D'autres faits encore nous montrent l'introduction de la représentation dans la loi et dans les mœurs. D'assez bonne heure il fut admis que le paiement d'une chose non due, fait par un mandataire au nom de son mandant, transférait à ce dernier, sans formalités, le droit d'exercer en son propre nom la *condictio indebiti*. Bien plus, si le paiement avait été fait par un simple gérant d'affaires, la ratification du maître, intervenue après coup, transférait de plein droit à ce dernier la *condictio indebiti*. (L. 18, D. 43, 1.)

Dans le contrat de *mutuum* également, il fut admis de bonne heure que la tradition des choses prêtées, faite à l'emprunteur par un mandataire, donnait instantanément au mandat, le droit d'exercer la *condictio ex mutuo*. Justinien décida même qu'il pourrait exercer l'action hypothécaire, à raison des sûretés réelles remises au mandataire par l'emprunteur. (L. 26, 6, l. 4, t. 27.) Dans ces deux cas,

on le voit, la représentation est manifeste, et l'on peut affirmer que sous Justinien elle existe à l'état latent dans la loi, quoique le principe même ne soit formulé nulle part.

L'une des manifestations de la vie juridique, qui offre le plus d'intérêt et dans laquelle la représentation joue un rôle capital, est la tutelle. Nous avons, dans le précédent chapitre, exposé les tristes résultats du principe de la non-représentation appliqué à la tutelle. Les actes du tuteur produisaient leurs effets actifs et passifs en sa personne. Aussi, devenait-il insolvable avant la reddition des comptes de sa gestion, le pupille était ruiné. Si, d'autre part, c'était l'impubère qui devenait insolvable, le tuteur perdait ses déboursés. Ces résultats étaient d'autant plus injustes que le mandat du tuteur était obligatoire ; il ne choisissait pas plus son mandant que son pupille ne choisissait son mandataire. Pour échapper à ces dangers, beaucoup de tuteurs prenaient le parti de ne pas administrer, au grand dommage des impubères confiés à leurs soins, surtout lorsqu'ils étaient encore dans l'*infantia*.

Déjà, du temps de Papinien et d'Ulpien, des adoucissements avaient été apportés à ces règles incommodes. Il résulte, en effet, des textes de ces deux jurisconsultes, qu'après sa majorité l'ex-impubère était tenu à la garantie vis-à-vis d'un tiers, ayant acheté du tuteur, un bien du pupille, et, menacé d'éviction après la reddition de comptes. Papinien donnait au tiers l'action *ex empto* contre l'ex-pupille, jusqu'à concurrence du profit que ce dernier avait tiré de la vente. Ulpien la lui donnait pour le tout. (L. 4 § 1, 21. 2. — L. 12 § 1, 26. 7.

Papinien lui-même donnait une solution analogue à propos de la curatelle des fous dans la loi 5 pr. 26. 9. Le curateur du fou a été condamné ; postérieurement, la curatelle prend fin par la mort de l'incapable. L'action *judicati* devra alors être donnée, non pas, contre le curateur déchargé de ses fonctions, mais contre l'héritier du fou, à l'aide d'une action utile accordée par le préteur au plaideur victorieux. Et Papinien étend cette solution à la tutelle.

Il faut, d'ailleurs, généraliser ces dispositions. Elles ne sont pas particulières à l'action en garantie et à l'action *judicati*.

Ce ne sont que les applications d'un principe déjà admis universellement à l'époque classique, et d'après lequel les effets des actes des tuteurs et curateurs, fixés en leur propre personne tant que durent leurs fonctions, se réalisent, de plein droit, lorsqu'elles sont terminées, dans la personne de leurs pupilles, à l'aide des actions utiles que le préteur accorde aux tiers contractants contre ces derniers.

Là encore, on le voit, on en est arrivé à la représentation du pupille par ses tuteurs et curateurs. Mais, les effets de cette représentation sont particuliers, en ce sens qu'ils sont comme suspendus tant que dure la minorité ou la folie, et que l'on ne sait s'il y a eu représentation qu'après la reddition de comptes. C'est la règle qui se trouve formulée dans la loi 1, c. 5, 39 : « *Tutores curatoresque, finita officia non esse conveniendos ex administratione pupillorum vel adolescentium, sæpe decretum est.* »

Et même, est-il absolument exact de dire que tant que dure son administration, les actes du tuteur ou du curateur produisent leurs effets intégralement en lui et en lui seul? Autrement dit, ne tient-on aucun compte du pupille durant la tutelle et la curatelle, et, le représentant de l'incapable est-il obligé de payer entièrement ce qu'il a promis, lors même que la fortune de son pupille est insuffisante? La loi 43 § 1, 26. 7 répond à cette question. L'hypothèse qu'elle examine est la suivante : Le curateur d'une femme mineure de 25 ans a promis une dot au mari de cette dernière ; mais il se trouve que, par suite d'événement imprévu, la fortune de la femme est insuffisante à payer la dot. Le curateur devra-t-il la compléter sur ses propres biens? La loi fait une distinction : Si le curateur en promettant cette dot a entendu se porter fort et s'engager personnellement envers le mari, il est évidemment tenu de compléter la dot promise en cas d'insuffisance du patrimoine de sa pupille. Que si, au contraire, en promettant la dot, il n'a entendu accomplir qu'une gestion d'affaires, le mari sera toujours en droit de le poursuivre, pour l'obliger à livrer la dot entière, mais lui-même pourra, grâce à l'action *negotiorum gestorum*, obliger la femme à lui rembourser ses avances ou à lui procurer une acceptilation. Enfin, en cas d'impossibilité absolue de la part de la femme de le désintéresser, il a une exception lui permettant de repousser la demande du mari pour tout ce qui excède la valeur des biens de la femme.

Cette loi, il est vrai, ne vise qu'un cas particulier, mais il est généralement admis que sa décision doit être géné-

ralisée et appliquée à toutes les promesses faites par les tuteurs et curateurs, comme administrateurs des biens de leurs pupilles. La représentation semble donc avoir existé en fait, en droit romain, d'une façon à peu près absolue dans la tutelle et la curatelle.

Enfin, nous savons que dans le droit des XII Tables, lorsqu'une hérédité autre que celle de son père était dévolue à un pupille *infans*, l'adition ne pouvant être faite que par l'institué et dans l'espèce, celui-ci étant dans l'impossibilité d'y pourvoir, on en était réduit à recourir aux expédients pour éviter ces inconvénients. Le préteur apporta un premier adoucissement à cet état de choses en décidant que le tuteur pourrait demander pour son pupille *infans* la *bonorum possessio*. Restait, il est vrai, le cas où l'impubère n'avait pas droit à cette *bonorum possessio*. D'autre part, on décida que l'*infans* pourrait faire l'adition dès qu'il pourrait parler. (L. 11, 26. 8.)

Endernier lieu une Constitution des empereurs Théodose et Valentinien (L. 48 § 2, c. 6.30. donna définitivement aux tuteurs le droit de faire l'adition pour leurs pupilles, consacrant en cette matière la représentation complète des incapables par leurs tuteurs.

§ 4.

Nous avons vu dans les paragraphes précédents les réformes apportées au principe de la non-représentation lorsque celui qui agissait pour le compte d'autrui était un *magister navis* ou un *institor*. Mais ce sont là des hypothèses spéciales. Ce qu'il importe surtout d'étudier, ce

sont les modifications qu'a subies le mandat lui-même, le mandat ordinaire, confié à un individu quelconque, en vue d'une affaire quelconque. Nous avons fait remarquer, en étudiant les actions exercitoires et institoires, que ces voies de recours étaient accordées au tiers contractant contre l'*exercitor* ou le préposant, alors même que le *magisternavis* ou l'*institor* étaient des hommes libres, étrangers à la famille. La poursuite intentée contre le maître, ne libérait pas d'ailleurs son préposé qui restait tenu personnellement, en vertu du contrat qu'il avait passé.

Cette règle, d'abord restreinte à ces deux hypothèses, ne tarda pas à se généraliser, et fut étendue à toutes les formes de mandat, l'on créa, dans ce but, une action *institoria utilis* ou quasi institoire. Cette action était donnée à tout tiers ayant contracté avec un mandataire, en considération du mandant. L'existence de cette action quasi institoire ne libéra pas, d'ailleurs, le mandataire de l'obligation personnelle qu'il contractait en s'engageant sur l'ordre de son mandant, il demeurait débiteur personnel même après la cessation du mandat.

D'autre part, si le tiers contractant avait une action directe contre le mandant, celui-ci était désarmé vis-à-vis de lui. Les actions acquises contre ce tiers par le mandataire, restaient à ce dernier jusqu'à ce qu'il en eût fait le transport au mandant; si, d'ici là, il décédait sans héritiers, la cession n'était plus possible et le mandant était définitivement dépouillé de toute voie de recours contre le tiers. Il en était de même, lorsque le mandataire devenait insolvable, car ses créances appartenaient au *bonorum emptor*.

Plusieurs textes nous montrent les réactions, dont ces règles incommodes furent l'objet. La loi 1 § 18, 14.1, nous dit que les présidents de province ou le préfet de la ville accordaient, dans certains cas particuliers, les actions du *magister navis* à l'*exercitor*.

Les lois 1 et 2, 14.3, nous disent qu'en cas de nécessité absolue, lorsqu'il s'agissait d'éviter des résultats iniques, on accordait au préposant les actions acquises par son *institor* libre.

Enfin L. 5, 46.5. « *In omnibus prioris stipulationibus hoc servandum est, ut si procurator meus stipuletur, mihi causa cognita ex ea stipulatione actio competat.* »

Ce ne sont là que des cas particuliers, des voies de recours accordées *extra ordinem*. On a cependant, prétendu y voir des applications d'un principe général, applicable à tous les mandats, et, investissant le mandant du droit d'exercer, sans cession, toutes les actions du mandataire. Cette opinion s'appuie sur plusieurs textes dont le plus affirmatif est la loi 68, 3. 3 ainsi conçue : « *Quod procurator ex re domini, mandato non refragante, stipulatur, invito procuratore dominus petere potest.* »

Mais, la solidité de ce texte est très douteuse, car dans les Basiliques, il est rédigé d'une façon toute différente : *invito procuratore dominus petere non potest*. Ce qui lui fait dire le contraire de ce qu'on prétend y voir, et fournit un argument de plus aux adversaires de cette opinion.

Nous pensons donc, que l'on n'accordait au mandant, l'exercice des actions du mandataire, que dans les cas cités plus haut, c'est-à-dire comme le dit le texte, *si aliter rem suam servare non potest*.

§ 5.

Nous avons étudié les progrès accomplis par l'idée de la représentation, dans les modes de translation de la propriété et dans les contrats. Il ne nous reste plus pour en avoir terminé avec cette partie de notre sujet, qu'à jeter un rapide coup d'œil sur les résultats obtenus sous Justinien, à observer ce qui reste du vieux principe de la non-représentation à cette dernière étape de la civilisation romaine.

Quant à la représentation du père de famille par les personnes soumises à sa puissance, nous constatons qu'elle a plutôt perdu du terrain. Le relâchement des liens de famille, si puissants jadis, en est la cause. Dans le dernier état du droit, le père ne synthétise plus dans sa personne tous les droits de la famille, le fils a des biens propres. Il dispose à son gré de son pécule *castrens* et *quasi castrens* (L. 2, *De senat. Mac.* XIV, 6), il garde la nue propriété du pécule adventice, qui, sous Justinien, comprend tous les biens qui ne lui viennent pas de son père (L. 6 pr. et § 1, C., *De bon. quæ lib. in pot.*). L'ancienne règle de la représentation ne s'appliquera donc plus qu'aux créances que le fils acquerra *ex substantia patris*. Quant aux créances rentrant dans les biens adventices, le père seul pourra les exiger, puisqu'il est usufruitier, mais il lui faudra pour cela obtenir le consentement de son fils.

La représentation du père par les fils de famille est donc restreinte dans le dernier état du droit, mais en ma-

tière d'acquisition de la propriété, en matière de contrats, les conquêtes antérieures ont été maintenues et les vestiges de l'ancienne règle de la loi des XII Tables sont devenus de plus en plus rares.

CHAPITRE III.

Des modifications apportées au principe de la non-représentation dans les actes judiciaires.

Nous avons, dans le premier chapitre de cette étude, examiné la portée de la règle qui, sous le règne des *legis actiones*, interdisait absolument la représentation en matière judiciaire, sauf dans quatre cas que nous avons énumérés.

L'apparition du système formulaire fit admettre, en fait, le principe opposé : *Usus autem procuratoris perquam necessarius est, ut qui rebus suis ipsi superesse vel nolunt vel non possunt, per alios possunt vel agere vel conveniri.* (Ulpien I, 1 § 2, *De proc. et defens.*, liv. 3, tit. 3.) Législativement, d'ailleurs, l'ancienne règle n'a pas été abolie, mais les applications en sont devenues si rares, que l'on peut considérer son existence comme purement nominale. C'est le préteur qui a accompli cette transformation. Sans supprimer les règles fondamentales posées par la loi des XII Tables, il a, usant des pouvoirs que lui donnaient ses fonctions, autorisé dans son édit ceux qui seraient appelés en justice à s'y faire représenter par des étrangers.

Le préteur avait, d'ailleurs, dans la procédure formu-

laire, un instrument merveilleux pour opérer cette révolution. Les formalités solennelles et religieuses des *legis actiones* ont disparu. Le magistrat indique au juge dans sa formule le point de droit qu'il devra éclaircir, celui-ci obéit aux ordres qui lui sont donnés, et peu lui importe la personnalité de ceux qui viennent soutenir leurs conclusions devant lui ou combattre celles de leur adversaire. Le magistrat, seul, y pourvoit. Et, dans le but de ne pas contrecarrer trop ostensiblement les règles du droit civil, il se contente, en cas de représentation, de modifier la composition de la formule. Dans l'*intentio*, il laissait figurer le nom du représenté, mais, dans la *condemnatio*, il écrivait à la place du nom de ce dernier, celui du représentant.

La représentation s'exerce, en justice, par l'intermédiaire des mêmes personnes qu'en matière de contrats. On plaide pour autrui, soit comme tuteur ou curateur, soit comme mandataire ou gérant d'affaires.

Nous n'insisterons pas sur les modes de constitution des tuteurs et curateurs. Nous appuierons, au contraire, sur le rôle des *cognitores* et des *procuratores*.

§ 1^{er}.

Le *cognitor* est le plus ancien des représentants judiciaires de l'époque formulaire. Sa constitution exigeait des formalités et des conditions rigoureuses qui sont comme un reflet des antiques *legis actiones*. Cicéron nous apprend qu'à l'origine, la constitution d'un *cognitor* ne fut autorisée, que lorsque le plaideur représenté était

agé de plus de soixante ans, et de plus, malade. Plus tard cette règle fut adoucie et l'une de ces deux conditions seule devint suffisante pour justifier l'intervention d'un *cognitor*. La constitution de ce représentant devait être précédée d'une signification faite à l'adversaire lui indiquant le *cognitor* choisi. L'adversaire pouvait alors devant le magistrat expliquer les raisons qui le portaient à demander la récusation de ce représentant, et le magistrat était libre d'exiger un autre *cognitor*, ou d'obliger la partie contraire à recevoir celui qui avait été choisi. Ces préliminaires terminés, les deux parties devant le magistrat échangeaient les *verba certa* suivants : « *Quod ego a te fundum Cornelianum, peto, disais le demandeur, in eam rem Lucium Titium tibi cognitorem do.* »

Il n'était d'ailleurs pas absolument nécessaire que les paroles prononcées fussent littéralement conformes à la formule, et les changements apportés n'entraînaient pas nullité, pourvu que le sens fût maintenu, ainsi que le prouve ce texte d'Ulpien, frag. Vatic., § 318 : « *Non tamen sic putat certis verbis cognitorem dari debere, ut si quod fuisset adjectum vel detractum non valeat datio ut in legis actionibus.* »

Le *cognitor* est nommé *in jure*, et sa nomination est nécessairement pure et simple, elle ne souffre aucune condition.

Cette institution était manifestement insuffisante puisque l'absent lui-même ne pouvait pas en user, aussi peu à peu un nouveau représentant s'introduisit et prit sa place à côté du *cognitor*. Ce nouveau venu reçut le nom de *procurator ad litem*. Il existait déjà au temps de Cicéron, qui en

parle sans le nommer, *Pro Roscio Comædo*, ch. 18. La volonté seule du *dominus* suffisait pour le constituer, aucune parole solennelle n'était exigée. Il fut même admis bientôt que la preuve d'un mandat reçu par le tiers qui se présentait dans un procès pour défendre un plaideur absent n'était pas nécessaire. La seule garantie qu'on exigeait de lui en pareil cas, était qu'il fournît la caution *ratam rem dominum habiturum*, comme nous le dit Gaius, *C. 4* § 84, et il ajoute : « *Igitur etsi non habeat mandatum agere tamen posse, quia sæpe mandatum initio litis in obscuro est et postea apud judicem ostenditur.* » Dans ces conditions, le *procurator* fait absolument le procès sien, et c'est lui qui devra supporter la condamnation dans le cas où le *dominus* refuserait de ratifier.

Sous l'influence de Papinien, le rôle du *procurator* se développa encore ; une opinion se forma, tendant à l'assimiler au *cognitor*. Aussi distinguait-on plusieurs classes de *procuratores* : 1^o Le *procurator præsentis* ou *apud acta* constitué par une déclaration solennelle devant le magistrat ou par une simple signification faite à l'adversaire. Cette sorte de *procurator* était assimilée au *cognitor*. 2^o Les *procuratores absentis*, qui n'ont pas reçu de mandat ou ne peuvent pas prouver qu'ils en ont reçu ; ce ne sont à la vérité que des gérants d'affaires. On leur accordait généralement le droit d'intervenir dans les procès de l'absent comme défendeurs, mais la controverse était vive sur la question de savoir s'ils pouvaient être admis comme demandeurs. On redoutait l'esprit de chicane, et cependant la caution *de rato* qu'on exigeait d'eux devait présenter une garantie suffisante contre cet excès. Papinien

permettait au *procurator absentis* (frag. Vat., § 330), et, son opinion fut sanctionnée par une constitution d'Antonin, (Const. 5, *de proc.*, l. 2, t. 13) d'agir au nom d'autrui, comme demandeur, à la condition qu'il s'obligeât à défendre l'absent dans tous les procès qui pourraient être intentés contre lui avant son retour : « *Si procurator absentis aliquem actionem, absentis nomine inferre velit, cogendum eum adversus omnes absentem defendere.* » (Frag. Vat., § 330.)

En vue de garantir celui qui soutiendra lui-même son procès contre un *procurator*, des dangers qu'il pourrait courir, les prêteurs imaginèrent de n'accorder aux représentants le droit d'agir pour autrui que s'ils fournissaient certaines sûretés. Le défendeur exigeait du représentant demandeur, la *cautio rem ratam habiturum* (L. 22 § 7, Dig., *Ratam rem hab.*, XLVI, 8), le demandeur exigeait du représentant défendeur la *cautio judicatum solvi* (L. 6., Dig., *Jud. solv.*, XLVI, 7). Chacune de ces stipulations comprenait la *clausula doli*, c'est-à-dire la promesse expresse de se rendre responsable de son dol. La *satis datio de rato* n'était pas exigée, lorsque le représenté était intervenu dans la *procuratio*, fût-ce simplement en signifiant par lettre à son adversaire, sa volonté de se faire représenter. Dans ce cas, en effet, cette notification préparait la libération du défendeur vis-à-vis du représenté, et cette libération s'effectuait d'elle-même par la *litis contestatio*.

Le *procurator absentis*, au contraire, devait fournir la *satis datio de rato*, parce que le représenté n'étant pas intervenu à sa constitution, la *litis contestatio* restait pour

lui, *res inter alios acta*, son droit demeurerait intact et il gardait la faculté de recommencer le procès.

La *stipulatio de rato*, oblige le *procurator* à indemniser son adversaire, du préjudice que lui causerait la réitération du procès. Et cette indemnité est due lorsque le second procès en est arrivé à la *litis contestatio*.

La loi 3 (pr. et § 1, *Ratam rem hab.*, XLVI, 8) suppose que le *procurator* d'un mineur de 25 ans a fourni la *satisfactio de rato*, puis ce mineur fait rescinder le jugement par *restitutio in integrum*, et renouvelle le procès, l'indemnité *de rato* sera-t-elle due? Non, répond Papinien, à moins que le cas n'ait été prévu par une clause spéciale, car le mineur eût-il plaidé lui-même, la *restitutio* lui serait encore ouverte; il ne fait donc qu'user du droit commun. Le *procurator absentis* n'est affranchi de l'obligation résultant de la *cautio de rato* que par la ratification du *dominus litis*.

La seconde sûreté qui peut être exigée du *procurator* est la *cautio judicatum solvi*, qui est imposée lorsqu'il est défendeur en vue d'assurer l'exécution de la condamnation. Dérogation bien naturelle au droit commun qui lorsqu'il n'y avait pas représentation, n'imposait au défendeur la *cautio judicatum solvi* que dans les actions *in rem*. Mais, lorsqu'il y a représentation, est-ce le *dominus litis* ou le représentant qui devra fournir la *cautio judicatum solvi*? Ce sera celui des deux contre lequel sera donnée l'action *judicati*. Et cette action est donnée contre le *dominus litis* lui-même s'il a plaidé *per cognitorem* ou *per procuratorem præsentis*, contre le représentant au cas où il est simple *procurator absentis*.

C'est donc à celui contre lequel sera délivrée l'action *judicati* que l'on devra demander la *cautio judicatum solvi*. (Gaius, IV, § 101.)

Cette institution des *procuratores*, plus commode et plus nouvelle que celle des *cognitores*, fit disparaître peu à peu l'usage de ces derniers qui sous Justinien furent définitivement supprimés.

A cette époque, les seuls représentants admis sont : le *procurator* et le *negotiorum gestor*. Le représentant devait réunir certaines conditions de capacité. Les hommes seuls pouvaient être *cognitores* ou *procuratores*. Les *milites* ne le pouvaient pas, et, durant toute l'époque classique, les fonctions de représentant en justice furent interdites aux infâmes.

§ 2

Une différence considérable existait à l'origine entre le *cognitor* et le *procurator*. Le premier avait reçu un mandat par paroles solennelles devant le magistrat et contradictoirement avec la partie adverse, aussi était-il par le fait même de ce mandat solennel identifié complètement avec celui qui l'avait constitué. La *condemnatio*, il est vrai, était au nom du *cognitor* seul et la *litis contestatio* fixait définitivement le droit à déduire, en sa personne : *Cognitor lite contestata dominus litis efficitur*. Dès lors, contre lui seul la condamnation était rendue, il devenait en principe irrévocable, à moins d'une *translatio judicii* opérée par le *dominus*. Son droit passait à ses héritiers s'il décé-

dait et la mort de son mandant ne le lui enlevait pas. On n'exigeait de lui aucune caution. Enfin, le droit une fois déduit en justice était définitivement éteint, et le *dominus litis* ne pouvait plus, quelle que fût l'issue du procès, recommencer l'action.

Lorsque, au contraire, le représentant était un *procurator*, la *litis contestatio* n'éteignait pas le droit du *dominus* qui pouvait plus tard, intenter de nouveau l'action; aussi exigeait-on du représentant la caution *ratam rem dominum habiturum* et l'action *judicati* était donnée non plus contre le *dominus*, mais contre le *procurator* lui-même.

Plus tard, le *procurator presentis* fut assimilé au *cognitor*, aussi la condamnation rendue pour ou contre lui enlevait au *dominus litis* le droit de recommencer le procès, l'action *judicati* pouvait être exercée directement pour ce dernier ou contre lui, le *procurator* dont le mandat était certain fut dispensé de fournir la caution *de rato*. Cette obligation fut au contraire toujours imposée au *procurator absentis*.

Dans le dernier état du droit, on assimilait au *procurator presentis* tous les représentants dont le mandat était certain, soit que le mandant eût fait la constitution devant le magistrat et l'eût signifiée à la partie contraire, soit qu'il eût simplement annoncé son intention à son adversaire par lettre. « *Si non mandatum actis insinuatum est, vel praesens dominus litis in judicio procuratoris sui personam confirmaverit.* » (*Inst.*, liv. 4, t. 44, § 3.

Au début de l'époque classique le tuteur et le curateur étaient assimilés au *procurator* et devaient fournir la caution *de rato*. Plus tard le préteur les dispensa de cette charge, comme nous l'apprend Gaius (c. IV, § 99):

« *Tutores et curatores eo modo quo et procuratores satisfacere debere verba edicti faciunt, sed aliquando illis satisfactio remittitur.* » Et Ulpien (L. 23, D. *de adm. et peric.*, liv. 26, t. 7). La caution n'était plus exigée que dans les cas où il y avait incertitude sur le point de savoir si le tuteur avait l'administration.

A l'origine également l'action *judicati* était exercée par le tuteur seul ou contre lui ; mais sur ce point comme sur les autres, l'évolution suivit son cours et l'exercice de cette action passa directement au pupille seul, contre lequel on put également l'intenter.

« *Non videntur tutores se liti obtulisse, ideoque debet denegari in eos judicati actio.* » (L. 4 § 1, *de re judicata*.) Et la loi 2, pr., 26-7 ajoute que l'action *judicati* sera donnée au pupille et contre lui *maxime si tutor se liti non obtulit*. Le sens le plus probable de ce texte est le suivant : Lorsque le pupille est dans l'impossibilité de plaider, par suite d'absence ou *d'infantia*, c'est un devoir pour le tuteur de défendre en personne ses intérêts devant la justice. Aussi, pour l'y encourager, rejette-t-on les effets actifs et passifs du jugement sur le mineur. Que si, au contraire, le tuteur s'est chargé de défendre les intérêts de son pupille dans le procès, quoique ce dernier fût présent, sorti de *l'infantia*, et par conséquent capable de plaider lui-même avec l'autorisation de son tuteur, ces mots : *maxime si tutor se liti non obtulit*, semblent bien prouver que la règle qui donne au pupille l'action *judicati* et l'oblige à y répondre, ne s'applique pas toujours, soit que ce point de droit fût controversé, soit qu'on laissât aux magistrats le soin d'appliquer l'une ou l'autre solution suivant les cas.

De tout temps, on refusa au simple *negotiorum gestor* le droit de se porter demandeur dans un procès pour le compte d'autrui. Cependant, si une instance était engagée par un mandataire de cette espèce, elle n'était pas nulle de plein droit. Et ce n'est que si le *dominus* refusait sa ratification que ce résultat se produisait. Comme en droit romain la ratification valait mandat, l'acceptation, par le *dominus*, des résultats du procès engagé sans son ordre, lui donnait l'exercice de l'action *judicati* et l'y exposait.

On le voit donc, dans les procès, le droit romain en est arrivé à une représentation véritable, malgré l'énergique objurgation de la règle primitive : *Nemo alieno nomine lege agere potest*.

Et cette dérogation à l'antique loi était fort naturelle, puisque la disparition des actions de la loi enlevait tout fondement à cette prohibition.

CHAPITRE III.

Conclusion.

Nous avons, au cours de cette étude, examiné séparément les progrès accomplis par l'idée de représentation dans les transmissions de propriété et les contrats d'une part, dans les actes judiciaires d'autre part. Il nous reste maintenant, à condenser nos observations, à en tirer la conclusion, et à saisir les rapports secrets de cette double évolution.

§ 1^{er}.

En nous reportant à la loi des XII Tables, nous nous heurtons à l'unité absolue dans la législation. Pas de représentation, telle est la règle, et on la retrouve appliquée à tous les actes de la vie juridique. S'agit-il d'acquérir un droit réel? « *Nihil per extraneam personam nobis adquiritur* », répond la loi. Un plaideur veut-il charger un tiers de défendre ses intérêts? « *Nemo alieno nomine lege agere potest.* » Quant aux contrats, la règle est aussi formelle, ils ne produisent leurs effets que dans la personne du contractant. On ne fait même pas d'exception en faveur du tuteur qui agit pour son pupille. Le mandat, cependant, existe dès cette époque, mais c'est le mandataire seul qui peut agir, et c'est en lui seulement que se

produiront les effets actifs ou passifs de l'acte, sauf à lui à retransférer à son mandant le bénéfice ou la charge de ce qu'il a obtenu ; c'est le mandat sans représentation.

Mais, dira-t-on, dès cette époque nous voyons une forme de la représentation établie et florissante en droit romain, celle du père de famille par les personnes soumises à sa puissance.

D'abord, on doit remarquer que cette forme était fort incomplète, puisque l'esclave et le fils ne représentaient le père de famille que dans les actes qui augmentaient son patrimoine, de sorte que l'obligation contractée par un *alieni juris* ne se réfléchissait jamais dans la personne du *paterfamilias*.

D'autre part, cette représentation était une conséquence, pour ainsi dire, fortuite de l'organisation sociale de la Rome primitive, organisation basée sur une confédération de familles, dans chacune desquelles, pour les rendre plus compactes, les droits de tous les membres étaient condensés dans la personne du *paterfamilias*.

Je reconnais, d'ailleurs, que cette antique institution joua un rôle considérable dans le droit romain. C'est par elle que l'idée de la représentation par les tiers s'implanta dans la jurisprudence; et, les actions *quod jussu*, institoire, exercitoire, qui ont sanctionné la représentation en matière de contrats, furent d'abord destinées à régler les rapports du père de famille avec les tiers qui s'étaient engagés envers ses esclaves ou ses fils.

La grande raison du développement du principe de la représentation à Rome est, il est superflu de le dire, dans les progrès de la civilisation, dans l'accroissement du terri-

toire, dans les débouchés lointains ouverts au commerce, dans la conquête enfin, qui mit entre les mains des puissantes familles de Rome d'immenses domaines éparpillés aux quatre coins du monde. De là, sont nées l'action exercitoire, facilitant, aux capitaines de navires, le commerce et le ravitaillement au cours de leurs longs voyages, l'action institoire, permettant aux grands propriétaires de placer à la tête de leurs exploitations lointaines des gérants capables de faire les actes nécessaires à leur administration. De là, également, l'apparition des *procuratores ad litem*, à l'aide desquels les soldats, les fonctionnaires, les hommes d'affaires pouvaient aller surveiller, administrer, exploiter les provinces soumises, sans laisser leurs patrimoines sans défense, exposés aux convoitises des chicaneurs, que les auteurs nous disent si fréquents à Rome.

C'est dans ce développement économique, politique et intellectuel que se trouve la véritable cause des progrès de l'idée de représentation en droit romain, dans les contrats, dans les modes de transmission des droits réels, de même que dans les procès.

Si, maintenant, on examine quels ont été les instruments de cette évolution nécessaire, on constate facilement qu'elles dérivent du triomphe du droit prétorien. N'est-ce pas le prêteur, en effet, qui, par la création de la propriété bonitaire, par la valeur qu'il donna au fait de la possession, rendit possible la représentation dans les modes d'acquérir les droits réels, règle prétorienne qui devint universelle après la disparition de la mancipation et de l'*in jure cessio*? Quelles disparitions législatives modifièrent l'ancienne forme du mandat et y intro-

duisirent la représentation, sinon les actions utiles : *quod jussu, exercitoria, institoria, de peculio et de in rem verso*, créées par le prêteur ?

N'est-ce pas, enfin, l'apparition du système formulaire, fruit du droit prétorien, qui enleva tout fondement à la vieille règle : *Nemo alieno nomine lege agere potest*, et ouvrit aux *cognitores* et aux *procuratores* de toutes sortes la porte du prétoire ?

La double évolution, qui introduisit la représentation dans les actes juridiques non litigieux et dans les actes judiciaires, est donc bien le résultat de la poussée incessante des besoins créés par la civilisation, besoins auxquels le droit prétorien essentiellement souple et progressif se chargea de répondre.

§ 2.

Une autre observation très importante doit être mise en lumière. Les Romains, peuple éminemment formaliste et pratique, n'ont jamais abrogé, et c'est là un fait très intéressant, la loi des XII Tables. De même que de nos jours le peuple anglais, la plus formaliste et la plus pratique des nations modernes, a conservé le moule rigide et quelque peu suranné de ses antiques coutumes, se contentant, à l'aide de *bills* votés de temps à autre, de modifier et d'adoucir l'application de ces règles théoriquement immuables, de même les Romains, tout en maintenant leur droit primitif sans altération dans le domaine de la théorie, surent, à mesure que les besoins qu'engendre la civilisation se

faisaient sentir, plier la pratique juridique aux nécessités nouvelles. Et, c'est de ce formalisme que vint le développement si logique, si naturel du droit romain. Il n'y eut pas de ces tentatives de législation en masse, faites trop vite, au milieu des révolutions, que les temps modernes nous ont si souvent montrées. Le droit romain marcha dans son développement du même pas que la civilisation romaine, il ne la dépassa jamais, ne se laissa jamais distancer, et fut toujours à son niveau, en mesure de répondre à ses besoins.

§ 3.

Comment apprécierons-nous maintenant la théorie de M. de Savigny, exposée au début de cet essai, théorie qui tend, l'on s'en souvient, à donner comme origine au principe de la non-représentation le formalisme des Romains ? Ce système s'appuie sur des bases sérieuses : presque tous les actes de la vie juridique exigent, dans la Rome primitive, l'accomplissement de cérémonies rigoureusement réglées.

L'acquéreur d'une *res Mancipi* ne devenait propriétaire, qu'après l'affirmation publique de son droit, faite par lui-même, en des paroles consacrées : *Hunc ego hominem ex jure Quiritium meum esse aio*. Cette déclaration dans la bouche d'un autre que l'acquéreur lui-même eût perdu toute sa force, car elle n'eût pas été vraie. Même solennité, même déclaration dans l'*in jure cessio*.

En matière d'obligations, le *nexum* d'abord, et plus tard

la stipulation, étaient entourés de solennités incompatibles avec la représentation.

Enfin, en matière judiciaire, la procédure des *legis actiones*, nous avons eu déjà l'occasion de le constater, ne reposait que sur l'accomplissement de solennités rigoureuses, consacrées par la religion, et dont la violation par un magistrat eût été un sacrilège. Or, la plus criante des violations eût été de permettre à un autre qu'au revendicant, par exemple, d'affirmer son droit sur la chose en litige.

Cette théorie de M. de Savigny s'appuie sur un autre argument. Cet illustre jurisconsulte fait observer qu'à la fin du droit classique, lorsque la représentation est admise, en fait, dans presque toutes les manifestations de la vie juridique, le dernier refuge du vieux principe est précisément dans les deux seuls actes solennels qui aient échappé au pouvoir progressiste et simplificateur du préteur. Après la suppression, par Justinien, de la *mancipatio* et de l'*in jure cessio*, ces débris de l'ancienne législation, la règle de la non-représentation n'a plus d'application en droit romain. Donc, le système de M. de Savigny serait le bon, puisque la règle de la non-représentation, née du formalisme, disparaît avec lui.

Nous ne le croyons pas. Le formalisme était, il est vrai, un obstacle en quelque sorte matériel à l'introduction de la représentation dans les actes juridiques primitifs. Mais ce n'est pas cet obstacle qui détourna les Romains de l'idée d'introduire la représentation dans leur droit. La vérité est qu'à l'époque de la loi des XII Tables, ils n'avaient pas plus l'idée de cette fiction juridique qu'ils n'en avaient besoin.

Et cela est si vrai, que lorsque apparut la vente, contrat consensuel parfait par simple accord de volontés, le principe de la non-représentation lui fut appliqué intégralement, quoique aucune solennité, aucun formalisme, ne fût exigé dans cette convention.

M. de Savigny se trompe donc lorsqu'il donne comme origine et comme cause au principe excluant la représentation, le formalisme des Romains. Il faut observer les choses d'une façon plus générale, envisager une époque et non une institution.

Pour admettre que les actes d'un homme produisent leurs effets dans un autre, il faut, je l'ai dit plus haut, un développement intellectuel relativement élevé chez un peuple, il faut aussi que la civilisation soit suffisamment développée pour qu'il sente le besoin de créer cette fiction. Il est également naturel aux hommes primitifs d'envelopper tous les actes importants de leur existence de cérémonies, de solennités, de formules sacrées dont l'origine est la religion, dont la cause est la nécessité, car pour une nation grossière, ne sachant généralement pas écrire, c'est le seul moyen de fixer les droits de chacun assez publiquement pour qu'ils puissent être prouvés facilement plus tard. Il faut donc en revenir à ce que nous disions au § 4^{er} de ce chapitre, c'est la nécessité, les besoins créés par la civilisation qui ont introduit la représentation dans le droit romain, comme ils en ont fait disparaître le formalisme.

Si les nouvelles idées trouvèrent leur première application dans les actes judiciaires, c'est d'abord que la procédure formulaire permet au préteur d'introduire la repré-

sensation dans les procès sans abroger l'ancienne législation, chose très importante pour les Romains qui s'ingénierent pendant toute leur histoire à tourner l'esprit de la loi des XII Tables, tout en gardant le plus profond respect pour la lettre. De même, en matière d'acquisition de droits réels, la représentation s'introduisit à la suite de la propriété prétorienne, qui permettait au citoyen de devenir *dominus* d'un bien par le *corpus* d'un tiers, et cela sans marcher à l'encontre du droit civil.

Mais quelque fût le procédé inventé par le préteur pour tourner les lois anciennes, ce fut toujours la nécessité, les progrès de la civilisation qui l'obligèrent à innover.

ÉCONOMIE POLITIQUE

DE LA

CONTRACTION MONÉTAIRE

ET DE SES CONSÉQUENCES

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER.

La monnaie.

§ 1^{er}.

« La nécessité introduisit la monnaie. On convint de donner et de recevoir, dans les échanges, une matière qui, utile par elle-même, fût facilement maniable dans les usages de la vie, ce fut du fer par exemple, de l'argent ou telle autre substance, dont on détermina d'abord la dimension et le poids, et qu'enfin, pour se délivrer des embarras des éternels mesurages, on marqua d'une empreinte particulière, signe de sa valeur. Mais la monnaie n'est, par elle-même, qu'une frivolité, une futilité; elle n'a de valeur que par la loi et non par la nature, puisqu'un

changement de convention parmi ceux qui en font usage, peut la déprécier complètement et la rendre tout à fait impropre à satisfaire aucun de nos besoins. (*Politique*, liv. I; ch. VI.)

Un économiste moderne ne saurait rien ajouter à cette page d'Aristote qui, dans un style simple et précis, contient tout ce qui peut être dit de l'origine de la monnaie.

L'histoire des peuples nous enseigne, en effet que l'idée d'employer les métaux précieux comme instrument universel des échanges ne fut que le résultat d'une évolution lente, parallèle au développement de la civilisation.

L'homme primitif ne connut pas la monnaie ; les contemporains de l'âge de pierre étaient trop éparpillés, leurs relations mutuelles étaient trop rares pour qu'ils sentissent le besoin de posséder un élément d'échange fixe. Le troc leur suffisait. D'ailleurs, les objets appropriés par l'homme préhistorique étaient trop peu nombreux pour que, parmi eux, on en trouvât un pourvu des qualités essentielles nécessaires à la monnaie.

Ce n'est qu'à l'époque où les familles plus nombreuses, plus compactes et partant plus civilisées, passèrent de la vie sauvage à la vie pastorale, que la nécessité d'une monnaie se fit sentir. Les relations de tribu à tribu se multiplièrent, à mesure que la race humaine augmentait en nombre et en civilisation ; de plus, on avait sous la main une richesse possédée et désirée par tous : les bétails. Ce genre de numéraire fut le premier qui apparut dans le monde, et il existe encore chez certaines tribus kabyles, qui n'ont pu dépasser le degré de civilisation des anciens peuples pasteurs.

Ce fait prouve bien que cette monnaie vivante est née des ressources et des besoins de la vie pastorale.

Mais si les bestiaux pouvaient suffire comme base des échanges chez des peuples nomades ou essentiellement agricoles, ils devinrent insuffisants lorsque l'industrie naissant et la population s'augmentant, les relations commerciales prirent une plus grande extension, entre les tribus désormais fixées au sol qu'elles cultivaient. Les bœufs, les moutons, les brebis avaient, en effet, l'inconvénient d'être indivisibles, encombrants, et d'une valeur très variable, suivant leur santé, leur race et leur âge. Les métaux, au contraire, possédaient de plus grands avantages, sans avoir les mêmes inconvénients. Aussi remplacèrent-ils rapidement le bétail. La monnaie métallique garda longtemps l'empreinte du numéraire vivant qui l'avait précédé. Les Hébreux, les Grecs, nous parlent d'une monnaie à l'effigie du bœuf, du mouton, du chameau etc., et que, d'ailleurs, on désignait, en langue hébraïque, sous le nom de *kassaph*, « mouton » ; *yamal* « chameau ». D'ailleurs ne voyons-nous pas, en latin, les mots *pecunia*, *peculium*, manifestement tirés de « *pécus* troupeau ». Le mot anglais *fee* (en saxon *feoh*) signifie « rétribution » et le mot scandinave *fü* « richesse ». Le mot grec *αἰτῆμα* signifie « propriété » et « troupeau » ; le mot gothique *skatts*, veut dire à la fois « trésor » et « troupeau ». En allemand, en frison nous trouvons la même homonymie, entre les mots bétail (*skeh* en frison) et trésor (*schatz*) en allemand. Enfin en sanscrit la genèse de toutes les langues aryennes, le mot *rupya* qui désigne la principale monnaie d'argent de l'Inde, dérive de *rûpa* « bétail ».

Ces exemples montrent trop clairement l'origine de la monnaie pour qu'il soit nécessaire de les commenter. Mais un autre problème se pose, dont nous devons au moins indiquer la donnée avant d'aborder directement le sujet de cette thèse.

§ 2.

Qu'est-ce que la monnaie ? telle est la question que, depuis des centaines d'années, seposent tous les savants qui se sont occupés d'économie politique. Aristote, le plus profond et le plus ancien de ces puissants cerveaux, avait indiqué une solution à ce problème. « La monnaie, dit-il, est une marchandise, destinée à faciliter l'échange entre d'autres marchandises. » Il s'est trouvé que le grand philosophe athénien avait raison, et l'humanité, après bien des errements est revenue depuis moins d'un siècle à sa formule.

Au début du XVIII^e siècle, Montesquieu dans *l'Esprit des lois* avait défini la monnaie : « Un signe, qui représente la valeur de toutes les marchandises. »

Qu'y a-t-il de distinct et de contraire entre ces deux solutions ? D'abord, la définition de Montesquieu désigne la monnaie comme représentant la valeur de toutes les marchandises. Ce n'est pas une erreur, le numéraire, en effet, pour celui qui le possède, est l'équivalent de toutes les marchandises qu'il lui permettra d'acquérir. La science économique moderne ne fait donc que détailler la phrase de Montesquieu, lorsqu'elle proclame la monnaie, étalon

des valeurs, et intermédiaire des échanges. Sur ce point les deux formules ne sont donc pas en antagonisme, l'idée qui les domine est la même.

La divergence paraît s'affirmer davantage dans l'emploi des deux mots qui servent de qualificatif à la monnaie. La monnaie est une marchandise, déclarent après Aristote les économistes modernes, donc Montesquieu se trompe, lorsqu'il nous donne la monnaie comme un signe. Certes, en lisant la formule de Montesquieu de cette manière on a raison de lui reprocher de s'être trompé. La monnaie est une marchandise véritable, puisqu'elle circule, qu'elle s'échange, qu'elle a une valeur propre. Le billet de banque lui-même, qui n'est cependant qu'un chiffon de papier, est encore une marchandise, puisque je pourrai, grâce à lui, me procurer telle ou telle richesse qu'il me plaira, lui aussi sert à faciliter l'échange entre les autres marchandises.

La valeur de la monnaie se fixe donc d'après plusieurs données. L'or et l'argent sont des marchandises, ont une valeur, d'abord parce que l'industrie, qui en consomme une certaine quantité, leur assure une utilité et un débouché en dehors de leur rôle d'intermédiaires des échanges. Il est vrai que cette valeur marchande baisserait singulièrement si ces métaux étaient déchus de leur qualité de monnaie, car la demande industrielle resterait seule pour fixer leur valeur et elle est relativement très faible.

Donc par le fait même que l'or et l'argent, en vertu de leur rôle de monnaie, sont sujets à une demande générale et constante (ce qui entretient leur rareté), ces métaux sont investis d'une valeur infiniment supérieure

à leur utilité industrielle. La monnaie est, en effet, une marchandise très particulière, et ce qui donne à sa notion cette singularité, c'est l'influence que l'État exerce sur elle.

§ 3.

Dans les transactions internationales, le rôle de l'État se borne à garantir le titre et le poids des pièces. Si je dois 20 francs ou 8 florins à un Autrichien, celui-ci acceptera très volontiers de moi une pièce de 20 francs en paiement, car il sait qu'il lui suffira de la porter à la Monnaie de Vienne, pour la faire transformer en une pièce de 8 florins. Dans le commerce avec l'étranger, les pièces de monnaie ne sont donc que des lingots dont l'effigie indique le poids et le titre, comme le poinçon du gouvernement.

En ce qui concerne la monnaie circulant à l'intérieur du pays, le rôle de l'État nous apparaît bien plus considérable encore. Aristote, qui sur les questions monétaires, de même que sur une foule d'autres, semble avoir indiqué les solutions suprêmes du premier coup, Aristote, dis-je, faisait descendre le mot *nomisma*, monnaie, de *nomos*, loi. Pour lui, de même que pour le jurisconsulte Paul, la monnaie est une institution publique. Les métaux précieux n'ont par eux-mêmes, industriellement, qu'une valeur à peu près nulle. C'est la loi, en les revêtant du pouvoir payant, en leur accordant le cours légal, qui leur donne la plus grande partie de leur valeur. Que la convention, que la loi, qui donne aux métaux précieux le pouvoir payant soit abrogée, et leur valeur disparaîtra

presque entièrement. D'ailleurs, et le jurisconsulte Paul le fait très justement remarquer, en dehors de la loi, un autre élément peut faire varier la valeur réelle de la monnaie. Cet élément, c'est la rareté. La loi choisit une matière comme intermédiaire des échanges; elle la marque d'une empreinte officielle; elle en garantit le poids et le titre d'une façon permanente. Mais sa puissance d'acquisition, *dominium*, dépend de sa quantité, non de sa substance. De là les variations de prix. Lorsque la monnaie afflue, les prix s'élèvent; si, au contraire, la monnaie diminue en quantité, les prix baissent.

Nous dirons donc, pour nous résumer, que la valeur de la monnaie métallique se fixe par les trois éléments suivants : 1° utilité industrielle (pour une petite part); 2° cours légal accordé par l'État; 3° rareté.

Si nous essayons d'analyser, maintenant, le billet de banque ou le papier-monnaie, nous pouvons aisément constater que les éléments, qui concourent à l'établissement de sa valeur, sont tout différents. Et d'abord, au point de vue de l'utilité industrielle, le papier-monnaie n'en a aucune, puisqu'il se réduit à un chiffon de papier. Si nous prenons le troisième élément : la rareté, nous constatons que, en matière de billets de banque, elle agit beaucoup moins directement que sur la monnaie métallique. La cause de cette anomalie réside dans ce fait, que la quantité d'or et d'argent existant dans le monde est limitée; tandis que, au contraire, celle des billets de banque ne l'est pas.

L'État, en émettant du papier-monnaie, en garantit l'authenticité et en fixe la valeur officielle. Quant à sa

valeur réelle dans le public, elle s'établit d'après la puissance d'acquisition des assignats émis. Et cette puissance est proportionnée à la confiance qu'inspire l'Etat. Les prix haussent ou baissent, indiquant les sentiments de la foule à cet égard. L'Etat, il est vrai, pourrait empêcher les prix de monter outre mesure en établissant un tarif maximum, comme fit la Convention, mais ce moyen serait absolument inefficace en présence d'une dépréciation trop profonde du papier-monnaie ; les boulangers, les bouchers, préféreraient abandonner leurs boutiques, plutôt que de se voir obligés de vendre leur pain et leur viande à perte.

Le papier-monnaie, même avec cours forcé, a beaucoup de ressemblances, on le voit, lorsque l'on va au fond des choses, avec les effets de commerce ; c'est une monnaie en grande partie fiduciaire. Car, nous le répétons, la valeur réelle d'un assignat, sa puissance d'acquisition, est proportionnelle à la confiance qu'inspire le gouvernement qui l'a émis. Ceci nous ramène au point de départ de cette longue digression. « La monnaie est une marchandise », dit l'école moderne. « La monnaie est un signe », dit Montesquieu. J'ai déjà démontré antérieurement, que la monnaie, par le fait même qu'elle facilite les échanges, est une marchandise. Mais, ne peut-on pas dire que, dans certains cas, elle est un signe, tout en restant une marchandise ? Je n'hésiterai pas à répondre affirmativement, en ce qui concerne le papier-monnaie. L'assignat circule, il a un cours à la Bourse, il s'échange contre d'autres richesses, il a une valeur réelle, donc il est une marchandise, et je n'en disconviens pas. Mais, en même temps, il est un signe ; il représente une certaine somme de monnaie, d'argent, que

les porteurs d'assignats pourront aller réclamer aux caisses de l'État, le jour de la reprise des paiements métalliques ou le jour de la liquidation. Car l'État, qui émet un papier-monnaie, ne le fait jamais qu'avec l'espoir de payer un jour en numéraire, et s'il inscrit sur un billet le chiffre de 500 florins, c'est qu'il s'engage à le rembourser un jour, à ce taux, en espèces. Plus ce remboursement est hasardeux, plus les prix montent et plus les assignats baissent, d'après le même mécanisme, qui diminue de valeur des actions d'une compagnie, à mesure que le crédit de cette compagnie s'effondre. Nous définirons donc le papier-monnaie, une marchandise émise en vue de faciliter des échanges à l'intérieur du pays, et représentant une somme de monnaie métallique variable, que l'on espère trouver dans les caisses de l'État, au jour des remboursements ou de la liquidation.

Enfin, je m'arrêterai un instant à une autre question accessoire. Il est de mode, à l'heure actuelle, de considérer Montesquieu comme s'étant lourdement trompé dans sa définition de la monnaie. La monnaie, dit-on, n'est pas un signe, c'est une marchandise, et l'on donne les preuves à l'appui. Peut-être, cependant, pourrait-on, en reconnaissant la justesse de la définition moderne, innocenter l'auteur de l'*Esprit des lois* de la lourde faute dont on le charge un peu à la légère. Montesquieu n'a pas seulement dit : « La monnaie est un signe », il a ajouté, ce qui change absolument le sens du mot signe : « qui représente la valeur de toutes les marchandises ». Il est parfaitement vrai que la monnaie représente la valeur de toutes les marchandises, puisqu'on lui reconnaît aujourd'hui le

caractère d'étalon des valeurs, ce qui revient au même. A ce point de vue, on peut donc dire qu'elle est un signe, puisqu'elle représente cette valeur, et que le propre d'un signe est de représenter quelque chose. La formule de Montesquieu ne serait donc pas inexacte, tout au plus pourrait-on lui reprocher d'être trop étroite, et de n'indiquer, du rôle de la monnaie, que son caractère d'étalon des valeurs. Il suffit, pour arriver à ce résultat, de ne pas se buter à mettre à part, dans sa phrase, le mot signe, pour l'opposer au mot marchandise de la nouvelle formule. J'avoue, d'ailleurs, que si l'on n'admet pas cette explication sa phrase devient entièrement inintelligible. « La monnaie est un signe », est une formule à laquelle je défie qui que ce soit de trouver un sens raisonnable.

Cette théorie de la monnaie signe, on croit en voir l'application dans l'organisation monétaire de la féodalité et de l'ancien régime. Les seigneurs, en effet, et plus tard le roi seul, faisaient rentrer dans leurs attributions, le droit de battre monnaie. Or, ils prirent l'habitude, espérant augmenter ainsi leur fortune, de frapper de la fausse monnaie. Ils croyaient, en émettant une pièce inférieure en titre, que la loi seule suffisait pour fixer sa valeur. Dès l'instant que cette monnaie était décorée du nom de pistole, elle devait, croyait-on, prendre la puissance d'acquisition d'une véritable pistole. Ce calcul était d'ailleurs parfaitement déjoué, car dès que la supercherie était connue du public, les prix montaient dans une proportion inverse à la quantité de métal fin manquant dans les pièces falsifiées; ce n'était, en somme, qu'une exaction assez naïve dans sa forme, imposée par les feudataires à leurs sujets, en vertu

de la loi du plus fort, et qui n'avait pour résultat que d'ébranler leur crédit.

L'État, d'ailleurs, est loin d'être dépourvu de tout pouvoir, et délivré de tout devoir, quant à l'organisation monétaire du pays. Nous l'avons expliqué antérieurement, c'est l'État qui doit contrôler la frappe des pièces, et en vérifier le titre. La plus parfaite loyauté dans la fabrication de la monnaie est, en effet, une condition absolument nécessaire. Le moindre doute se glissant dans l'esprit du public, suffirait pour bouleverser entièrement le marché en produisant des hausses de prix imprévues et incertaines. De plus le commerce extérieur se trouverait absolument dépourvu de monnaie internationale, on en serait réduit avec l'étranger à troquer ses marchandises contre des lingots d'or ou d'argent que l'on devrait vérifier et peser comme faisaient les premiers Romains dans leurs transactions.

Mais si l'on doit laisser à l'État le droit de surveiller la fabrication monétaire, il faut, au contraire, lui refuser énergiquement le monopole d'émettre la monnaie. Il faut, autant que possible, en économie politique, laisser les lois naturelles agir d'elles-mêmes. La loi naturelle fondamentale, c'est la loi de l'offre et de la demande, on doit la laisser fonctionner librement. Le public saura bien apporтер son or et son argent à la Monnaie, lorsque le numéraire sera insuffisant; il saura bien aussi garder ses métaux précieux ou les vendre à l'industrie, lorsque la monnaie sera trop abondante sur la place.

§ 4.

Un droit, qui rentre également dans le domaine de l'État, c'est la faculté de choisir quelle sera la monnaie admise dans le pays qu'il représente. Il aura, dans ce cas, à choisir entre le bimétallisme, circulation simultanée de l'or et de l'argent, et le monométallisme, circulation d'un seul métal, or ou argent, adopté seul comme monnaie.

Nous touchons ici à la controverse la plus importante et actuellement la plus brûlante de la matière. Nous nous contenterons d'indiquer seulement, les grandes lignes du procès des monométallistes contre les bimétallistes, car dans cette polémique ardente, tout ce qui pouvait être dit pour ou contre a été maintes fois répété.

L'antiquité et l'ancien régime, ont presque partout été bimétallistes. Ce n'est qu'au début du siècle que le monométallisme a pris véritablement naissance. En 1816, en effet, nous voyons l'Angleterre adopter le régime monométalliste or, et en 1885, elle applique dans l'Inde le régime monométalliste argent. La France, au contraire, est restée fidèle au bimétallisme jusqu'en 1873.

La loi du 7 germinal de l'an XI, qui organisa le système monétaire de la France moderne, s'exprime ainsi :

« Art. 1^{er}. Cinq grammes d'argent au titre de neuf dixièmes de fin constituent l'unité monétaire, qui conserve le nom de franc.

« Art. 6. Il sera fabriqué des pièces d'or de vingt francs et de quarante francs.

« Art. 7. Leur titre est fixé à neuf dixièmes de fin et un dixième d'alliage.

« Art. 8. Les pièces de vingt francs seront à la taille de cent cinquante-cinq pièces au kilogramme et celles de quarante francs, à celle de soixante-dix-sept et demie. »

Dans ce type, on le voit, la loi n'indique pas expressément la valeur relative de l'or et de l'argent. Elle semble même n'accorder à l'or qu'une place secondaire puisqu'elle pose en principe que l'unité monétaire est le franc d'argent. Mais elle nous indique le poids du franc en argent et celui des pièces de 20 francs et de 40 francs en or. Le titre étant le même pour la monnaie jaune comme pour la monnaie blanche, une opération fort simple nous donnera le poids comparé du franc d'or et du franc d'argent ; le premier pesant 15 fois et demie moins que le second. Il en résulte que celui qui portera 1 kilogramme d'or ou 15 1/2 kilogrammes d'argent à l'Hôtel des Monnaies, recevra en échange, dans l'un et l'autre cas, la somme de 3.400 francs en monnaie courante. Cela revient à dire, en somme, que le rapport de valeur entre l'or et l'argent est de 1 à 15 1/2.

Cet établissement par la loi, d'un rapport de pouvoir payant entre l'or et l'argent, a donné de grands avantages à la France, dont l'organisation monétaire, basée à la fois sur l'or et sur l'argent, a trouvé dans cette double assise, la force de résister à toutes les crises du siècle. Le bimétallisme français a aussi rendu d'immenses services au commerce du monde entier. Si l'on suppose deux pays ayant l'un et l'autre une monnaie de même métal, or ou argent, le pair de change entre les monnaies de ces

deux pays se fixera par le rapport existant entre la quantité de métal fin contenue dans l'une, et celle contenue dans l'autre. Un Anglais acceptera volontiers 25 fr. 22 d'or, en paiement d'une dette d'une livre sterling, contractée envers lui par un Français. Il sait, en effet, que cette somme contient autant d'or fin que le souverain anglais; il n'aura donc qu'à la porter à la Mint anglaise pour recevoir, en échange, la livre sterling qui lui est due. Le pair de change entre le franc d'or et le souverain est donc de 25 fr. 22. De même, le pair de change entre la roupie hindoue et le franc d'argent est de 2 fr. 38 parce qu'il y a autant d'argent pur dans une roupie que dans 2 fr. 38 d'argent.

Les pays monométallistes or ont donc entre eux un pair de change monométallique or, de même que les pays monométallistes argent ont entre eux un pair de change monométallique argent. Si nous envisageons, au contraire, la situation d'un Etat bimétalliste, comme l'était la France avant 1873, nous constatons qu'il a, non pas un, mais deux pairs de change : l'un monométallique or avec les pays monométallistes or, l'autre monométallique argent avec les pays monométallistes argent. Supposons maintenant que ce pays bimétalliste n'existe pas, et que tous les marchés importants du monde soient monométallistes or ou argent. Qu'advient-il ? La monnaie des pays monométallistes or se trouvera n'avoir aucune base d'évaluation fixe avec la monnaie des places monométallistes argent. Il en résultera que le numéraire circulant d'un pays à l'autre perdra totalement son caractère de monnaie et deviendra une pure et simple marchandise. Les

transactions entre les nations à étalon différent, ne seront plus que des trocs, dans lesquels l'or et l'argent serviront de marchandise intermédiaire. Et cet intermédiaire sera bien dangereux ; car les variations dans la production, de l'un ou de l'autre de ces métaux, amèneront dans leur pair de change des oscillations quelquefois immenses, puisqu'elles n'auront d'autre frein que la loi de l'offre et de la demande (1).

Telle est la situation, à laquelle le bimétallisme français apportait un correctif avant 1873.

L'Hôtel de la Monnaie de Paris monnayait au gré des particuliers l'or et l'argent qu'on lui apportait, d'après la règle que : pour faire 1 franc d'or, il fallait un poids 15 fois $1/2$ plus considérable d'argent. Les pays monométallistes or se trouvaient alors avoir une commune monnaie avec les empires monométallistes argent.

En effet, l'Anglais auquel un Indien devait 1.000 francs en souverains, était désintéressé si son débiteur lui expédiait une somme de roupies 15 fois $1/2$ plus considérable en poids, que 1.000 francs en livres sterling, puisque, en portant cette masse de roupies d'argent à la monnaie de Paris, il pouvait recevoir en échange les 1.000 francs d'or dont il était créancier. La monnaie française, en monnayant l'or et l'argent sans distinction dans le rapport de 15 $1/2$, établissait donc une base des valeurs entre l'argent de l'Orient et l'or de l'Occident. Le 15 $1/2$ était l'aimant autour du quel le cours du change bimétallique oscillait sans pouvoir s'en écarter beaucoup.

(1) G. M. Boissevain. *Le Problème monétaire et sa solution* (1891).

Cette organisation favorable pour tout le monde, puisqu'elle prévenait les brusques sautes de valeurs, amenées par surabondance de production d'un des deux métaux, cette organisation fut détruite en 1873, à la suite des événements suivants. En 1873, le législateur allemand résolut de démonétiser l'argent et de soumettre l'empire entier au régime du monométallisme or. Pour obtenir ce résultat, le gouvernement allemand retira l'argent en circulation, le remplaça par de l'or ; puis pour se débarrasser de cette masse d'argent, il prit le parti de l'expédier en France. Là-on le fit monnayer en pièces de 5 fr. avec lesquelles on acheta des lettres de change payables en livres sterling, ou de l'or français qu'on expédiait à Berlin.

Le résultat de cette manœuvre fut d'amener en France une véritable invasion d'argent allemand. Le gouvernement français s'en inquiéta et le 6 septembre 1873, décida de restreindre le monnayage journalier de l'Hôtel de la Monnaie, à 40.000 écus.

A partir de cette époque, le pair bimétallique était mort.

Plus tard, on interdit complètement le monnayage de l'argent en France ; mais la restriction de 1873 avait déjà détruit tout rapport de valeur monétaire entre l'or et l'argent ; la monnaie internationale n'existait plus entre l'Orient et l'Occident. Telle fut, brièvement, la conséquence de la suppression du bimétallisme. Nous ne nous étendrons que plus tard sur ces résultats, car ces faits se rattachent à la question principale de cet ouvrage, à la question de la démonétisation, puisque c'est la suppression

de la monnaie d'argent allemande qui a produit ces crises. En attendant si nous devions donner notre opinion sur la question du double, ou de l'unique étalon, nous n'hésiterions pas à nous déclarer bimétalliste, en théorie du moins. Le régime bimétalliste accepté par les principales puissances, la reconnaissance universelle du 15 1/2, seraient la solution la meilleure au problème monétaire. Les deux métaux se faisant contrepoids, les crises amenées par la superproduction de l'un ou de l'autre seraient évitées. Enfin, les transactions internationales ne seraient plus de simples trocs, bouleversés constamment par des fluctuations considérables; mais, de véritables ventes, dans lesquelles le pouvoir payant du métal employé resterait ferme.

Pour toutes ces raisons, le système bimétallique nous paraît préférable; mais nous reconnaissons que dans une Europe monométalliste, la France courrait de grands dangers si elle rétablissait le libre monnayage de l'argent. Sans cette précaution, en effet, ce métal déprécié viendrait encombrer nos places et pourrait ainsi ébranler notre fortune monétaire.

Une coalition bimétallique de l'Europe et de l'Amérique serait seule assez forte pour rétablir le bimétallisme et le pair de change fixe à 15 1/2.

CHAPITRE II.

Les principales causes des contractions monétaires.

La raréfaction de la monnaie peut se produire par suite de causes très différentes. D'abord ce résultat peut être amené par une diminution dans la production des métaux précieux. Lors des guerres de l'indépendance de l'Amérique du Sud, l'exploitation des mines des Cordillères fut suspendue et la quantité de métal mis à jour annuellement, diminua beaucoup. Cette pénurie d'or et d'argent fit subir au commerce du monde entier une crise que nous étudierons plus tard.

Les contractions monétaires sont encore amenées quelquefois par l'accroissement disproportionné de la production d'un des métaux précieux. La découverte des *placers* de la Nouvelle-Californie, qui jeta en Europe une masse d'or inattendue, nous offre un exemple récent de ce phénomène. L'abondance du métal jaune en fit baisser la valeur ; l'argent, au contraire, conservant sa rareté, fit l'objet d'une demande énorme. Il supplanta l'or, et devint bientôt insuffisant pour répondre aux besoins du marché. Il est donc possible, on le voit, que la raréfaction de la monnaie soit amenée par la trop grande abondance d'un métal précieux. C'est par un mécanisme du même genre que la démonétisation agit sur la circulation monétaire et, sui-

vant qu'elle frappe sur un seul ou sur les deux métaux précieux, elle produit les résultats les plus différents. L'histoire nous en donnera la preuve.

A la suite des événements de 1870-1871, l'Allemagne se mit au monométallisme or, et démonétisa son argent. Tous ces marks réduits en lingots étaient expédiés à la Monnaie de Paris ou à celle de Bruxelles pour être frappés en pièces de 5 francs qui devaient servir à acheter de l'or. La France, en supprimant le monnayage libre, arrêta le gouvernement allemand dans son œuvre de démonétisation. Pour l'achever, il eût fallu vendre sur la place de Londres ou exporter en Orient tout l'argent allemand, et l'on aurait subi des pertes énormes. Aussi reste-t-il encore aujourd'hui en Allemagne, 150 millions de thalers, qui ont cours forcé sans limite de somme, à raison de trois marks la pièce, c'est-à-dire dans le rapport pondéral de 1 à 15 $\frac{1}{2}$. De ce fait, la France et l'Allemagne, au point de vue du régime monétaire, sont dans une situation parallèle. La première, quoique théoriquement bimétalliste, pratique un régime particulier, qui règne également chez la seconde, malgré son intention formelle d'être un pays monométalliste. En fait, toutes deux sont monométallistes or, mais la masse du métal jaune protège la circulation accessoire d'une certaine quantité d'argent. Depuis 1873, dit M. Cernuschi, « les francs d'argent ne sont plus que des assignats métalliques, abrités sous une forte couche d'or ».

Quoi qu'il en soit, la démonétisation allemande de 1873 a jeté sur les marchés d'Occident une lourde masse d'argent, qui s'est vite déprécié, et ne trouve plus d'emploi

actuellement à un prix quelque peu rémunérateur. Par un phénomène de bascule habituel en Économie politique, l'or, adopté à Londres et à Berlin comme étalon unique, et devenu insuffisant aux besoins du monde commercial. L'or, partout demandé, a été investi, depuis dix-huit ans, d'une puissance d'acquisition qu'il n'avait jamais possédée. Malheureusement, sa rareté même a occasionné en Europe une crise dont nous aurons plus tard à étudier les effets désastreux. Telles sont les conséquences de la démonétisation d'un seul des deux métaux précieux.

Une autre hypothèse est possible : on peut supposer, en effet, non plus que l'un ou l'autre des métaux précieux est démonétisé, mais que tous les deux à la fois sont retirés de la circulation dans un ou plusieurs pays.

Nous devons donc, dans l'étude qui va suivre, distinguer la contraction monétaire amenée par l'insuffisance des métaux précieux, et la raréfaction produite dans la circulation d'un seul métal.

CHAPITRE III.

Contraction simultanée de la circulation de l'or et de celle de l'argent.

J'ai déjà indiqué par quelles causes une raréfaction totale des deux métaux monétaires pouvait être amenée.

Le cas le plus habituel est un ralentissement dans la production des métaux précieux, comme cela s'est vu de 1821 à 1830 pendant les guerres de l'Amérique du Sud. La production de l'or, pendant cette période, tomba, en effet, à 14.216 kilogrammes et celle de l'argent à 460.560 kilogrammes tandis que la masse des métaux précieux extraits pendant le décennat de 1801 à 1810 comprenait 17.778 kilogrammes d'or, et 894.150 kilogrammes d'argent. Qu'arrive-t-il en pareil cas ?

La rareté de la monnaie augmente sa valeur, les prix baissent par conséquent. Si la masse du numéraire est insuffisante aux besoins du commerce, on se trouve alors en présence d'une baisse exagérée des prix, et une crise se déclare. L'industrie manque de capitaux et d'acheteurs, ou bien elle doit vendre à des prix si peu rémunérateurs, qu'elle reste en déficit. La monnaie d'ailleurs se cache, fuit les entreprises privées, qui s'effondrent tour à tour, et se réfugie dans les placements de tout repos comme les rentes sur l'État. Tels sont, en quelques mots, les résultats

bien connus de l'insuffisance de la production des métaux précieux.

Il se peut aussi qu'un pays démonétise une partie de son stock monétaire. C'est ce qu'a fait l'Italie, il y a quelques années. En pareil cas, l'or et l'argent démonétisés vont augmenter la masse des métaux précieux répandus à l'étranger. Il y a, il est vrai, diminution momentanée du stock monétaire du monde, mais ce vide est bien vite comblé, car l'or et l'argent démonétisés passent à l'étranger, et si les besoins du marché l'exigent, ces lingots sont bien vite envoyés aux différents Hôtels des Monnaies du monde, et reprennent sous des effigies variées leur ancien rôle d'intermédiaires des échanges.

Supposons que dans le monde entier l'or et l'argent soient démonétisés. C'est une hypothèse assez chimérique, car plus l'humanité se développe et plus la monnaie qui a été créée, pour les besoins de ce développement, devient nécessaire. Cependant, en ce temps d'agitation ouvrière, il est bon de remarquer que la mise en pratique dans le monde de l'utopie socialiste, pourrait amener la suppression de la monnaie.

Si l'ontirait, jusqu'au bout, les conséquences de ces doctrines, l'État entrepreneur de tous les travaux, propriétaire de tous les produits, et distributeur de tous les bénéfices, l'État, dis-je, n'aurait qu'à remplacer la monnaie par des bons qui autoriseraient ceux auxquels ils seraient octroyés à prendre tel ou tel objet de première nécessité dans les magasins sociaux. Je ne discuterai pas la question de savoir si un tel état de choses aurait ou non des chances de réussite. Je constate simple-

ment, que s'il existait en Europe, en Amérique, et dans les principaux pays de l'Asie, on pourrait opérer une démonétisation générale de l'or et de l'argent. Il est facile de prévoir les résultats que produiraient une semblable opération. La monnaie est, en effet, une marchandise, nous l'avons reconnu, car elle a une valeur, et elle s'échange. Elle a en outre une valeur commerciale : celui qui possède un lingot d'or et d'argent a deux moyens de l'utiliser : il peut d'abord le porter à la Monnaie qui le transformera en numéraire. Il peut encore le vendre à un orfèvre, qui le lui paiera. Si nous supposons la monnaie supprimée, le propriétaire d'un lingot ne pourra plus en trouver l'emploi, qu'en le livrant à l'industrie. Mais qu'en tirera-t-il ? presque rien. C'est en effet leur rôle d'intermédiaires des échanges qui donne en fait la plus grande partie de leur importance aux métaux précieux. La valeur de tout objet, en effet, se fixe par le concours de deux éléments : l'utilité et la rareté. L'objet le plus utile au monde n'est-il pas l'air qui nous fait vivre ? Et cependant personne n'a jamais eu l'idée de fixer le prix d'un litre d'air. C'est qu'en effet, il manque un élément nécessaire à son appréciation, la rareté. Pour les métaux précieux, nous trouvons une utilité, ils servent en effet à l'industrie de luxe. Quant à la rareté elle existe également, car l'extraction en est coûteuse et lente. Mais depuis des siècles cette production continue des masses d'or et d'argent considérables ont été mises au jour, la rareté devrait donc être diminuée et cependant ces métaux gardent toujours un prix presque aussi élevé que jadis. La raison de ce haut prix, c'est que la demande constante

à laquelle ces métaux sont soumis par suite de leur rôle de monnaie, en maintient la rareté, malgré l'augmentation de leur masse. Pendant la période de 1803 à 1873, le propriétaire d'un kilogramme d'argent n'avait qu'à le porter à la Monnaie pour être sûr de recevoir 200 francs en échange. Maintenant encore, l'argent se maintenant en qualité de monnaie dans presque tous les pays du monde, le propriétaire d'un kilogramme de ce métal en tirera encore un prix relativement élevé. Mais admettons que la monnaie n'existe plus, le kilogramme d'argent tombera à 25 francs, peut-être moins car il n'aura plus, pour soutenir sa valeur, cette demande insatiable dont il est l'objet comme élément général des échanges. Dès lors, l'équilibre sera rompu entre son utilité d'une part et sa rareté de l'autre. Son utilité industrielle restera ce qu'elle est maintenant. Mais sa rareté diminuera d'au moins 77 0/0, puisqu'on estime que la consommation industrielle prend moins de 23 0/0 de la masse des métaux précieux. On peut d'ailleurs retourner la proposition : supposons qu'une matière comme le marbre, le platine, soit revêtue de la qualité de monnaie. La demande habituelle de ces objets décuplera aussitôt, car ils trouveront un débouché nouveau, une utilité nouvelle si l'on veut, et comme l'extraction en est assez lente, que la demande sera générale et illimitée, leur rareté s'augmentera d'autant.

C'est donc leur qualité d'organe monétaire légal qui assure à l'or et à l'argent, du moins pour la plus grande part, leur valeur actuelle. C'est d'ailleurs à cette conclusion qu'aboutissent MM. Rochussen et Boissevain, dans leurs mémoires sur le bimétallisme, récemment couronnés aux

concours Cernuschi et Mersey-Thompson-Bard. Peut-être cependant, ont-ils donné une importance trop particulière à la qualité de monnaie, comme élément de la valeur de l'or et l'argent. Je ne vois pas dans ce rôle donné à un métal quelconque, la source d'une valeur à part, et qui n'appartiendrait pas aux autres marchandises, mais simplement l'occasion d'une demande générale et perpétuelle.

Lorsqu'un pays démonétise une partie de son numéraire, comme le firent l'Italie et l'Amérique, quand ces deux nations adoptèrent le régime du papier-monnaie, le stock monétaire du monde se trouve augmenté, et par suite la monnaie baisse de valeur. La valeur des métaux précieux (considérés dans leur rôle d'instruments d'échange), dépend, en effet, comme le dit M. de Laveleye, « du rapport existant entre la quantité des échanges à accomplir d'une part, et, de l'autre, de la quantité totale de monnaie métallique et d'autres intermédiaires des échanges qui remplacent le métal (1) ».

Comment un pays peut-il utiliser l'or et l'argent qu'il a démonétisés ? Les livrera-t-il à l'industrie ? Les pertes subies par l'Allemagne, lorsque à la suite des événements de 1873, elle voulut vendre son argent en barres à Londres, prouve qu'une semblable opération est funeste. Il se forme donc, forcément, un stock de métaux précieux, qui ne circule pas, et traîne sur tous les marchés, faisant baisser partout le prix de la monnaie. C'est seulement peu à peu, que ce bloc de métal s'effritant lentement va se perdre

(1) Émile de Laveleye. *La Monnaie et le Bimétallisme international*.

dans le grand courant d'or et d'argent qui sillonne le monde. On le voit donc, les conséquences d'une démonétisation des deux métaux se produisant dans une contrée sont simples, et se résument ainsi : surabondance de monnaie, hausse de prix et baisse de valeur du numéraire.

Très compliqués sont, au contraire, les effets produits par la raréfaction d'un seul métal. Il y a dans ce cas, non plus un phénomène uniforme, un flux monétaire qui, par une vibration répercutée, fait le tour des marchés du monde, en produisant des résultats partout identiques. Lorsqu'un gouvernement démonétise son or ou son argent, il détruit un équilibre ; il fausse une des branches du balancier monétaire du monde. Aussi les conséquences varient-elles suivant les pays, suivant leur système monétaire, leur fortune métallique, leurs productions industrielles ou agricoles. C'est à l'étude de ces phénomènes que seront consacrés les chapitres qui vont suivre.

CHAPITRE IV.

Conséquences générales de la démonétisation.

Lorsque l'un des deux métaux revêtus du rôle de monnaie vient, par suite de circonstances variables, à se raréfier, les résultats amenés par cet événement diffèrent selon qu'il existe un pair de change bimétallique, ou qu'il n'en existe pas.

De 1803 à 1873, pendant une période de soixante-dix ans, la France a pratiqué le bimétallisme avec frappe libre. Chacun pouvait faire monnayer en francs d'or et d'argent, les lingots qu'il apportait à la Monnaie, la valeur réciproque des deux métaux étant maintenue au rapport pondéral de 1 à 15 1/2, d'après la loi du 7 germinal an XI. Cette organisation a procuré à la France elle-même et au monde entier de grands avantages. Le rapport de valeur entre l'or et l'argent étant stable, les pays à étalon d'or et les pays à étalon d'argent possédaient en réalité une monnaie bimétallique, puisqu'ils pouvaient toujours au même prix, se procurer de l'or pour de l'argent, et de l'argent pour de l'or.

M. de Laveleye cite à ce propos certains extraits des dépositions du gouverneur de la Banque d'Angleterre et des financiers éminents de l'époque, Morris, Palmer et Glyn, au *Comitte of the House of Lords on commercial distress*.

« Je considère, dit le gouverneur de la Banque d'Angle-

terre, l'argent comme un aussi bon moyen que l'or pour assurer la convertibilité des billets de banque ».

« L'argent peut toujours se vendre et ainsi servir à rembourser les billets. On a tort de limiter la quantité d'argent que la Banque peut détenir. »... « L'argent étant monnaie dans le monde entier, c'est la meilleure marchandise au moyen de laquelle on peut rectifier les changes. »

« Pendant soixante-dix ans, dit M. Gibbs, la Monnaie française a fait l'office d'un *Clearing House* entre l'Angleterre et l'Inde. »

« Toute traite tirée sur un pays à étalon d'argent, soit de l'Amérique méridionale, soit de l'Asie, avait un prix fixe, car l'argent auquel elle donnait droit, valait presque invariablement 200 francs le kilogramme à 9/10 de fin ou 60 pence 7/8 l'once standard (1) ».

La France, tout en rendant ce service au commerce du monde entier, et surtout à celui de l'Angleterre avec l'Inde, la France, dis-je, jouissait elle-même de certains avantages : elle pouvait, en effet, et elle peut encore, payer les pays monométallistes or et argent, sans avoir besoin, comme l'Angleterre, de recourir à l'étranger. De plus, comme l'a reconnu la *Gold and Silver Commission*, le double étalon a donné au crédit français une base plus large. De là, une grande fermeté dans les changes avec l'étranger, une stabilité et une modicité très favorables dans le taux de l'escompte.

(1) Émile de Laveleye. *La Monnaie et le Bimétallisme international*.

Grâce à l'influence du 13 1/2 français, l'or et l'argent du monde entier circulaient librement, logiquement. Malheureusement, à la suite des événements de 1870-71, une griserie de victoire et d'orgueil envahit le cerveau de toute l'Allemagne. Voulant sans doute mettre sa note dans le concert triomphal qui retentissait alors de l'autre côté du Rhin, M. Bamberger, un savant prussien, écrivit son livre du *Reichsgold*. Il s'efforçait, dans cet ouvrage, de persuader à ses compatriotes, que le nouvel empire germanique, après avoir monopolisé, à son profit, la vertu allemande, la piété allemande, le courage allemand, devait compléter son œuvre, en drainant l'or du monde entier, dans le but de le germaniser, l'argent n'étant, d'après M. Bamberger, qu'un vil métal, indigne d'un aussi puissant empire. L'opinion publique ainsi flattée, crut facilement ce qu'on lui disait, et le gouvernement impérial décida, en 1872, la proscription de l'argent et l'annexion de l'or comme seule monnaie allemande. C'était une faute, car les conséquences funestes de cette démonétisation devaient frapper lourdement sur l'empire d'Allemagne lui-même; c'était aussi une injustice et un mauvais procédé international, car, en vue d'une spéculation égoïste et d'un succès douteux, le gouvernement allemand détruisait un ordre de chose depuis longtemps établi, et sur lequel le monde entier vivait confiant, comme par une convention tacite. La rupture de ce *statu quo* a porté préjudice au commerce et à l'industrie de toute la terre.

Dans le cas d'une démonétisation, l'opération la plus difficile consiste dans l'expulsion du métal proscrit et

dans son remplacement par le métal étalon. Dans l'espèce, l'Allemagne voulant remplacer son métal blanc par du métal jaune, profita du rôle de *Clearing House* joué par la Monnaie de Paris, et lui expédia son argent démonétisé. Là, il était frappé en pièces de 5 francs, dans la proportion établie de 200 francs par kilogramme et ces pièces servirent à acheter des lettres de change sur Londres, payables en livres sterling. On les utilisait encore en prenant de l'or français au taux de 1 kilogramme d'or pour 15 1/2 kilogrammes d'argent et en l'expédiant en Allemagne. C'est alors que le Gouvernement français, voulant se défendre contre cette invasion de lingots d'argent, qui chassait notre or à l'étranger, limita d'abord en 1873, le monnayage de l'argent à 40.000 écus par jour, puis, plus tard, l'interdit complètement (1).

Les premières conséquences fâcheuses de cette démonétisation frappèrent sur l'Allemagne, même avant le règlement qui restreignit le monnayage français.

La Monnaie de Paris, en effet, retenait pour la fabrication un droit de « brassage » de 1 1/2 0/0 sur l'argent, soit 3 francs par kilogramme. Le Gouvernement allemand subissait donc cette perte sur l'argent qu'il envoyait en France. Il supportait encore les frais de transport. Enfin, il éprouvait encore un déficit par suite d'une raison particulière : l'argent, affluant à la Monnaie, par masses considérables, et la frappe exigeant un délai relativement assez long, il advint que les lingots expédiés ne pouvaient plus être livrés en numéraire à l'expéditeur, que

(1) Henri Cernuschi. *Le Pair bimétallique*.

douze ou quatorze mois après l'envoi. De là, une forte perte d'intérêts pour le propriétaire qui, dans l'espèce, était l'Allemagne.

La suspension de la frappe libre et du rapport fixe établi entre l'or et l'argent a désorganisé l'équilibre monétaire du monde. Le lien bimétallique qui unissait l'Orient et l'Occident, en passant par la Monnaie de Paris, a été rompu. Enfin, le change entre l'or et l'argent a été livré brusquement à lui-même après soixante-dix ans de fixité relative. Immédiatement, il se déclara en faveur de l'or contre l'argent. Devant les pertes qu'il subissait, le gouvernement allemand dut s'arrêter dans la voie de la démonétisation. Aussi, lui reste-t-il encore aujourd'hui un stock de 150 millions de thalers, ayant cours forcé sans limite de somme.

Ce qu'il est bon de remarquer dans tout ceci, c'est que le bimétallisme, tué par une démonétisation est cependant le seul régime capable d'atténuer les conséquences d'une baisse de valeur localisée dans un seul métal. Le double étalon, adopté à Paris, à Londres, à New-York et à Berlin, permettrait au commerce du monde entier de supporter sans trop de secousses, un afflux subit et considérable d'or ou d'argent. Pourvu que l'on conservât discipline et bonne foi, un pair de change artificiel bien choisi, comme le 15 1/2 français, serait assez fort pour dominer toutes les fluctuations qui pourraient ébranler la valeur de l'un ou de l'autre métal. Le 15 1/2 français a résisté en 1850, à l'effroyable baisse de l'or, produite par la découverte des nouveaux *placers* américains, un 15 1/2 occidental résisterait à toutes les fluctuations.

CHAPITRE V.

La démonétisation de 1873 et le commerce anglo-indien.

Dans ce grand désastre que la démonétisation de 1873 a déchaîné sur le monde, les régions les plus cruellement atteintes sont l'Angleterre et ses colonies. Le Gouvernement britannique, en effet, tout en adoptant l'étalon d'or pour lui-même, a dû imposer à ses établissements d'Asie, et principalement à l'Inde, le monométallisme avec étalon d'argent. Lorsqu'une traite est tirée d'un pays ayant une monnaie d'or ou d'argent, sur un autre pays possédant la même monnaie, les variations de prix de cette traite, les fluctuations du change, en un mot, sont contenues dans une limite infranchissable. Le prix de la traite, en effet, ne peut s'élever au-dessus du total de la somme due, additionnée avec le prix du transport, d'un pays à l'autre, du numéraire nécessaire pour l'acquitter. Les variations du change ne peuvent pas dépasser cette limite, car autrement, le débiteur aurait intérêt à envoyer, en numéraire, la somme due par lui à l'étranger.

Avant 1873, le principe était le même pour les traites expédiées d'un pays à étalon d'argent, comme l'Inde, à des places monométallistes or, comme Londres et Liverpool. La France était là, servant de trait d'union entre

l'or d'Occident et l'argent d'Orient. Le débiteur hindou, qui devait payer en livres sterling d'or à Londres, n'avait qu'à envoyer à la Monnaie de Paris, une masse d'argent 15 fois $1/2$ plus lourde que le poids des livres sterling dues par lui. Le créancier anglais pouvait même s'accommoder d'un paiement en roupies qu'il savait pouvoir écouler en France au pair de 15 $1/2$.

Grâce au bimétallisme français, le prix de l'argent était donc maintenu au pair de 60 pences $7/8$. Il ne pouvait s'en écarter d'une somme supérieure aux frais de transport et de monnayage. La France fixait le prix de l'argent dans le monde entier, et par suite limitait dans un espace restreint et prévu les variations du change universel, au grand avantage de l'Angleterre et de l'Inde.

La démonétisation de l'argent détruisit tout cet équilibre. La France ayant cessé la frappe des écus de 5 francs, l'Occident et l'Orient n'ont plus eu de monnaie commune. A l'heure actuelle, les transactions passées entre l'Angleterre et l'Inde ne sont plus que des trocs. L'argent que le négociant de Bombay expédie à son vendeur de Londres, n'est pour ce dernier qu'une marchandise et non une monnaie. Il en est de même réciproquement, pour l'or expédié en paiement d'Angleterre en Asie. Cet état de choses est l'origine de la crise agricole et commerciale que nous traversons depuis dix-huit ans.

Par suite de la démonétisation de l'argent en Europe, le change se déclara contre ce métal qui, de 60 pences $7/8$ tomba à 43. La roupie descendit de 2 schellings à 18 pences.

A l'heure actuelle, le négociant de Londres qui fait une

traite sur l'Inde, en voit la valeur baisser, monter d'après les variations de l'argent. Les événements les plus insignifiants et les plus fortuits peuvent influencer la valeur de ce métal. L'arrivée de plusieurs cargaisons d'argent suffit pour les mettre en baisse. Que des retards se produisent, au contraire, et sa valeur monte subitement de 1 ou 2 pour 100.

Tous les Anglais instruits ont été frappés de ces fluctuations perpétuelles du change international. Elles ont pour résultat de déjouer tous les calculs du commerce, de diminuer la demande de l'Inde à l'industrie anglaise, de frapper les commerçants honnêtes et de faciliter la besogne aux fripons.

Avant 1873, lorsqu'un négociant de Londres expédiait à Bombay un lot de marchandises de 10.000 livres sterling, il suffisait, pour qu'il ne fût pas en perte, la roupie étant au pair de 2 schellings, que le lot fût vendu 100.000 roupies. Quesi, au contraire, c'était un négociant indien qui expédiait en Angleterre pour 100.000 roupies de marchandises, il lui fallait, pour rentrer dans les débours, en tirer 10.000 livres sterling. Depuis que la roupie est tombée de 2 schellings à 18 pences, tout est changé. Le commerçant anglais, pour rentrer dans ses 10.000 livres sterling, devra vendre ses marchandises dans l'Inde, non plus 100.000, mais 133.000 roupies. Tandis qu'il suffira au négociant de Bombay d'obtenir à Londres 7.500 livres de ses marchandises au lieu de 10.000 pour rentrer dans ses 100.000 roupies. Les marchandises indiennes jouissent d'une prime de 25 0/0 sur le marché anglais, tandis que les prix des produits expédiés d'An-

gleterre dans l'Inde, doivent être élevés de 33 0/0. C'est donc une véritable protection naturelle, que l'Inde et l'Asie opposent aux marchandises européennes. La conséquence de cet état de choses est la situation critique de l'agriculture anglaise, écrasée par la concurrence des blés indiens(1). Le commerce et l'industrie en ont également souffert, car la hausse des prix des objets exportés de Liverpool et de Londres à Bombay et à Calcutta, a favorisé le développement de l'industrie indienne. Cette riche colonie augmente tous les jours le nombre de ses usines et de ses manufactures, et leurs frais de production s'acquittant en roupies, elles finiront sans doute par faire une concurrence victorieuse aux produits de la métropole.

Mais si cet état de choses profite à certains points de vue, aux négociants de Bombay et de Calcutta, la médaille a malheureusement un revers cruel pour eux. Le gouvernement indien doit, en effet, par suite de conventions fixes, payer chaque année quatorze millions de livres sterling à l'Angleterre. Avant 1873, il suffisait que le gouvernement de Calcutta expédiât à Londres 140 millions de roupies, en traites, pour que les 14 millions de livres sterling fussent acquittés. La Monnaie de Paris était là, en effet, maintenant la roupie au pair de 2 schellings. Au change actuel de 18 pences, au contraire, le trésor indien doit, pour acquitter sa dette de 14 millions, expédier non plus 140 millions de roupies, mais 186 $\frac{2}{3}$ millions. C'est donc pour l'Inde une perte annuelle de 46 $\frac{2}{3}$ mil-

(1) Henri Cernuschi. *Le Pair bimétallique*.

lions de roupies, perte que l'on couvre en écrasant de taxes le contribuable indigène.

La situation créée par la suppression du bimétallisme français est donc, on le voit, dure pour tout le monde. L'Orient, pas plus que l'Occident, n'échappent à ses désastreuses conséquences.

M. Gibbs, directeur de la Banque d'Angleterre, disait dans son livre : *The double standard* : « Aussi longtemps que la France a agi comme un *clearing house* entre l'Angleterre et l'Asie, elle nous a préservé de ces maux, mais maintenant que ce *clearing house* a suspendu ses opérations, ces dernières années nous ont révélé l'existence du mal et le danger de le voir s'accroître. »

Je citerai encore, après M. de Laveleye, ce passage d'un *memorandum* envoyé au gouvernement en 1881, par la Chambre de commerce de Liverpool : « Le Conseil de cette Chambre continue à penser que cette longue détresse du commerce et de l'industrie a été largement causée et intensifiée par le discrédit qui a frappé l'argent.

« Nous sommes très sérieusement affectés dans nos affaires par les variations du change avec les pays où l'argent est monnaie, et nous verrions avec la plus grande appréhension, toute nouvelle démonétisation de l'argent, qui aurait pour effet de réduire en des limites dangereusement étroites les bases du crédit international (1). »

Ces témoignages sont précieux, quoique un peu naïfs de la part des Anglais qui, en 1817, adoptèrent les pre-

(1) De Laveleye. *La Monnaie et le Bimétallisme international*.

miers le monométallisme or, avec l'égoïsme le plus tranquille.

Après avoir examiné les conséquences de la démonétisation de 1873 et de la suppression du bimétallisme français, au point de vue des rapports des pays monométallistes or avec les pays possédant l'étalon d'argent, nous allons étudier les effets généraux produits par la raréfaction d'un seul métal.

CHAPITRE VI.

La monnaie et les prix.

Lorsque les prix baissent, de telle façon cependant que les producteurs puissent, tout en vendant moins cher, rentrer dans leurs frais et débours et réaliser de plus un bénéfice suffisant, ce phénomène prouve un perfectionnement des moyens de production. Il profite au consommateur, accroît par conséquent la demande, et par là augmente le bénéfice du producteur. C'est donc un excellent symptôme.

Mais si, dans certains cas, la baisse des prix peut être considérée comme un signe de prospérité, elle peut aussi être amenée par certains phénomènes économiques, féconds en catastrophes et en crises.

L'une des causes les plus fréquentes de la baisse des prix, est la superproduction. Lorsque, en effet, les industriels, les fabricants, alléchés par une demande considérable, ont augmenté hors de mesure la fabrication d'un ou de plusieurs de leurs produits, espérant une demande suffisante à leur écoulement, ils peuvent, si leurs calculs ont été exagérés, jeter sur le marché une masse de marchandises supérieure aux besoins des consommateurs. Cette erreur de calcul se traduira alors par une baisse plus

ou moins sensible des prix sur les produits trop abondants.

Si même l'industrie ainsi atteinte occupe une place prédominante, la baisse pourra, par contre-coup, se faire sentir sur tous les autres produits manufacturés en général.

De toutes les causes qui peuvent amener la baisse des prix, la superproduction est la plus fréquente. Elle est aussi la moins dangereuse, car les prix baissant, la demande s'accroît tandis que la production se ralentit, et le marché est ainsi bien vite débarrassé de ces produits encombrants. Les fabricants, il est vrai, peuvent être en perte, des catastrophes, des faillites sont à craindre; mais une fois le stock écoulé, ceux qui ont résisté peuvent relever les prix, car après une secousse pareille, la marchandise atteinte est raréfiée, beaucoup de producteurs disparaissant.

Les prix baissent également d'une façon normale, en raison des progrès que les inventions font faire à la production. Lorsqu'une machine nouvelle permet de façonner un chapeau, moyennant 5 francs, tandis qu'auparavant la matière et la fabrication exigeaient une dépense de 8 francs, il est bien évident qu'alors le prix de cet article doit tendre à baisser.

C'est là un phénomène qui se produit partiellement tous les jours, dans telle ou telle branche de l'industrie.

Il est bon de faire remarquer, d'ailleurs, que si en pareille matière, on a recours aux statistiques, surtout lorsqu'elles sont peu détaillées et embrassent de longues périodes de temps, on ne constate pas toujours dans ces

périodes de baisse, une très réelle diminution de prix, en les comparant avec les chiffres de statistiques remontant à dix ou quinze ans auparavant. Le plus souvent, les prix sont restés stationnaires. Cela n'en constitue pas moins une preuve de misère, car la production métallurgique qui, tous les ans, augmente la somme de monnaie répandue dans le monde, devrait logiquement amener une hausse lente mais continue des prix. Plus un peuple s'enrichit et plus les prix montent, c'est un signe de prospérité.

La baisse des prix est enfin souvent amenée par la rarefaction de la monnaie.

Lorsqu'une marchandise est peu abondante sur le marché et que la demande en est considérable, la valeur de cette denrée augmente en raison inverse de son insuffisance. Il en est de même pour la monnaie, marchandise toujours et partout demandée. Lorsque, par suite de circonstances fortuites, la quantité de monnaie répandue sur tous les marchés du globe n'est pas assez grande pour répondre aux besoins du commerce, le numéraire augmente de valeur, et, par une conséquence logique, les prix baissent. Cette pénurie de numéraire est amenée par le ralentissement de la production métallurgique, par une accélération subite et imprévue des échanges, ou enfin par la démonétisation d'un métal dans un ou plusieurs grands pays. Une semblable démonétisation, en effet, a pour effet de déprécier le métal proscrit sur tous les marchés du monde. Même dans les pays qui lui garderont son rôle de monnaie, il passera au second plan s'ils sont bimétallistes, et ne fonctionnera plus guère que comme monnaie d'appoint, impropre au commerce avec les prin-

cipaux pays étrangers. Les échanges internationaux avec les pays démonétiseurs n'ont donc, comme intermédiaire unique, que la monnaie qu'ils ont adoptée comme étalon. Mais ce numéraire est nécessairement insuffisant, il augmente, par conséquent, de valeur, les prix baissent, tandis que le métal condamné se déprécie, et perd de plus en plus son rôle monétaire. On le voit donc, la baisse des prix et la contraction monétaire peuvent être amenées, sans qu'il y ait diminution de la production métallique, par la simple démonétisation d'un seul métal. Il perd alors son caractère de monnaie internationale et la somme des instruments d'échange se trouve ainsi restreinte.

Le xix^e siècle a subi deux grandes crises amenées par ces démonétisations intempestives. La première a sa source dans l'adoption de l'étalon d'or par l'Angleterre en 1817, la seconde a été déchainée sur le monde par la maladroite démonétisation allemande de 1873, et nous en subissons encore, à l'heure actuelle, les conséquences désastreuses.

Nous étudierons successivement ces deux crises célèbres, dont les causes sont relativement peu connues, surtout en ce qui concerne la première. C'est elle que nous examinerons d'abord.

§ I.

Au cours des grandes guerres de la Révolution et de l'Empire, et pour faire face aux effroyables dépenses occa-

sionnées par sa lutte contre la France, l'Angleterre dut avoir recours au papier-monnaie.

Après 1815, l'opinion demandant à grands cris le rétablissement de la circulation métallique, et les économistes anglais soutenant la supériorité de l'étalon d'or unique, le gouvernement de la Grande-Bretagne résolut de retirer peu à peu le papier-monnaie déprécié et de le remplacer par de l'or, désormais seule monnaie du royaume.

En vue d'exécuter ce plan, la place de Londres mit tous ses moyens en action pour attirer l'or chez elle. Dès 1817, la Banque put reprendre ses paiements. Mais, il était trop tôt, le stock d'or n'était pas encore suffisant, et l'on dut les suspendre de nouveau en 1818. Le drainage du métal jaune continua, opéré par l'Angleterre sur tous les marchés du monde, et sa supériorité économique était si prononcée, qu'en 1821, lorsque la Banque reprit définitivement ses paiements, le stock d'or amassé dans ses caves s'élevait à la somme colossale de 11.900.000 liv. st. On conçoit combien la réunion d'un pareil trésor avait appauvri le reste du monde. L'or, absorbé par Londres, manquait, et pour comble d'infortune, l'argent était également insuffisant.

A cette même époque, l'Amérique du Sud était ensanglantée par les guerres de l'indépendance des colonies espagnoles. Les riches mines d'argent de ces contrées furent en partie abandonnées et leur rendement annuel diminua. De 894.150 kilogrammes d'argent produits annuellement, pendant la période de 1801 à 1810, on tomba à 460.590 kilogrammes, extraits chaque année, de 1821 à 1830.

Si nous envisageons la production totale annuelle des métaux précieux, nous constatons que de 265 millions de francs pendant la période de 1801 à 1810, elle s'abaissa à 161 millions de francs pendant les années 1820 et suivantes, jusqu'en 1830.

Deux causes concouraient donc à la raréfaction du numéraire ; d'abord, l'accaparement de l'or par l'Angleterre, coïncidant avec une réduction considérable dans la production des métaux précieux. Cette insuffisance des instruments d'échange se produisait à une époque de paix européenne, qui devait donner au commerce et à l'industrie un essor d'autant plus vif, que les gigantesques luttes de la Révolution et de l'Empire avaient suspendu pendant vingt cinq ans, toutes les forces pacifiques du monde.

Les résultats de cet état de choses furent terribles et prompts à se manifester. Les capitaux manquaient à l'industrie, au commerce et à l'agriculture. Enfin, conséquence de la rareté de la monnaie, il se produisit une baisse de prix énorme constatée par toutes les statistiques et que M. Jevons évalue à 30 0/0 au moins. La crise, d'ailleurs, fut générale. Les ouvrages des économistes de l'époque sont pleins des détails de cette souffrance universelle. En Angleterre, l'agriculture et l'industrie sont dans l'atonie ; les ouvriers manquant d'ouvrage et d'ailleurs mal payés quand ils en obtiennent, effrayent les populations et le Parlement par de fréquentes émeutes.

En Irlande, on meurt de faim à la lettre ; ce malheureux pays est, durant toute cette période, en révolte permanente, malgré les dures répressions qui lui sont infligées.

En Amérique, en France, même situation. En Hollande, le loyer des terres diminue de plus d'un tiers. En Piémont, le prix des denrées agricoles a baissé de plus de moitié.

En France, l'hectolitre de blé qui de 1811 à 1820 avait coûté en moyenne 24 fr. 608, tombe de 1821 à 1830 à 18 fr. 382. Les salaires sont partout diminués. Les places de Hambourg, Stockholm, Riga, Stettin, sont désorganisées par des séries de faillites.

Tandis que les prix baissent, la stagnation des affaires maintient l'intérêt à un taux très bas. L'escompte qui, au mois d'avril 1819 était à 3, tombe à 1 1/2 au mois d'août.

Tels furent les effets immédiats de l'adoption de l'étalon d'or en Angleterre, coïncidant avec un ralentissement de la production des métaux précieux en 1820-1830.

Si maintenant nous nous reportons à l'époque actuelle, nous constaterons facilement que la situation est identique.

Les origines mêmes de la crise dont souffre le monde depuis bientôt vingt ans, sont comparables à celles de la crise de 1820 à 1830.

§ 2.

L'Allemagne, après Sedan a voulu imiter les manœuvres financières exécutées par sa sœur anglo-saxonne après Waterloo. Elle a profité de la supériorité subitement acquise, sur le marché, comme sur le champ de bataille, pour rançonner les vaincus et même les neutres en attirant

à elle toute leur monnaie d'or. La production des métaux précieux, il est vrai, n'a pas diminué comme en 1820-1830, mais la démonétisation européenne de l'argent a porté un coup terrible à ce métal. Il n'est plus qu'une monnaie d'appoint, un assignat métallique, comme l'a dit M. Cernuschi, circulant à l'abri d'une forte couche d'or. Encore, est-il généralement impropre au commerce international. Il en résulte que la seule véritable monnaie, dans tout l'Occident, c'est l'or; lui seul est l'objet des désirs de toutes les nations, on le recherche, on se le dispute, et, n'étant plus soutenu par la monnaie d'argent, comme du temps de la frappe libre française, il devient absolument insuffisant pour les transactions internationales.

On voit donc, par ce fait, que la démonétisation, même partielle de l'un des instruments des échanges, sans diminuer la quantité de métaux précieux répandus dans le monde produit cependant une diminution dans la masse de la monnaie, quand même toutes les pièces démonétisées auraient été ensuite refrappées, en d'autres pays, ainsi que cela se produisit en 1873. Les thalers allemands s'en allaient, en effet, en Belgique et en France, s'y faire transformer en écus de 5 francs. Mais ce à quoi il faut s'attacher c'est à ce fait que l'or étant partout demandé et l'argent partout repoussé; la balance de valeur entre les deux métaux a été brisée. L'or a pris un rôle considérable, il est devenu la seule monnaie internationale, et par conséquent il n'a pu suffire à tous les besoins du commerce et de l'industrie. L'argent au contraire, n'a plus de rôle véritable que dans le commerce intérieur, dans le paiement

des salaires et des frais de production, c'est un auxiliaire.

La situation est donc la même que si la production des métaux précieux était arrêtée, dans ce cas en effet l'or et l'argent manqueraient. Dans notre cas, au contraire, l'argent est plutôt trop abondant, mais il n'est plus monnaie, l'or, au contraire, est insuffisant et lui seul constitue la monnaie.

La démonétisation de 1873 a influé sur les affaires comme celle de 1816. l'industrie languit faute de capitaux, le commerce se ralentit faute d'instruments d'échange, les ouvriers se révoltent faute de pain, les prix baissent, tout le monde souffre. En voici quelques preuves :

La terre de Brackenbury (Lincolnshire), évaluée il y a vingt ans, 36.000 livres sterling, est estimée en 1890, 49.000 livres sterling. La terre de Tilshead-Manor, achetée avant 1873, 42.000 liv. sterl. ne trouve pas acquéreur à 5.400. Le duc de Newcastle vend pour 137.000 liv. sterl. le domaine de Worshop, que son père avait acheté 375.000 liv. sterl.

La production diminue et laisse sur le pavé une foule d'ouvriers. Même en Amérique, on estimait à 3 millions en 1876, le nombre des salariés inoccupés. Les mêmes symptômes se manifestaient d'ailleurs en 1820-1830, la classe laborieuse ébranla plus d'une fois le monde de ses plaintes et de ses récriminations. La baisse des prix fut si grande que Brougham proposa de diminuer les impôts en proportion, et en 1822, on émit même l'idée de réduire le souverain de 20 à 14 schellings. Actuellement, s'appuyant sur les travaux de Sœtbeer, de Palgrave, de Giffen, la *Gold and Silver Commission* arrive à constater

que la moyenne générale des prix est inférieure à ce qu'elle était avant 1850. « De toutes ces investigations il résulte, dit la Commission, que les prix ont haussé notablement après la découverte de l'or en Australie, et en Californie jusqu'en 1873, et qu'ils n'ont depuis lors cessé de diminuer, pour tomber à un niveau plus bas qu'à toute autre époque de ce siècle. »

J'emprunte à M. de Laveleye (1) les chiffres suivants, qui prouvent d'une façon curieuse, que la dépression actuelle du commerce est due surtout à la baisse des prix. Les exportations totales de l'Angleterre se sont élevées, en 1873 à 626.000.000 l. st. et en 1886 à 562.500.000 l. st. Si on avait appliqué les prix de 1873, le total aurait été de 850.000.000 liv. sterl.

Nous extrayons d'un article de M. Zolla : *Le prix du bétail et la concurrence étrangère* (2), une statistique corroborant singulièrement notre opinion.

L'auteur indique la marche des prix du mouton et du bœuf à Paris, depuis 1815 jusqu'en 1873. Nous relevons, d'abord, ceci :

Périodes.	Prix du kilog. de	
	mouton à Paris.	bœuf à Paris.
	fr. c.	fr. c.
1815-1820	1,17	1,08
1823-1833	1,03	0,96
1833-1843	1,15	1,04
1843-1853	1,13	0,98

(1) De Laveleye. *La Monnaie et le Bimétallisme international*.

(2) Voir le *Monde Economique* du 23 avril 1892.

On le voit, crise monétaire de 1820 à 1833, baisse des prix. Puis, hausse incertaine d'abord, bien franche ensuite jusqu'en 1873 :

Périodes.	Prix du kilog. de	
	mouton à Paris.	bœuf à Paris.
	fr. c.	fr. c.
1853-63	1,41	1,25
1863-73	1,52	1,38

Que si nous voulons vérifier la baisse des prix de la viande, depuis la démonétisation de 1873, l'auteur nous met sous les yeux deux autres statistiques concluantes :

Années.	Prix moyen du kilog. de bœuf en France.
	fr. c.
1873	4,71
1874	1,59
1875	1,52
1876	1,54
1877	1,59
1878	1,68
1879	1,65
1880	1,59
1881	1,56
1882	1,59
1883	1,63

La baisse se poursuit encore après 1883 :

Années.	Prix du kilog. de	
	bœuf à la Villette.	mouton à la Villette.
	fr. c.	fr. c.
1883	1,81	2,43
1884	1,69	1,99
1885	1,59	1,84
1886	1,53	1,79
1887	1,39	1,70

Ces chiffres sont donc d'accord avec nos conclusions, car, ils indiquent une baisse de prix considérable, aux deux grandes périodes de 1820 à 1830, et de 1873 à 1887, que nous indiquions comme ayant été gravement influencées par la raréfaction monétaire, provenant des démonétisations de 1816 et de 1873.

Seul, le capitaliste profite, du moins en apparence, de cet état de choses. Tandis qu'autour de lui les entreprises s'effondrent, que faute de capitaux les particuliers sont mis en faillite, et, quelquefois, les nations elles-mêmes, celui qui possède du numéraire, que ce soient des économies de valet de chambre, ou des dividendes de financier, celui-là déroche soigneusement son capital aux affaires. Plutôt que de risquer ses valeurs dans des entreprises qu'il voit croûler tous les jours, il préfère les enfermer dans les banques, et il a raison, car le malheur de tous lui fait du bonheur, la baisse universelle des prix augmente la puissance d'acquisition de son or.

La Commission monétaire américaine de 1876 indique ainsi ce phénomène : « Dans ces moments, le travail accumulé sous forme de capital, tient à sa merci le travail actuel nécessaire pour vivre. Cristallisé sous les espèces monétaires, tout en restant inerte aux mains de ses propriétaires, rien qu'en diminuant de quantité, il acquiert une autorité sans cesse croissante pour commander ce qu'il désire et faire exécuter ce qu'il lui plaît. »

Les placements nouveaux de toute nature, qui se sont élevés à 15 milliards en 1871, dans le monde entier, à 12 milliards en 1872, à 11 milliards en 1873, sont tombés à 4 milliards en 1874, 1.700 millions en 1875, à 3 mil-

liards en 1876, à 7 milliards en 1877, et sont restés en dessous de 5 milliards pendant toute la période de 1880 à 1887.

Le même fait s'est produit pendant la crise de 1820 à 1830. Les capitaux désertèrent les entreprises industrielles, et se rejetèrent dans les placements « de tout repos », rentes d'État, de villes, obligations de premier ordre. Cette prudence des capitalistes, amena en 1820-1830, et amène encore actuellement, la prospérité du crédit public, au milieu des ruines des entreprises particulières. C'est pendant la période de 1820-1840, que le gouvernement français convertit ses rentes 5 0/0 en 3 0 0 tandis que l'Angleterre ramenait son 4 0/0 à 3 1/2. Dans les vingt dernières années, tous les pays de l'Europe sont parvenus à réduire l'intérêt de leurs dettes, par suite des mêmes raisons. Le capitaliste est donc atteint lui aussi, d'une façon indirecte, par la crise générale. L'État profite de ce que de tous côtés les propriétaires affolés lui confient leur argent, pour diminuer l'intérêt qu'il paie à ses rentiers. Les revenus des capitalistes baissent au niveau des prix diminués, en raison inverse de l'augmentation de la puissance d'acquisition du numéraire.

Mais, là ne se bornent pas encore les désastres accumulés par ces sortes de crises. Parmi les victimes le plus cruellement et le plus injustement frappées, se placent les débiteurs à long terme, et les contribuables. Quels que soient les événements, ils doivent toujours payer les mêmes annuités et les mêmes contributions. Le numéraire ayant augmenté de valeur et les prix ayant baissé, ces débiteurs sont donc obligés, en réalité, de payer plus qu'ils n'avaient cru promettre.

La raréfaction de la monnaie amène donc l'écrasement des contribuables au profit de l'Etat, l'étranglement des débiteurs à long terme au profit des créanciers ; c'est la mort des propriétaires endettés et des sociétés industrielles avec charge d'obligations.

CHAPITRE VII.

La contraction monétaire, les tarifs douaniers, et les variations du taux de l'escompte.

Nous avons dépeint, dans le chapitre précédent, les souffrances que jettent sur le monde, les crises économiques amenées par la contraction monétaire.

Ces calamités, en pesant sur les peuples, qui n'en saisissent par les causes, surexcitent les imaginations, aigrissent les cœurs. Comment les combattre ? A quoi ou à qui les attribuer ? Telles sont les questions qui hantent les cervaux de toute la génération qui souffre. Depuis le grand industriel dont les usines chôment, depuis le boursier opulent menacé d'un krac, depuis le commerçant notable, entraîné à la faillite par les désastres de ses confrères jusqu'au petit marchand, au pauvre fermier saisi, jusqu'à l'ouvrier qui manque de pain et se met en grève, tous retournent plus avidement encore, le grand problème de la misère.

Ce théorème initial, basé sur des harmonies inhumaines et irréductibles, a torturé toutes les intelligences depuis la formation des mondes. C'est le point d'interrogation originel que l'humanité se transmet de générations en générations et qui s'accroît à chaque siècle, à mesure que les solutions proposées s'affirment mauvaises, à me-

suré que l'intelligence humaine se développe, que les palliatifs sont rejetés, à mesure que le problème plane toujours plus lourd, dans son auguste absurdité.

Pendant les grandes crises économiques, lorsque les souffrances latentes de l'humanité deviennent trop aiguës, tous ces estomacs affamés, tous ces cervaux appauvris sont travaillés plus àprement par leur idée fixe. On recherche les causes du mal, et les réponses varient, suivant le rang, la situation, le développement intellectuel des chercheurs. Pour les commerçants, pour les industriels et même pour beaucoup d'économistes, la crise de 1820-1840, de même que la crise actuelle, fut attribuée à un excès universel de production. C'est la théorie du *glut* universel, dont Sismondi fut le créateur et le défenseur. Cette thèse fut d'ailleurs réfutée par le plus grand nombre des économistes. Une augmentation universelle de la production ne peut pas amener de crise durable. Si, en effet, Pierre et Paul produisent 2 au lieu de 1, 2 produits par Pierre, s'échangeront contre 2 produits par Paul, de même qu'auparavant 1 s'échangeait contre 1. Il n'y a donc pas rupture de l'équilibre économique.

Malgré cette claire réfutation, la théorie du *glut* universel s'imposa dans l'opinion publique, et c'est encore à l'aide de cette thèse, que la plus grande partie des commerçants expliquent l'origine de la crise actuellement.

L'ouvrier, souffrant plus brutalement encore, vivant moins isolé, composant une perpétuelle foule, toujours facile à entraîner, l'ouvrier, pendant les grandes crises, se jette dans le socialisme. La classe des prolétaires, soupçonneuse et ardente comme toutes les grandes réunions

d'individus, veut trouver des coupables lorsqu'elle souffre. Ces coupables, ce sont ses ennemis naturels, les patrons. Aussi, l'ouvrier s'agite, fait des grèves, exige des augmentations de salaire, s'insurge contre les accapareurs. Ces revendications sont-elles légitimes ? Sont-elles fondées ? Il ne nous appartient pas de trancher cette grave question. Cependant, on doit observer que la dépression industrielle et commerciale a jeté sur le pavé une masse considérable de travailleurs. Les demandes d'ouvrage se sont donc accrues tandis que les offres restaient stationnaires, cette situation donnant la supériorité aux patrons, peut-être ceux-ci en ont-ils abusé. C'est une triste application du *struggle for life* anglais aujourd'hui à la mode. Quoi qu'il en soit, rançonné par les industriels ou victime de l'immuable injustice des choses, l'ouvrier souffre actuellement, et l'on ne peut pas épiloguer sur les cris de misère ou même d'envie, de ceux qui meurent de faim.

La véritable origine de ces angoisses, ce n'est ni la condamnable malice de quelques capitalistes, ni la superproduction, c'est l'insuffisance des instruments d'échange, la contraction monétaire.

On a constaté, il est vrai, un excès de production dans l'industrie métallurgique, après 1872. Mais, on sait que les crises amenées par la surproduction durent peu, les modifications qu'elles entraînent dans le jeu de la loi de l'offre et de la demande, en amenant la solution rapidement et mécaniquement. Les économistes ont montré depuis longtemps l'insanité de la théorie du *glut* universel, c'est donc bien la raréfaction monétaire qui est la prin-

cipale, sinon la seule cause de la grande crise de 1820-1840 et de la dépression économique subie actuellement par toutes les places du monde.

Les idées erronées que le public se forge, sur l'origine de ces calamités, ont amené encore de nouveaux malheurs. Depuis que l'argent a perdu son rôle de monnaie internationale, l'or est devenu insuffisant au commerce extérieur, et les prix ont baissé. Ces résultats en ont produit un autre fort grave : à l'heure actuelle la doctrine protectionniste triomphe. Voici quelles sont les raisons de ce retour à des idées restrictives et arriérées. D'abord l'argent étant refusé presque partout en Europe au monnayage, les prix, ainsi que je l'ai déjà dit, ont baissé par suite du manque de monnaie. Mais, le commerçant, l'industriel aux abois, ne s'en rend pas compte, il accuse la concurrence étrangère. Les Allemands nous inondent de produits à vil prix, clament nos manufacturiers. Nous ne pouvons plus résister à la concurrence des blés américains et indiens, gémissent les agriculteurs. Qu'on nous donne des droits ou nous ne voterons plus pour vous, s'écrie le chœur autour de son député ! Or, quel est le devoir d'un député ? Évidemment, nous répondra-t-on régulièrement, il doit obtenir ce que désirent ses électeurs, quelles que soient d'ailleurs la justice ou l'opportunité de ces volontés populaires et locales, au point de vue de l'intérêt général.

Les députés qui pratiqueront cette fidélité seront d'ailleurs considérés comme de parfaits honnêtes gens, et conserveront eux mêmes cette conviction intime. Les foudres de la presse, les disgrâces électorales, seront ré-

servées au contraire à ceux qui, trouvant les exigences de leurs mandataires nuisibles à l'intérêt du pays, n'hésiteront pas à les mettre de côté, et à voter d'après leur opinion personnelle.

Cela étant, on conçoit facilement que les cultivateurs et la plupart des industriels, coalisés pour obtenir des droits protecteurs, sont à peu près assurés du succès auprès du gouvernement, vu leur nombre. Tous nos agriculteurs se plaignent de ce que le bétail se vend à vil prix, et ils en accusent la concurrence américaine, or M. Leroy-Beaulieu prouve qu'il n'est entré que quelques bœufs d'Amérique. Qu'importe, quels sont, en France, les fermiers qui lisent *l'Economiste*? Ces raisonnements se retrouvent d'ailleurs dans tous les autres pays. Les Américains, les Allemands, les Italiens, eux aussi, accusent la concurrence étrangère d'un état de choses fatal, indépendant de toute volonté, puisque le mal consiste dans une anémie monétaire, affectant à la fois tous les pays du monde, comme les différents organes d'un malade.

Mais, cette erreur grossière qui tient à l'ignorance des peuples, n'est pas seule à pousser l'ancien et le nouveau monde dans la voie dangereuse du protectionnisme. A l'heure actuelle, tous les pays d'Occident rêvent d'avoir une monnaie d'or exclusivement. Le but de chacun d'eux, est donc d'attirer à lui le bienheureux métal jaune. Pour l'Angleterre, qui est le centre du commerce et le grand marché monétaire universel, la chose, ainsi que le fait remarquer M. de Laveleye, est assez facile. Mais pour l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, par quel moyen attirer l'or, comment le conserver ?

Nous savons que, grâce à la pratique du change, dans le commerce international, les produits se payent avec des produits, dans le plus grand nombre des cas. Ce n'est donc que lorsqu'un pays aura plus acheté que vendu à l'étranger, qu'il devra expédier du numéraire au dehors pour équilibrer sa balance de commerce extérieur.

Il est arrivé, plusieurs fois, par exemple, qu'à la suite de mauvaises récoltes, l'Europe a fait en Amérique des achats de blé considérables. Si, dans ce cas, elle ne peut compenser sa dette par des envois de marchandises, elle doit expédier de l'or.

Le but de chacun actuellement, est donc de vendre à l'étranger plus qu'il ne lui achète, à exporter plus qu'il n'importe, afin d'établir une balance favorable au pays. Mais quels moyens employer pour réaliser ce *desideratum*? Frappez de droits de douane les produits étrangers, répondent les protectionnistes, afin d'entraver l'importation. Le calcul est, d'ailleurs, assez maladroit, car il amène des représailles immédiates de la part des autres nations.

La demande générale de l'or et son insuffisance, le *scramble for gold*, comme disent les Anglais, a donc mis l'Europe et le monde sur la voie de la protection. La récente discussion du tarif douanier devant les Chambres, en est la preuve. Les États-Unis, l'Italie, l'Autriche, la Russie, nous ont précédés ou suivis dans la même voie, en accablant de droits les marchandises étrangères et en stipulant qu'ils seraient payables en or.

Cette coïncidence de la contraction monétaire avec le protectionnisme, n'est d'ailleurs pas nouvelle. La proscription de l'argent dans le Royaume-Uni, en 1816, fut en

effet, suivie, dans toute l'Europe, d'une surélévation des droits de douane. En France, la Chambre des députés compose une adresse au roi, pour lui exposer les souffrances de l'agriculture. « La détresse croissante des départements de l'est, de l'ouest et du sud, dit ce message, prouve que les mesures, prises trop tard contre l'importation des céréales étrangères, sont insuffisantes. » En Amérique, en Allemagne, en Autriche, les mêmes plaintes se font entendre. « Le système protecteur qui prévaut aujourd'hui, dit Sismondi, c'est la détresse qu'on a partout sous les yeux qui l'a fait adopter. »

Mêmes causes, mêmes effets. La rareté de l'or en 1820 et en 1891 a engendré le protectionnisme, c'est à l'abri d'une abondance d'or inouïe, de 1850 à 1860, que le libre-échange s'est développé.

Le pas en arrière que cette situation a entraîné pour le monde est énorme. L'Europe en est actuellement revenue au système mercantile du xvi^e siècle, si clairement, si vertueusement flétri par tous les économistes modernes. Si l'or n'est plus considéré comme la seule et unique richesse des peuples, il est du moins regardé comme la seule monnaie possible pour les nations, c'est-à-dire comme le seul moyen de faire circuler leurs richesses. De là cette lutte enragée, de là, comme au temps de la théorie de la balance de commerce, ces tarifs écrasants, ce soin d'écarter des frontières le torrent des marchandises étrangères, afin de garder son or, de résister à l'attraction irrésistible qui l'entraîne vers les grandes places comme Londres et Paris. « L'or, disait le prince de Bismarck, est devenu une couverture trop étroite que chacun tire à lui. » —

L'image est vive et vraie, c'est le *scramble for gold*, l'application du darwinisme en matière de monnaie.

La hausse des tarifs douaniers n'est pas le seul engin employé pour capturer l'or dans cette bataille. Les fortes places, comme Londres, Paris, New-York, Berlin, ont encore une autre arme pour drainer le métal jaune dans les caisses des faibles, c'est-à-dire, sur les places italiennes, espagnoles, autrichiennes. Il leur suffit, pour arriver à ce résultat, d'élever le taux de l'escompte.

Lorsque le niveau de l'encaisse des banques baisse sur une place, on élève le taux de l'escompte, et, mécaniquement, l'or étranger y afflue, comme dans une pompe aspirante dont on aurait soulevé le piston. C'est à l'aide de ce procédé que l'on s'efforce d'attirer l'or à soi actuellement. En 1889 et en 1890 la Banque d'Angleterre n'hésita pas, dans ce but, à élever le taux de l'escompte à 6 0/0. Les places étrangères, qui voient leur or s'enfuir, s'efforcent naturellement de protester et de se défendre. Elles aussi, élèvent le taux de leur escompte, pour le retenir, c'est donc une lutte à coups de hausse, lutte dans laquelle les places les plus faibles restent nécessairement sur le champ de bataille.

Le manque de numéraire amené par la démonétisation de l'argent, par son expulsion, et par l'adoption de l'or comme seule monnaie internationale, malgré son insuffisance, a donc déchaîné les plus grands désastres sur le monde. Outre que l'industrie et le commerce, privés de capitaux et d'instruments d'échange, languissent, frappés mortellement par la baisse des prix et par les primes artificielles dont jouissent les produits de l'Inde, la rareté de

L'or a jeté entre les nations un brandon de discordes incessantes. Les souffrances ont aiguisé les haines de castes, d'ouvriers à patrons, et les haines de races, de peuple à peuple. On accuse la concurrence étrangère d'un mal fatal et universel, dont les seuls coupables sont l'Angleterre et l'Allemagne. On se bat à coups de tarifs, dans le but de sauver l'industrie menacée en faisant hausser les prix et de défendre son or en se créant une balance favorable. Enfin, toutes les places cramponnées à cette couverture trop étroite dont parle le prince de Bismarck, s'efforcent de l'attirer à elles en haussant le taux de l'escompte. La situation était désastreuse, les conséquences qu'elle entraîne, les mauvais remèdes qu'elle suscite, l'aggravant encore. Protectionnisme, hostilité, c'est le retour aux idées étroites et surannées. On supprime la concurrence généreuse et progressive de 1860, qui donnait à chacun, aux petits comme aux grands, les mêmes armes, et n'accordait la victoire qu'au plus laborieux, au plus ingénieux.

Cette concurrence libérale, qui a donné au siècle ses plus belles années de progrès économique, on l'a remplacée par une lutte féroce et lâche. Dans le *scramble for gold*, les armes ne sont pas égales. Londres par son importance triomphe dans ce combat, mais l'Inde, en ruinant son agriculture, lui fait payer sa victoire plus cher qu'elle ne vaut. La France peut encore faire face à cette guerre, grâce à son énorme stock métallique, et grâce aussi à son argent, qui soutient la circulation des marchandises à l'intérieur. L'Allemagne, la Russie se maintiendront plus difficilement. Quant aux Etats plus

faibles, comme l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, ce ne sont plus des combattants, mais des victimes.

Et qu'arrivera-t-il si cette folie continue, si par exemple la France démonétise définitivement son argent ? Les conséquences seront telles : l'or du monde entier affluera à Paris, à Londres, à Berlin et à New-York.

Le *scramble for gold* continuera donc entre ces quatre places. Pour les autres pays, ils n'auront plus qu'à adopter comme monnaie l'argent déprécié.

Leur situation vis-à-vis des grandes places monométallistes or, sera identique à celle de l'Inde vis-à-vis de l'Angleterre. Elles n'auront plus de monnaie commune avec Londres, Berlin et Paris, leurs dettes vis-à-vis de ces places, seront alourdies par la baisse de l'argent et la hausse de l'or, mais leur industrie et leur agriculture jouiront de primes artificielles, sur les marchés anglais, allemands et français. Pousser plus loin la démonétisation de l'argent, c'est donc s'enfoncer de plus en plus dans le désastre, il est grand temps d'arrêter l'Europe dans cette chute.

Dans les chapitres précédents, nous avons examiné les conséquences de la raréfaction de la monnaie, et les crises qu'elle provoque.

Dans la seconde partie de ce travail, nous nous proposons d'étudier les divers remèdes essayés ou proposés, pour combattre la contraction monétaire, et en adoucir les effets. Récemment, les États-Unis, par le vote du Bland Bill et du Silver Bill, ont essayé de relever le prix de l'argent.

Nous étudierons dans un premier chapitre, cette tentative intéressante, quoique les mobiles qui ont fait proposer et voter ces dispositions soient assez difficiles à saisir. Nous consacrerons ensuite un chapitre à l'histoire de l'Union latine.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

La crise monétaire aux États-Unis.

La grande république de l'Union, au cours de sa brève carrière historique, s'est toujours montrée, théoriquement du moins, attachée aux principes du bimétallisme. La première loi monétaire américaine, du 2 avril 1792, établissait entre l'or et l'argent, le rapport de valeur de 1 à 15. L'or était donc coté moins cher aux États-Unis qu'en France, où l'on devait donner 15 kilogrammes 1/2 d'argent pour obtenir 1 kilogramme d'or. Le pair bimétallique français était le mieux choisi. Aussi, dès qu'il fonctionna, son influence se fit dangereusement sentir au delà de l'Atlantique. La Monnaie de Paris, donnant une plus grande quantité de numéraire, par kilogramme d'or qu'on lui apportait, que la *Mint* de l'Union, le métal jaune américain fut exporté en grande quantité, et envoyé en France et en Occident où sa valeur était plus considérable.

Le gouvernement des États-Unis sentit le danger, et voulut y remédier.

La loi de 1834, complétée par un Act supplémentaire de 1837, réduisit la quantité d'or contenue dans un dollar de 24,75 grains à 23,22 grains. Le dollar d'argent, au contraire, restait ce que l'avait fait la loi de 1792. Le résultat des mesures de 1834 et 1837 fut donc d'élever le rapport de l'or à l'argent de 1 à 15 à 1 à 16 (exactement de 1 à 15,988). Le nouveau rapport faussait donc de nouveau, mais en sens inverse, le pair bimétallique américain. L'argent était, cette fois, évalué au-dessous de sa valeur commerciale, — et son exportation allait augmenter. Était-ce simplement une faute commise par le législateur? Peut-être y avait-il un calcul au fond de cette apparente inconsequence. L'exportation de l'argent eut pour résultat de favoriser les propriétaires de mines, fort nombreux aux États-Unis et de mettre en fait l'Amérique au régime du monométallisme or. Car la frappe du dollar d'argent fut rapidement abandonnée et l'or resta à peu près la seule monnaie courante.

En 1873, la crise monétaire européenne fait ressentir ses effets jusqu'au delà de l'Océan. La rareté de la monnaie fait hausser les prix et entrave tout le mouvement économique, aux États-Unis comme en Europe. Les effets d'une semblable pénurie devaient, en effet, peser plus lourdement encore en Amérique, cette nation jeune qui dispose de territoires immenses non encore défrichés, et dont la population augmente avec une rapidité inouïe. Pour faire face à un développement si rapide il est nécessaire que les États-Unis possèdent une monnaie abondante, et dont la masse s'accroisse rapidement puisque ses besoins eux-mêmes vont toujours grandissants. Quoi

qu'il en soit, les plaintes s'élevant de tous côtés en Amérique, pour dénoncer le manque de numéraire qui entravait le mouvement des affaires, le *Bland Act* du 28 février 1878 rétablit le bimétallisme américain, et ordonna l'achat par mois, et au prix du marché, de 3 millions au moins et de 4 millions au plus de dollars d'argent qui devaient être frappés en monnaie de ce module. Le gouvernement trouvait son compte dans cette organisation. L'argent étant tombé, en effet, à 1,13 dollars par once, il gagnait comme bénéfice de la frappe, l'écart entre le prix d'achat des lingots et le cours nominal de 1,29 auquel il mettait ses dollars en circulation.

Malheureusement, le prix de l'argent, un instant maintenu, recommença son mouvement de baisse. En 1886 il valait moins d'un dollar l'once. L'écart entre la valeur nominale des dollars d'argent et leur valeur commerciale devenant trop considérable, le public les refusa. Le gouvernement ne put vaincre cette résistance, il eut beau prendre à sa charge les frais de transport, il ne réussit pas à maintenir les écus en circulation. De plus, à mesure que le stock d'argent des caisses nationales augmentait, leur encaisse d'or diminuait d'une façon alarmante. Les Américains, méfiants, se débarrassaient de leurs dollars blancs et thésaurisaient les jaunes.

Pour faire face à ces dangers le gouvernement prit alors le parti de retirer l'argent dont le public ne voulait pas, pour lui offrir en échange du papier-monnaie. On émit donc des billets (*certificates*) de 1, 2 et 3 dollars, contre dépôt du numéraire. Ces billets eurent un succès considérable et quelque peu surprenant, puisqu'ils étaient

couverts par de l'argent, et représentaient par conséquent un simple déguisement des dollars refusés.

Néanmoins, le Congrès de Washington remania encore le système monétaire par une nouvelle loi, le *Silver Bill*, adopté le 14 juillet 1890, dont les dispositions principales sont les suivantes :

« Il est décrété par le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique assemblés en Congrès :

« 1° Que le secrétaire du Trésor est tenu à acheter de temps en temps des lingots d'argent (*silver bullion*) pour un total de 4.500.000 onces, ou telle partie de ce total qui sera offert chaque mois au prix du marché, sans dépasser celui de un dollard pour 371,25 grains d'argent pur et d'émettre, pour le paiement de ces achats d'argent, des billets du Trésor (*treasury notes*) des États-Unis, qui seront préparés par le secrétaire du Trésor en telle forme et en telles coupures qu'il prescrira, pas inférieures à 1 dollar et pas supérieures à 1.000 dollars.

« 2° Que les billets du Trésor émis conformément aux prescriptions du présent *Act* seront remboursables sur demande, en numéraire, au Trésor des États-Unis ou au bureau des assistants-trésoriers, et ceux qui seront remboursés pourront être émis à nouveau, mais le total de ces billets en circulation ne pourra être inférieur ou supérieur en aucun temps, au prix total des lingots d'argent ou des dollars *standard* d'argent monnayés avec cet argent et détenu par le Trésor, qui les a payés en ces billets ; et ces billets du Trésor seront un moyen de paiement légal (*legal tender*) pour toutes les dettes publiques et privées,

sauf le cas d'une stipulation contraire expresse dans le contrat et seront recevables pour les taxes à la douane, pour les impôts et pour toute charge publique, et, quand ils seront ainsi reçus, ils pourront être émis à nouveau ; et ces billets, quand ils seront détenus par toute banque nationale, pourront être comptés pour la réserve légale ; que sur la demande de tout porteur, ces billets seront remboursés par le secrétaire du Trésor en or ou en argent, à son choix et conformément aux règles qu'il prescrira, la politique monétaire établie aux Etats-Unis étant de maintenir la parité entre les deux métaux sur la base du rapport légal actuel ou de tout autre rapport à établir par la loi.

« 3^e Que le secrétaire du Trésor fera monnayer chaque mois deux millions d'onces de l'argent lingot acheté conformément à cet Act en dollars *standard* d'argent, jusqu'au 6 juillet 1891, et qu'après cette date, il fera monnayer, de temps en temps, l'argent lingot acheté en telle quantité qu'il peut être nécessaire pour rembourser les billets du Trésor prévus par cet Act, et tout bénéfice de seigneurage résultant de ce monnayage sera versé au Trésor. »

L'argent acheté d'après les prescriptions du nouveau *Silver Bill* est également utilisé pour émettre des *silver certificates*. Quelles sont les véritables causes qui ont amené le vote de cette loi ? Bien des réponses ont été faites à cette question. En France où les choses d'Amérique sont peu connues, à cause de l'éloignement, et surtout par suite de l'incompatibilité des races, l'opinion générale veut que le *Silver Bill* n'ait été qu'un habile marchandage

debattu entre les propriétaires de mines et les républicains, ceux-ci s'engageant à voter la loi sur l'argent à la condition que les défenseurs du métal blanc donneraient leur concours au bill Mac Kinley. Les propriétaires de mines, se seraient, de plus, acquis les démocrates, en combattant une mesure qui leur était odieuse, le *bill* Force. Que cette opinion soit quelque peu fondée, il est je crois impossible d'en douter. Il est certain, en effet, que les députés de la Californie, du Nevada, du Colorado, du Dakota, Etats dont la principale richesse consiste dans les mines d'argent, il est évident dis-je, que ces députés soutiennent activement la cause du métal blanc (1). Mais outre cet intérêt particulier et quelque peu mesquin, n'y a-t-il pas dans le *Silver Bill* un calcul, une aspiration nationale? Je le croirais assez volontiers (2).

Les Etats-Unis ont besoin, plus qu'aucun autre peuple, d'un instrument d'échange abondant, souple et surtout susceptible de se multiplier très rapidement afin de faire face aux besoins toujours croissants d'un développement économique colossal. L'or, à l'heure actuelle, est devenu insuffisant. Et le ralentissement de sa production prouve que si l'univers s'obstine à n'accepter que lui comme monnaie, la crise augmentera d'intensité avec le temps.

Une telle situation aurait donc pour résultat d'arrêter les Etats-Unis en pleine croissance. L'agriculture et le

(1) Voir l'article de M. Arthur Raffalovich: *La question de l'argent aux États-Unis*, dans le *Monde Économique* du 2 janvier 1892. Voir aussi l'article de M. Lépaule dans le numéro du 23 janvier 1892.

(2) de Laveleye, *La Monnaie et le Bimétallisme international*.

commerce ont déjà beaucoup souffert de l'autre côté de l'Atlantique et le *Silver Bill* de 1890 est essentiellement le résultat de ces difficultés. Accroître la monnaie en circulation à l'intérieur, tel est le principal but des Etats-Unis, peut-être veulent-ils ainsi préparer l'adoption, chez eux, du monométallisme avec étalon d'argent. Adopter une monnaie dépréciée, amener la baisse de toutes les valeurs à l'étranger, augmenter de 25 à 30 0/0 ses dettes extérieures, voilà, dira-t-on, un calcul bien improbable, chez des gens aussi pratiques que les Américains. Si l'on examine attentivement les résultats d'une pareille opération, on s'aperçoit, au contraire, que les véritables victimes seraient, non pas le gouvernement de l'Union, mais bien tous les Etats européens. Les Etats-Unis sont un pays jeune ; ils disposent d'espaces immenses, encore non défrichés. Leur principal avantage sur l'Europe est là. Ils ont la grande richesse, le blé, la viande, pour se nourrir, le coton pour se vêtir, les bois et les métaux pour construire, le charbon pour développer leur industrie. Tout le nécessaire ils le tiennent.

L'Europe, au contraire, ne peut plus se suffire à elle-même. Les richesses de première utilité lui manquent à cause de sa population trop abondante. Le pain, la viande, le coton, elle doit les demander à des terres plus neuves, à l'Inde, à l'Amérique. Que leur offre-t-elle en échange ? les produits fabriqués. Elle vit sur ses usines qui payent le pain et le coton d'outre-mer en vêtements confectionnés avec ce même coton qu'on lui a expédié, en machines, en objets de luxe. Dans une pareille situation elle est la plus faible. Il est bien peu probable, en effet, que l'on par-

vienne, à l'aide de procédés scientifiques, à renouveler l'agriculture du vieux monde de façon à lui permettre de nourrir tous ses habitants. Le développement de l'industrie aux États-Unis n'est, au contraire, qu'une affaire de temps et de protection. L'outillage de l'Amérique du Nord est déjà bien près de la perfection. Il s'est développé à l'ombre des tarifs écrasants et le but unique, le but fondamental de tous les efforts du gouvernement de l'Union depuis un siècle, c'est de donner aux États-Unis une industrie suffisant à tous les besoins du pays. Le jour où ces efforts auront abouti, la grande république transatlantique sera économiquement maîtresse de l'Europe, car elle pourra se passer d'elle, tandis que ses exportations de blé, de bétail, seront toujours nécessaires au vieux monde. Elle se créera donc une balance de commerce toujours favorable avec les nations d'outre-mer. Le bill Mac Kinley n'est que le résultat de ces tendances. Et, à ce titre, son adoption par le Congrès est un acte louable. Le protectionnisme dans les pays déjà outillés comme ceux de l'Europe n'est, croyons-nous, qu'une avance à la routine et à la paresse industrielle. Les manufactures se contentent de produire assez pour répondre aux demandes du pays, en vendant très cher, sans affronter les marchés extérieurs. Donc plus de stimulant, plus de concurrence, partant plus de progrès. Dans un pays jeune et ardent comme l'Amérique, au contraire, tant que l'outillage n'est pas suffisant pour répondre aux besoins de l'intérieur, nous pensons que la protection est légitime et utile. La routine et le ralentissement ne sont pas à craindre en pareil cas. L'insuffisance même de la production industrielle, devant

les demandes toujours croissantes du pays, est un gage de progrès. Elle active la concurrence entre les manufacturiers nationaux et, par suite, surexcite l'esprit d'entreprise et d'invention que les Américains possèdent, d'ailleurs, naturellement, à un très haut degré.

L'adoption de l'étalon d'argent par les États-Unis favoriserait singulièrement ce mouvement. Nous avons déjà montré, dans un précédent chapitre, que l'adoption de l'étalon d'or, par les nations européennes, avait pour résultat de donner aux pays monométallistes argent comme l'Inde, une prime d'exportation considérable sur les marchés d'Europe, tandis que les produits d'Occident étaient grevés d'une sorte de taxe naturelle, à leur entrée en Orient.

Ce mécanisme est fort simple. Un stock de marchandises de Bombay arrive à Londres. Le coût de production de ces marchandises a été payé en argent dans le pays. Elles seront vendues, il est vrai, en Angleterre contre de l'or, mais cet or servira à acheter de l'argent, seule monnaie hindoue. Lorsque l'or et l'argent étaient maintenus par la Monnaie française, au poids de 1 à 15 1/2, la roupie coûtait 2 schellings; à l'heure actuelle, au contraire, la roupie ne vaut plus que 18 pences et même moins. Conclusion : le négociant hindou qui, jadis, devait vendre sa marchandise 10.000 livres sterling pour en tirer 100.000 roupies, obtiendra maintenant la même quantité de roupies, en vendant son stock en Angleterre pour 7.500 livres sterling seulement. Donc, prime de 25 0/0 en faveur de l'exportation des produits indiens en Europe. Ruine de l'agriculture dans l'Occident et sur-

tout en Angleterre, par suite de l'envahissement des blés de Bombay et de Calcutta.

En outre, par une conséquence du même état de choses, l'industriel anglais qui, pour tirer de ses produits 100.000 livres sterling, devait autrefois les vendre 100.000 roupies, se verra obligé, maintenant que l'argent est en baisse, d'en obtenir une quantité de roupies beaucoup plus grande, pour rentrer dans ses 10.000 livres sterling. Donc, protection en faveur de l'industrie indigène, diminution de l'exportation européenne, développement considérable des usines indiennes. Que l'Amérique adopte l'étalon d'argent et les mêmes résultats se produiront en sa faveur. Ses exportations de matières premières et même, au bout d'un certain temps, de produits manufacturés, jouiront, sur tous les marchés du vieux monde, d'une prime considérable, qui favorisera encore le développement de son agriculture en ruinant celle des pays à étalon d'or. D'autre part, son industrie, protégée par cette taxe naturelle qui frappe les exportations des nations à étalon d'or à leur entrée dans les pays monométallistes argent, continuera son évolution progressive, favorisée par une monnaie abondante, tandis que les manufacturiers européens continueront de gémir sur le manque de capitaux qui les entrave. Ils atteindront alors le but rêvé, c'est-à-dire qu'ils tiendront le vieux monde à leur discrétion, avec une industrie suffisant à leurs besoins, et une agriculture maîtresse sur tous les marchés. Mais, objectera-t-on, ces avantages auront un contre-coup pénible. L'Inde voit actuellement sa dette annuelle envers l'Angleterre, alourdie dans des proportions ruineuses. Les souffrances y sont

au moins aussi grandes qu'en Europe, à cause des taxes que cette augmentation de la dette extérieure entraîne. Le fait est parfaitement exact, les souffrances des indigènes, sous les impôts dont on les accable pour combler ce gouffre, sont malheureusement trop réelles. Mais, le cas de la grande colonie anglaise est très particulier. Elle est, en effet, le pays du monde dont la dette annuelle étrangère est la plus considérable, par suite de conventions passées entre la métropole et le gouvernement indien.

Toute différente, au contraire, serait la situation de l'Amérique, avec une industrie suffisamment développée, pour maintenir la balance de commerce du pays favorable à l'exportation. Les États-Unis jouiraient alors de tous les avantages de cet état de choses, sans en supporter les inconvénients. Les valeurs américaines subiraient, il est vrai, une baisse à l'étranger, mais c'est là un contre-coup dont une nation comme les États-Unis supporte les effets facilement, surtout, lorsqu'elle n'a pas de dette extérieure.

L'État y trouverait également son compte, car sa dette intérieure se trouverait allégée. Les fermiers du Far West et du South West, débiteurs de sommes écrasantes par suite des mauvaises récoltes de ces dernières années, seraient soulagés ; les prix baisseraient, les capitaux afflueraient. L'avènement de l'étalon d'argent déprécié serait probablement le signal d'un épanouissement économique considérable au delà de l'Atlantique et le signal d'une décadence en deçà.

On le voit donc, l'amour des Américains pour le métal blanc est la conséquence d'une opinion scientifique, non

le résultat d'un marchandage entre gros accapareurs. Que des commissions de ce genre aient eu lieu, c'est probable, mais on leur a donné une importance disproportionnée avec les ressources dont disposaient leurs auteurs. Les propriétaires de mines d'argent ont eu la fortune de voir leur intérêt personnel confondu avec l'intérêt national, comme les *Yankees* le comprennent, là gît la raison du *Silver Bill*.

Tout reste à dire, d'ailleurs, sur la valeur scientifique et morale de cette tendance des Américains. C'est de l'égoïsme patriotique, c'est aussi de l'économie politique à courte vue, car l'intérêt d'un vendeur n'a jamais été de ruiner ses acheteurs. Il les réduit alors, à chercher les moyens de se passer de lui, et ils arrivent toujours à les trouver.

CHAPITRE II.

L'Union latine.

La loi du 7 germinal an XI, sur laquelle était basé le bimétallisme français, fixait comme étalon monétaire le franc, c'est-à-dire une pièce d'argent pesant 5 grammes. et frappée au titre de 900 millièmes de fin. La même loi organisait, en outre, le système de la frappe libre, établissait le rapport de 1 à 15 1/2 entre les deux métaux, et permettait à chacun de faire monnayer librement ses lingots d'or ou d'argent à l'Hôtel des Monnaies, pourvu que les prescriptions de la loi fussent observées, et moyennant le paiement d'un droit de brassage. Telles étaient les bases du système monétaire bimétallique en France. Quiconque apportait à la Monnaie de Paris 1 kilogramme d'or, à neuf dixièmes de fin, recevait en échange, invariablement 3.400 fr. Pour 1 kilogramme d'argent, on obtenait 200 fr. en vertu du rapport fixe 1 à 15 1/2.

Le bimétallisme, organisé par la loi de germinal an XI, est à notre avis le système monétaire le plus parfait qui ait jamais existé. Nous avons montré, au cours de cet ouvrage, tous les services qu'il a rendus au monde entier. Nous avons également décrit les conséquences désastreuses de sa suppression à la suite des événements de 1873. Mais si le bimétallisme est théoriquement le meilleur système monétaire, son application isolée expose le

pays qui le pratique à de graves déboires. Les fluctuations sans cesse renouvelées de la valeur de l'or et de l'argent, exigent que le pair de change choisi soit parfaitement calculé, et, de plus, qu'il soit appuyé par une coalition puissante, capable d'imposer son rapport de valeur artificiel, en dépit même des changements survenus dans la puissance d'acquisition de l'un ou de l'autre métal. Sous le rapport du choix d'un pair de change bimétallique, la France, en établissant son 15 1/2, était du premier coup tombée juste, et cet heureux choix a fait le principal succès du système monétaire de l'an XI. Les États-Unis, au contraire, ont dû tâtonner. Ils s'arrêtèrent, en 1792, au rapport de 1 à 15, mais l'or était coté au-dessous sa valeur, et l'argent au-dessus, ce qui détermina l'exportation de l'or américain à l'étranger. En vue d'arrêter cette exportation, en 1834, le rapport de 1 à 15 fut remplacé par celui de 1 à 16. La balance était encore mal équilibrée, mais cette fois, c'était le plateau du métal jaune qui l'emportait. L'argent était estimé au-dessous de son prix réel, aussi fut-il exporté à son tour.

La France avait donc choisi le meilleur pair de change bimétallique, mais en dépit de sa grande richesse monétaire et de sa puissance économique, elle n'était pas assez forte pour imposer son 15 1/2, de telle sorte que les oscillations du change entre les deux métaux fussent toujours dominées par la Monnaie de Paris. La loi de *Gresham* restreinte, supprimée même, lorsque l'écart entre le rapport réel et le rapport artificiel de l'or à l'argent, n'était pas très considérable, la loi de *Gresham*, dis-je, reprenait ses droits et son influence, lorsque des événements impré-

vus rompaient violemment l'équilibre entre les deux métaux. Ce fait se produisit, surtout à la suite de la découverte de placers de la Californie et de l'Australie. L'or extrait en masses énormes à cet instant, vint encombrer tous les marchés du monde et fut brusquement déprécié. La guerre de sécession, en obligeant l'Europe à acheter aux Indes, où l'argent seul est reçu, le coton que l'Amérique ne lui fournissait plus, acheva de rompre l'équilibre. L'argent raréfié fit prime sur l'or. Et, la loi de Gresham entrant en fonctions, les écus et les francs d'argent français commencèrent à s'enfuir par toutes les frontières, tandis que les pièces d'or dépréciées affluaient. Cette situation produisit une véritable panique en Belgique, en Italie, et en Suisse, nations pratiquant toutes les trois le bimétallisme. La France, ayant le sentiment de sa force, conserva plus de sang-froid. Elle vit partir ses écus de 5 francs sans grand regret, car elle était ainsi débarrassée d'une monnaie encombrante, que les commodités pièces d'or remplaçaient avantageusement. On gardait d'ailleurs la conviction que l'or se relèverait et nous indemniserait de nos pertes. Ce qui émut le plus le gouvernement et l'opinion, dans cette application de la loi de Gresham à l'argent français, ce fut la disparition des monnaies divisionnaires qui portaient à l'étranger, au grand embarras du commerce français. Les pièces de 2 francs, 1 franc, 50 et 20 centimes, si nécessaires à la vie économique journalière d'un peuple, manquaient absolument. C'est en vue de remédier à cette fuite au dehors, de nos monnaies divisionnaires, que fut conclue en 1865 l'Union latine.

Ce fut une sorte de coalition des nations bimétallistes, en vue de protéger leur stock de monnaies de faible valeur. Les peuples qui se rallièrent à cette ligue furent la France, l'Italie, la Belgique, la Suisse et plus tard la Grèce. Le franc d'argent pesant 5 grammes au titre de 900 millièmes de fin, demeure bien l'étalon monétaire de ces nations. Seulement, quoique restant appliquée aux écus de 5 francs et aux pièces d'or, cette règle fut modifiée en ce qui concernait les pièces divisionnaires. Elle fut toujours théoriquement exacte, mais les pièces de 1 franc, de 2 francs, de 50 centimes furent transformées en monnaies conventionnelles, au titre de 835 millièmes. Ces pièces ne furent plus, dès lors, qu'une monnaie d'appoint, n'ayant cours légal, en chaque paiement, que jusqu'à concurrence de 50 francs. Les quatre États contractants se réservèrent le monopole de la frappe de ces monnaies divisionnaires. Le libre monnayage de la loi de l'an XI fut donc supprimé en ce qui les concernait. Cette suppression était d'ailleurs parfaitement fondée. La frappe libre ne pouvait plus exister pour les pièces de 1 franc et de 2 francs, d'abord parce que leur valeur intrinsèque était inférieure à leur valeur nominale, ensuite, parce qu'il n'en faut qu'une quantité limitée, leur cours légal étant limité. C'est pourquoi les gouvernements associés s'engagèrent à n'en pas émettre pour plus de 6 francs par tête d'habitant.

Telles furent les causes et les dispositions de l'Union latine. Elle atteignit parfaitement son but, car elle maintint dans les pays qui en faisaient partie, la circulation des pièces de monnaie divisionnaire. Mais (nous avons

étudié ces événements, dans la première partie de cette thèse) depuis 1870, la situation est entièrement modifiée. L'or demandé partout s'est raréfié, et fait actuellement prime sur tous les marchés. L'argent, au contraire, est partout en baisse. Pour faire face à ce revirement inattendu, l'Union latine a dû imaginer de nouvelles défenses. Le but à atteindre consistait cette fois à défendre les pièces d'or qui passaient à l'étranger et étaient remplacées par des pièces de 5 francs en argent. On limita d'abord, en 1874, 1875 et 1876, la frappe des pièces de 5 francs ; enfin, le remède étant insuffisant, la conférence monétaire de 1878 suspendit absolument la fabrication de ces pièces. Nous n'insisterons pas sur les conséquences de ces mesures, elles nous sont déjà connues.

L'Union latine a été renouvelée sous les mêmes conditions, en 1886. Il s'est élevé à cette époque, et il s'élève encore aujourd'hui, bien des protestations contre le renouvellement de l'Union latine (1). Un certain nombre d'économistes voudraient la dénonciation de cette ligue et l'adoption pure et simple, par la France, du monométallisme or. Ce serait une grande faute. La perte que l'on subirait en vendant au prix du lingot tous les écus d'argent, s'élèverait à 500 millions au moins. De plus, la baisse du métal blanc serait encore précipitée par la démonétisation des pièces de 5 francs en France. L'or, au contraire, et par conséquent, la monnaie, serait encore raréfié. Les échos du vieux et de l'ancien monde retentissent des cris de misère

(1) Voir l'article de M. Lépaule : *La Rupture de l'Union latine*, dans le *Monde Économique* du 14 novembre 1891.

que soulève la contraction monétaire actuelle. Que serait-ce si la masse du numéraire circulant devait être encore restreinte ?

Quelques autres économistes reprochent à l'Union latine de gêner la France, sans lui apporter aucun aide. Pour eux, et M. Cernuschi apporte à cette opinion l'appui de son autorité, les seuls pays qui comptent au point de vue monétaire sont l'Angleterre, la France, les Etats-Unis et l'Allemagne. Si un accord réunissait ces quatre nations, le reste du monde n'aurait plus qu'à s'incliner. Ce n'est donc pas en trahant avec l'Italie, la Belgique, la Suisse et la Grèce, pays de deuxième et de troisième ordre sous le rapport de la richesse, que la France arrivera à un résultat quelconque. Elle est la dupe de ces Etats plus faibles qu'elle, elle s'est lié les mains, et lors même qu'elle s'entendrait avec les grandes puissances monétaires pour instituer le bimétallisme international, elle ne pourrait reprendre la frappe de l'argent, sans le consentement préalable de la Suisse, de la Belgique, et de la Grèce.

Tels sont les arguments que les bimétallistes eux-mêmes, du moins les bimétallistes selon M. Cernuschi, invoquent contre la continuation de l'Union latine (1).

Quelques publicistes aux idées bellicieuses ne verraient pas non plus sans une certaine satisfaction, dans la rupture de l'Union latine, les moyens de porter un préjudice considérable aux intérêts de l'Italie. On déchainerait la ruine sur cette nation, pour réduire son influence politique en

(1) Voir Cernuschi : *Le grand procès de l'Union latine*.

opposition avec la nôtre. Quoi qu'il en soit de toutes ces opinions, de tous ces arguments, l'important est de ne pas perdre de vue la question fondamentale, le nœud gordien de la crise actuelle : comment obvier à la rareté de la monnaie ?

La cause originaire de tous les maux dont souffre le monde, repose uniquement sur la disparition effective de l'un des deux métaux précieux, de la réserve monétaire utilisable. Depuis que, à la suite de mesures imprudentes et irréfléchies, la monnaie d'argent, ayant perdu sa puissance libératoire, a cessé par là même de demeurer un gage d'échange international, il n'y a plus, à la disposition du monde commercial, que la moitié des ressources métalliques qu'il pouvait utiliser antérieurement. Cette somme est insuffisante ; de là toutes les souffrances accumulées en cette fin de siècle.

Peut-on espérer que la production de l'or s'élèvera assez pour répondre à tous les besoins et arrêter cette crise ? Non, malheureusement. L'or semble se faire de plus en plus rare depuis qu'il a pris une place prépondérante, et la quantité extraite chaque année devient de moins en moins considérable. Un savant géologue, M. Édouard Suess, professeur à l'Université de Vienne, dans son livre : *l'Avenir de l'or* (*Die Zukunft des Goldes*), vient même de donner une explication scientifique à cette diminution de la production du métal jaune.

D'après M. Suess, il y a un rapport de cause à effet entre la rareté des métaux précieux et leur poids ou densité. Les plus lourds des métaux, l'iridium, le platine ne se rencontrent qu'en quantité tout à fait minime. L'or, plus

pesant que l'argent, est aussi plus rare. M. Suess explique ce rapport entre la densité et la rareté, par le fait que le poids même du platine et de l'or, « les a précipités dans les couches les plus profondes, vers le centre en fusion de la terre, où ils se dérobent pour toujours à la main de l'homme ». Bien des faits confirment cette théorie. D'abord, une observation tirée du système planétaire. Les planètes les plus rapprochées du soleil sont les plus lourdes. Mercure, la plus voisine, pèse 6.84 fois autant qu'un volume égal d'eau. Vénus, la Terre et Mars, pèsent au moins 5 fois autant que l'eau. Les planètes les plus éloignées, sont Jupiter avec 0.73 et Uranus avec un poids spécifique de 1.29, Saturne avec 0.82, moins lourdes que l'eau par conséquent. D'autre part, l'analyse spectrale n'a pas découvert de métaux précieux dans le soleil, on peut en conclure que ces métaux se trouvent à l'intérieur et non dans son enveloppe, qui est encore à l'état gazeux. Scientifiquement, l'avenir de l'or serait donc assez compromis. Jamais il n'atteindra une abondance suffisante pour remplir le rôle qu'on veut lui assigner de seule monnaie internationale.

La seule ressource, la seule solution, c'est donc dans le bimétallisme qu'il faut la chercher. Non pas dans le bimétallisme particulier et limité d'un seul pays, mais dans une association solide des principales puissances monétaires du monde. Elles fixeront un rapport bien choisi entre l'or et l'argent, le 1 à 15 1 2 par exemple, elles rétabliront le temps libre et illimité des deux métaux, et, si leur alliance est vraiment nette, librement organisée, et loyalement observée, le rapport fictif établi par ces

puissances, défilera toutes les fluctuations que des accidents imprévus pourraient amener dans la valeur comparée des deux métaux.

Dès lors, l'argent ayant repris son rôle de monnaie, la contraction monétaire cessera. Les prix hausseront, les capitaux reparaîtront, et l'industrie sortira de l'engourdissement dans lequel elle était tombée. Les États d'Occident et les pays à étalon d'argent d'Asie auront une monnaie internationale, ce qui permettra à l'agriculture européenne de soutenir la concurrence des blés de l'Inde. Les tarifs douaniers seront supprimés, car ils n'auront plus d'objet, et le monde économique entrera dans une ère qui, sans être l'âge d'or, malheureusement irréalisable, sera cependant une période de progrès pacifique et de prospérité calme.

POSITIONS PRISES DANS LA THÈSE

DROIT ROMAIN

I. — Les actions excitoire et institoire n'existaient primitivement que quand le *magister navis*, ou le préposé à un commerce était un esclave.

II. — Le tiers qui a traité avec un esclave, ou un fils de famille, peut poursuivre le père ou le maître par une *condictio*, dans toute hypothèse, au lieu d'employer une action dite *adjectitia qualitalis*.

III. — Le *negotiorum gestor* ne pouvait dans un procès agir comme demandeur que dans des cas exceptionnels.

ÉCONOMIE POLITIQUE

I. — Le bimétallisme international amènerait la hausse des prix.

II. — La démonétisation de l'argent allemand de 1873 fut la principale cause de la baisse de prix.

III. — La contraction monétaire amène le protectionnisme.

IV. — La baisse de l'argent constitue, au profit des pays monométallistes argent, une prime à l'exportation sur les marchés monométallistes or.

POSITIONS PRISES EN DEHORS DE LA THÈSE

DROIT ROMAIN

I. — Dans le très ancien droit il n'y avait pas de justes noces sans *manus*.

II. — L'*infantia* durait jusqu'à sept ans.

III. — La loi *Junia* est antérieure à la loi *Ælia Lantia*.

IV. — L'esclave mineur de 30 ans, affranchi par testament, devient Latin junien.

DROIT FRANÇAIS

I. — Le partage peut être autrement prouvé que par écrit.

II. — Un testateur ne peut pas imposer l'indivision, même pour une durée qui n'excède pas cinq ans.

III. — L'héritier, à qui une créance est attribuée par partage, n'est pas obligé de remplir les formalités de l'article 1690 C. civ.

IV. — La ratification des actes d'un gérant d'affaires rétroagit même à l'égard du tiers.

DROIT INTERNATIONAL PUBLIC

I. — Les traités antérieurement conclus entre deux belligérants, ne perdent leur valeur que si leur exécution est incompatible avec la guerre elle-même.

II. — Un État s'annexant une province étrangère doit

supporter la part contributive du pays annexé, dans la dette publique de l'État auquel il appartient.

DROIT CONSTITUTIONNEL.

I. — Les traités d'alliance offensive et défensive sont permis au gouvernement, sans qu'il lui soit nécessaire d'obtenir l'approbation des Chambres.

HISTOIRE DU DROIT

I. — Le régime de la communauté entre époux a une origine germanique.

Vu : *Le président de la thèse,*
Em. ALGLAVE.

Vu : *Le Doyen,*
COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer,
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE

DEOIT ROMAIN

	Pages.
INTRODUCTION.....	1
CHAP. I. — La représentation sous le vieux droit romain.....	7
CHAP. II. — Règles postérieures qui modifièrent le principe de la non représentation en matière de transmission de la propriété et en matière de contrats.....	16
CHAP. III. — Conclusion.....	50

ÉCONOMIE POLITIQUE

1^{re} PARTIE

CHAP. I. — La monnaie.....	59
CHAP. II. — Les principales causes des contractions monétaires.	76
CHAP. III. — Contraction simultanée de la circulation de l'or et de celle de l'argent	79
CHAP. IV. — Conséquences générales de la démonétisation...	85
CHAP. V. — La démonétisation de 1873 et le commerce anglo- indien.....	90
CHAP. VI. — La monnaie et les prix.....	96
CHAP. VII. — La contraction monétaire, les tarifs douaniers et les variations du taux de l'escompte.....	110

2^e PARTIE

CHAP. I. — La crise monétaire aux États-Unis.....	121
CHAP. II. — L'union latine.....	133



Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone.*
